

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12550 — 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine — JEUDI 6 JUIN 1985

Obstination

UNE BONNE NOUVELLE
POUR LES HOMMES
DE PETITES TAILLES

VOUS MANQUEZ LAO IN OU PLUS VOUS
MANQUEZ LAO IN OU PLUS VOUS
MANQUEZ LAO IN OU PLUS VOUS

John Dapal

I.T.C. MESSIEUR
ÉVITEZ LA CALVIE

PIAGET

Aldebert

Crise à Lisbonne

Deux ans jour pour jour après la signature de son accord avec les socialistes pour la durée de la législature 1983-1987, le Parti social-démocrate portugais a décidé de quitter la coalition gouvernementale dirigée par M. Mario Soares. C'est à nouveau la crise à Lisbonne.

L'événement faisait partie des hypothèses agitées depuis la désignation, le 19 mai, de M. Cavaco Silva à la tête du PSD. En effet, à la différence de son prédécesseur, le nouveau chef des sociaux-démocrates est un partisan déclaré de l'alliance à droite. Il a, en particulier, annoncé son soutien à la candidature pour l'élection présidentielle de décembre de M. Freitas do Amaral, ancien président du Centre démocratique et social. Voilà qui concordait mal avec le projet prêté avec insistance au premier ministre de brigner lui aussi la succession du général Eanes au palais de Belem. M. Cavaco Silva pourrait-il dès lors devenir le numéro deux du gouvernement de ce même Mario Soares ? La décision a été : non. La démission des ministres sociaux-démocrates était la suite logique. Tout au plus le PSD a-t-il admis qu'il ne pouvait pas ouvrir officiellement les hostilités une semaine avant un événement historique : la signature du traité d'adhésion de Lisbonne à la CEE. Son retrait ne prendra donc effet que le 13 juin.

Il n'empêche ! La crise qui débute sur les bords du Tage devrait être du genre de celles que les Italiens appellent « dans le brouillard » : longue et avec la perspective d'élections anticipées.

« Social-démocrate », le PSD ne l'est pas dans ses profondeurs : c'est en fait un parti centriste, et comme toujours tiraillé entre la droite et la gauche. Son récent congrès avait montré que le balancier le ramenait dans le camp conservateur. Au demeurant, les deux dernières années n'avaient pas été idylliques. Le PSD était prompt à accuser ses partenaires socialistes de « mollesse » dans l'application de leur accord de gouvernement, qui prévoyait notamment de sérieuses retouches à la réforme agraire révolutionnaire de 1975 et une libération des possibilités de licenciement.

Par-delà ces données conjoncturelles, c'est la perpétuelle question de la recomposition de l'échiquier politique portugais, perturbé par quarante ans de fascisme, que pose à nouveau cette crise. Entre un PC imperturbablement stalinien et un CDS clairement ancré à droite, tout un électoral centriste, représentant 60 % des citoyens, demeure partagé entre le PSD et le PS — sans oublier ce Parti rénovateur démocratique que tentent à grand-peine de lancer les amis du président Eanes.

Celui-ci va devoir faire un choix délicat : garder M. Soares à la tête d'un gouvernement socialiste minoritaire ; appeler un « indépendant » ayant sa confiance à former une nouvelle équipe ; ou dissoudre immédiatement l'Assemblée et provoquer des législatives avant même la désignation de son successeur à la fin de l'automne. Aux dernières nouvelles, c'est cette solution qui a le vent en poupe à Lisbonne.

(Lire nos informations page 3.)

LA PRÉPARATION DE LA CONVENTION LIBÉRALE

Les dissensions s'aggravent entre M. Barre et M. Chirac

A l'approche de ce qui se voudrait, dimanche matin 9 juin, une grande manifestation unitaire de l'opposition, les échanges d'amabilités se multiplient entre le RPR et M. Barre, et tournent à la polémique, tandis que M. Giscard d'Estaing assure qu'un grand « parti de l'union » est en marche.

Tout commence samedi 1^{er} juin : le RPR, réuni en congrès extraordinaire, propose un « pacte » en dix mesures propres à créer le « choc de la confiance » et à assurer rapidement le « renouveau ».

Le lendemain, M. Barre met en garde les Français contre les promesses démagogiques et irréalistes, les « catéchismes » et l'union qui ne serait qu'une « tactique électorale ». M. Bernard Pons, membre du bureau politique du RPR, monte lundi, au créneau. Il se déclare « stupéfait et attristé » par

Le soir même, ce dernier prie chacun de s'occuper de ses propres affaires et revendique le droit à la liberté de parole.

En clair, l'opposition ne peut plus être battue par les socialistes ; mais elle peut se battre elle-même ; on ne saurait mieux que M. François Léotard décrire l'état de la droite.

« Le PS ne peut plus gagner, mais nous nous pouvons perdre », renchérit M. Jean-Pierre Soisson.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 6.)



les propos de l'ancien premier ministre qui, selon lui, n'aurait rien à envier à certaines déclarations caricaturales des socialistes. M. Barre, c'est évident, « participe à la désunion de l'opposition », à tel point que M. Pons se demande si la présence de celui-ci est « justifiée » à la convention libérale.

M. Giscard d'Estaing, le même jour, refuse d'entrer dans un tel débat « politique ». Il veut, dit-il, adopter « un point de vue national ».

Mardi, M. Alain Madelin, délégué général du PR, commente avec indulgence et ironie certaines des mesures proposées par le RPR dont la « formulation » lui paraît « hâtive ». M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, déplore dans les mêmes termes que M. Pons l'attitude « de M. Barre ».

M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, devait s'entretenir ce mercredi 5 juin, au Caire, avec le président Mubarak, avant de commencer, jeudi après-midi, une visite officielle de cinq jours en France.

New-Delhi. — Une Inde moderne, foncée, débarrassée de ses féodalités, bardée d'ordinateurs à la ville, de tracteurs aux champs. Une Inde jeune et fougueuse où les décisions seraient prises par des chefs énergiques, exécutées par des fonction-

Le centre
est le moteur
du rassemblement
des démocrates

Olivier
Stirn

UNE
CERTAINE
IDEE DU
CENTRE

ALBIN MICHEL

A L'USINE SKF D'IVRY

Violents affrontements entre la police et la CGT

Une opération de commando de la CGT a permis à plusieurs dizaines de salariés d'occuper de nouveau, dans la matinée du 5 juin, l'usine SKF à Ivry. De violents affrontements ont opposé toute la matinée les forces de l'ordre et les manifestants. Plusieurs personnes ont été grièvement blessées.

Les forces de l'ordre ont été surprises le 5 juin, à l'aube, par une offensive en règle de la CGT contre l'usine SKF à Ivry, qu'elles occupaient depuis le 28 mai. Depuis lors une partie des machines avaient été démontées et démantées. Armées de barres de bois, de frondes et de rouleaux à billes, une quarantaine d'ouvriers de la SKF — cent cinquante selon la CGT — ont réussi, profitant de l'effet de surprise et des faibles effectifs des forces de l'ordre qui gardaient l'usine, à pénétrer dans le bâtiment aux environs de 5 heures par un mur latéral défoncé à l'aide d'une bonne. Ils se sont installés au sommet du bâtiment barbouillé de slogans « SKF vivra » et y ont déployé un drapeau rouge et un drapeau tricolore. Ils faisaient alors retentir la sirène de l'usine.

En même temps, quelque deux cents militants CGT du Val-de-Marne, employés communaux de la ville d'Ivry et des communes de toute la ceinture rouge, se massaient aux abords de l'usine pour soutenir les occupants. Vers 8 heures, les manifestants « tenaient » la place Gambetta, harcelant les CRS qui répondaient en envoyant des grenades lacrymogènes, des grenades

offensives et en tirant des balles en caoutchouc.

Des véhicules municipaux d'Ivry et de Vitry équipés de lances à eau s'efforçaient de protéger les manifestants des effets des gaz. Des femmes faisaient la chaîne pour dépaquer les rues environnantes. Comme à chaque manifestation des ouvriers de cette usine, occupée depuis novembre 1983 et condamnée à la fermeture par la direction suédoise du groupe SKF, la population de ce fief du PCF manifestait largement son soutien aux ouvriers.

Alors que les affrontements sporadiques se poursuivaient, MM. Michel Germa, président (PCF) du conseil général, Jacques Lalo, maire (PCF) d'Ivry, et Jean-Pierre Page, secrétaire de l'union départementale CGT du Val-de-Marne, étaient reçus à 8 heures par le préfet, M. Maurice Theys. Ce dernier acceptait l'ouverture de négociations sur l'emploi pour l'après-midi même. Vers 10 heures, se tenait un rassemblement devant la mairie d'Ivry, alors que M. Paul Mercieca, député du Val-de-Marne, parlementait, pour sa part, avec les CRS.

DANIEL SCHNEIDERMAN.
(Lire la suite page 24.)

Nouveaux programmes pour les colléges

M. Jean-Pierre Chevènement a rendu publics, mercredi 5 juin, les « objectifs généraux » de l'enseignement des colléges et les grandes lignes des nouveaux programmes. Ces dispositions entreront en application à la rentrée 1986, avec — notamment pour les mathématiques et le français — des mesures transitoires des la rentrée prochaine.

Le but poursuivi par le ministre est double : accroître le nombre des élèves qui continueront des études longues après la troisième et améliorer le niveau de l'enseignement. Pour cela, il fixe au collége trois objectifs : « 1) développer la pensée logique ; 2) apprendre à maîtriser la trilogie écrite, orale, image ; 3) donner l'habitude du travail personnel ».

Ces dispositions constituent la suite naturelle de celles de l'école élémentaire (le Monde du 24 avril) de façon à assurer une cohérence pour l'ensemble de la scolarité obligatoire. Cette continuité se manifeste à la fois dans la présence d'enseignements nouveaux, comme l'informatique, la technologie ou l'éducation civique, et dans un esprit général qui fait une plus grande place aux activités intellectuelles et à l'organisation du savoir, au détriment de la pédagogie d'éveil et de l'expression spontanée des élèves.

(Lire, page 8, les articles de SÉRGÉ BOLLOCH et de FÉDÉRIC GAUSSEN.)

LA VISITE EN FRANCE DU PREMIER MINISTRE INDIEN

Les deux cents jours de Rajiv Gandhi

De notre correspondant PATRICE CLAUDE

M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, devait s'entretenir ce mercredi 5 juin, au Caire, avec le président Mubarak, avant de commencer, jeudi après-midi, une visite officielle de cinq jours en France.

De notre correspondant PATRICE CLAUDE

saire enthousiastes et relayées par des entrepreneurs audacieux. Une Inde intégrée enfin dans ses frontières et ses mentalités, où le séparatisme serait mis à mort et la corruption décimée.

Modernité, efficacité, intégrité : trois valeurs-clés pour un rêve partagé par des millions d'« enfants de minuit », la génération née après l'indépendance, et un homme, leur messie, un quadragénaire nommé Rajiv Gandhi.

Le rêve a pris le pouvoir le 1^{er} novembre 1984 quand l'ancien pilote d'Airbus accepta de se saisir du sceptre taché de sang que lui tendait la cour, orpheline et angoissée. Deux cents jours plus tard, les risques d'éclatement sont toujours là. Mais, malgré les passions, les tensions, les pogroms, le terrorisme et des difficultés de tous ordres, le rêve n'est pas mort. L'énorme capital de sympathie et de bonne volonté offert par le peuple à son prince aux élections de Noël n'a pas été sérieusement entamé.

L'Inde, c'est vrai, a cru un instant au miracle. Elle se voyait débarrassée

Monde. Reste que le fermement du choc, à savoir le problème sikh, demeure entier. Le règlement de cette question, annoncé-il aux premiers jours du règne, « est la priorité des priorités ». Sept mois plus tard, il l'avoue que la pacification du Pendjab, où vit la majorité des sikhs, sera longue et semée d'embûches.

Il y a eu, c'est indéniable, erreur de stratégie. Contre l'avis d'une partie du gouvernement et de l'opinion publique hindoue, M. Rajiv Gandhi, c'est dans sa nature, a d'abord voulu jouer la conciliation. Mais, aux concessions, les extrémistes ont répondu par le feu et le sang. La vague de terrorisme a culminé le mois dernier par une campagne aveugle d'attentats à la bombe dans la capitale (quatre-vingts morts).

Directement menacé d'être assassiné — un complot sikh fut découvert, début mai, aux Eaux-Claires par le FBI — le jeune premier ministre s'est cabré. Un arsenal législatif antiterroriste fut voté en toute hâte par le Parlement.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Gustav Leonhardt

Le maître de la « nouvelle musique ancienne » dirige « Le Couronnement de Poppée » à Nancy.

Diane Arbus

Deux livres avec les personnages imaginaires et réels de la célèbre photographe.

Guru Dutt

Le cinéaste indien a tourné « Assafé » : un somptueux mélodrame.

Pages 11 à 17

LIRE

3. ALLEMAGNE FÉDÉRALE
La cote de M. Kohl au plus bas.

9. IMMIGRATION
Un entretien avec M^{me} Georgina Dufoix.

10. ROLAND-GARROS
Le seringuero et le caoutchouc.

20. POLICE
Les « opposants » contre M. Pierre Joxe.

28. ÉDUCATION
Les sujets du baccalauréat.

débats

IMMIGRÉS

L'Assemblée nationale ouvrira le 6 juin prochain un débat sur l'immigration. Roger Holeindre défend l'idée selon laquelle les thèses du Front national ne sont ni racistes ni xénophobes. De son côté, Adil Jazouli voudrait mieux sensibiliser les Maghrébins devenus citoyens français au débat politique.

La longue marche des droits civiques

Comment un collectif d'immigrés veut agir pour engager davantage les citoyens français d'origine maghrébine dans l'action politique

AL'AUTOMNE 1982, un petit groupe de militants issus de l'immigration, maghrébina en particulier, se retrouvent autour du journal *Sans frontières* pour réfléchir aux moyens de faire avancer l'action pour le développement des droits civiques des immigrés en France. Les ouvertures politiques et institutionnelles acquises depuis le 10 mai 1981 rencontrent la montée d'une fronde xénophobe orchestrée par l'extrême droite.

Ni la droite ni la gauche ne sont égarées par ce renouveau du discours sécuritaire et anti-immigrés, et les thèmes de la campagne électorale de mars 1983 occupent une place de plus en plus grande.

Afin d'attirer l'attention de la classe politique et de l'opinion publique sur les questions posées par l'immigration, le petit groupe de militants se transforme en collectif des droits civiques. Pour mieux sensibiliser les différents acteurs sociaux et politiques, le col-

par ADIL JAZOULI (*)

lectif choisit délibérément d'être un tant soit peu provocateur lors de sa première initiative publique : il appelle à l'organisation d'un vote symbolique et parallèle des immigrés aux élections municipales de mars 1983.

Consensus

L'objectif est triple : affirmer la ferme intention des immigrés de participer à la vie politique de la cité, rappeler une promesse du candidat François Mitterrand et, enfin, susciter un nouveau débat au sein des communautés d'immigrés à propos des droits civiques.

En termes quantitatifs, le résultat de cette action fut loin d'être probant, mais elle a fait avancer le débat.

(*) Sociologue.

sur le lutte pour l'élargissement des droits civiques. En effet, d'une attitude plutôt frileuse et méfiante à l'égard du politique, un certain nombre de militants et d'associations d'immigrés sont peu à peu passés à une position plus constructive.

Aujourd'hui, il y a un consensus assez large sur la revendication du droit de vote pour les immigrés. Cela étant, le mouvement associatif de l'immigration maghrébina, toutes générations confondues, n'arrive pas encore, peut-être à cause de son extrême diversité, à trouver les thèmes d'une action offensive commune.

Cette situation ne peut durer plus longtemps sans compromettre les chances d'une nécessaire dynamique sociale et politique.

Afin de répondre aux défis de cette période d'incertitudes et de démobilité relative qui traversent les forces actives issues de l'immigration, le collectif des droits civiques a organisé le 20 avril dernier à Paris une journée de réflexion sur le thème « Droit de vote, nouveaux votants et échéances électorales ».

Lors de cette journée se trouvaient réunie pour la première fois de jeunes Français musulmans, des associations d'immigrés, des élus municipaux maghrébins et des jeunes militants associatifs d'origine diverses. Les participants ont affirmé leur volonté d'assurer entre eux une meilleure coordination et surtout de sensibiliser leur public à l'enjeu des prochaines échéances électorales.

Un million de Maghrébins

Près d'un million de Maghrébins de France sont d'ores et déjà des citoyens français. Comment les mobiliser pour qu'ils prennent la place qu'ils méritent sur l'échiquier politique national. En d'autres termes, s'impose aujourd'hui la nécessité de transformer l'immigration, maghrébina en particulier, d'enjeu politique passif en secteur positif du débat politique.

C'est dans ce sens que le collectif des droits civiques, après consultation d'un certain nombre de partenaires, a pris l'initiative de lancer une grande campagne nationale — relayée dans plusieurs régions par des correspondants locaux — d'inscription des Français d'origine immigrée sur les listes électorales. Nous comptons ainsi mieux poser les questions liées à l'immigration aujourd'hui.

Il ne saurait être question d'une inféodation à une quelconque logique qui nous serait imposée de l'extérieur. Notre volonté est claire : afin que la classe politique cesse de traiter les immigrés de la manière dont elle le fait aujourd'hui — si je puis dire d'illustrer ? — il faut que ceux d'entre nous qui sont français de nationalité puissent intervenir comme citoyens à part entière lors des prochaines échéances électorales.

Cela veut dire tout aussi clairement que nous n'appellerons pas à voter pour telle ou telle liste, mais que, le cas échéant, nous nous réservons le droit d'interpeller les formations politiques à propos de leurs positions sur l'intégration des communautés issues de l'immigration en France.

La participation aux élections législatives et régionales de 1986 ne saurait dissimuler les autres domaines où les droits civiques des immigrés sont à élargir ou restent à conquérir. Même si elle est massive, cette participation ne saurait à elle seule résoudre des problèmes sociaux et les questions qui restent depuis trop longtemps en souffrance. De ce côté-là, nous sommes lucides. Mais la réussite d'une telle initiative serait un pas supplémentaire dans ce long cheminement qui est l'acquisition du droit de cité.

La France d'abord

Est-ce être « pestiféré » que de penser d'abord au sort de nos concitoyens ?

par ROGER HOLEINDRE (*)

DEPUIS des mois, des Français sont chaque jour insultés, caricaturés, et la presse, la télévision d'Etat et les radios les désignent à la vindicte publique en les présentant comme des ignobles, des moins que rien, des fascistes, voire des nazis, en un mot des racistes.

Ces Français-là, chacun a le droit de leur cracher dessus, y compris les étrangers vivant en France de façon légale ou clandestine. Chacun a le droit d'aller attaquer leurs réunions, de leur lancer des pavés, des bouteilles, des cocktails Molotov, des bombes ! Bref, contre cette fraction du peuple de France (la populace, comme dit M. Jospin), chacun peut épancher ses instincts les plus sordides au nom du droit des peuples en général et des droits de l'homme en particulier.

Mais d'où ces gens, qui prônent le non-racisme pour leur éthique ou leur religion, la tolérance pour leur chapelle politique ou philosophique, trouvent-ils donc des justifications à ces actions violentes de haine et de mépris à l'égard de millions de citoyens ?

Jamais dans l'histoire pourtant longue de notre nation une telle campagne d'insultes n'a été déclenchée et entreprise contre un leader politique, sa formation et son électorat.

De l'extrême gauche à la droite belâtre, qui, par son laxisme, a amené les sociaux-marxistes au pouvoir en 1981, c'est l'union sacrée.

M. Veil, M. Chirac, M. Joxe, M. Barre, sans parler, bien sûr, de M. Stasi, entendent dans les réunions du Front national des choses horribles... M. Fabius pense que... « Le Pen pose les vrais problèmes mais propose de mauvaises solutions... ». En un mot comme en cent, le chef du Front national, ses lieutenants et ses électeurs sont des individus sans cœur, des xénophobes, des attardés qui se complaisent à

(*) Délégué du Front national.

Moi qui fus résistant à l'âge de quinze ans et demi, j'aimerais que ces messieurs de gauche, quand ils parlent des horreurs de la guerre et de la collaboration, oublient pas d'expliquer à la jeunesse dont ils font tant cas (cette « jeunesse intelligente », « qui a tout compris », « tout au moins pour eux la minorité qui porte le badge » touche pas à mon pote...), que les deux plus grands collaborateurs français de l'Allemagne nazie s'appelaient Déat et Doriot, le premier était socialiste, le deuxième communiste. J'aimerais que ces messieurs de la droite dite républicaine cessent de nous salir en ne pensant qu'à sauvegarder leurs sièges et qu'on tombant tête baissée dans le traquenard que leur a tendu le pouvoir. Ce n'est pas en nous traitant de « pestiférés » pour faire plaisir aux gens en place qu'ils seront plus menagés que nous demain. Tout cela est bête et triste à pleurer.

Le Front national, depuis des années, demande :

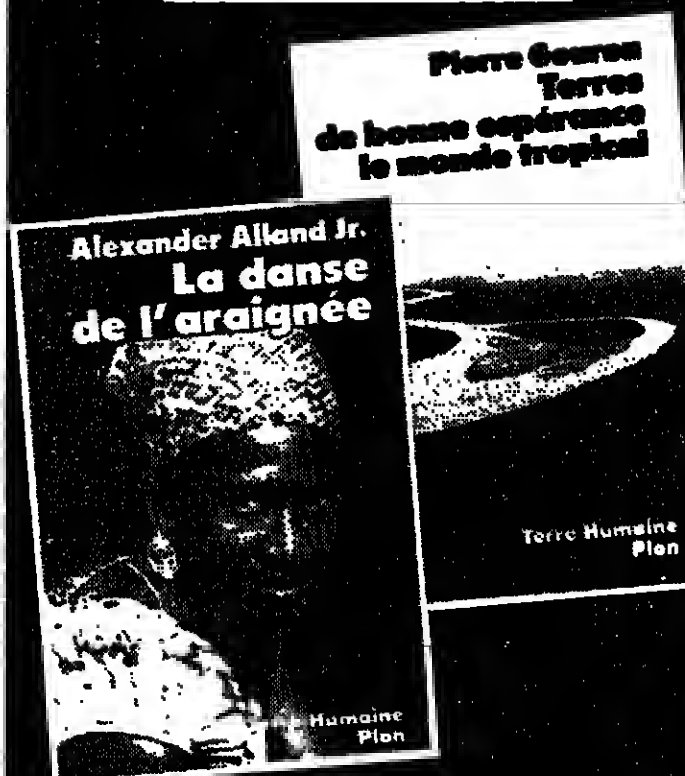
- 1) la fermeture des frontières à l'identique de ce qui se passe dans tous les pays du monde ;
- 2) le reclassement des étrangers entrés clandestinement ;
- 3) le règlement de façon humaine du problème des travailleurs immigrés en tenant compte de leurs divers droits ;
- 4) l'organisation du rapatriement des non-travailleurs ;
- 5) la mise en place d'un contrat de travail à durée déterminée pour ceux dont le pays aurait besoin dans les années à venir ;
- 6) la priorité d'embauche pour les travailleurs français ;
- 7) la suppression des allocations familiales, des aides sociales et de l'assurance chômage pour les étrangers alors qu'aujourd'hui la gabegie est telle que même les clandestins les touchent.

Dans ce programme simplifié, quel est le mot, quelle est la phrase qui aurait une consonance raciste, xénophobe, irresponsable ?

TERRE HUMAINE

Collection dirigée par Jean Malaurie

Deux livres sur les Tropiques



PIERRE GOUROU
Terres de bonne espérance
Itinéraire d'un géographe dans le monde tropical

"Un message fondamental et explosif."
JEAN GOTTMAN "TIMES LITERARY SUPPLEMENT"

ALEXANDER ALLARD JR.
La danse de l'araignée
Un ethnologue américain chez les Abnons (Côte d'Ivoire)

"Trop c'est trop : les Abnons vont perdre jusqu'à leur langue ! Le marché mène le monde... Sans les ethnologues, ces civilisations millénaires disparaîtraient de la mémoire des hommes : au XXI^e siècle, on ne les retrouvera que dans les bibliothèques ou, plutôt, dans les écrans des ordinateurs."
JEAN CLEMENTIN "LE CANARD ENCHAÎNÉ"

PLON

Au bon temps de Louis XIV

« Les Maghrébins doivent choisir entre l'intégration et le retour », telle est la proposition d'Alain Griotteray (la *Monde* du 4 mai). On croirait, en ce 300^e anniversaire de la révocation de l'édit de Nantes, revivre au bon temps de Louis XIV : les protestants devaient alors choisir entre la conversion ou l'exil. Décidément, certains ne peuvent concevoir la France que comme un moule hexagonal par où tout Français doit passer.

Cet *exilio regio, ejus religio* et pour quoi pas *ex lingua, ejus televisio*, et autres choses ? Au moment où nos frontières s'ouvrent vers l'Europe, allons-nous appliquer le même traitement à nos amis espagnols, catalans et portugais ?

CHRISTIAN LAUX
(Albi).

L'enrichissement multiculturel

M. Griotteray (la *Monde* du 4 mai) nous parle d'abandonner les billes d'ivoire d'une école multiculturelle. Je travaille dans une école qui accueille 80 % de petits étrangers d'origines très différentes. Ces enfants travaillent, apprennent et s'éveillent au monde qui les entoure. Ce monde, M. Griotteray, c'est la multiplicité des cultures, source d'un enrichissement intellectuel encore inexploité. C'est cette multiplicité qui représente l'avenir de notre école et à long terme de notre pays, nous nous devons de la respecter.

M. GHISLAIN
(Besançon.)

« Hyperxénie »

(...) Si le racisme consiste essentiellement à proclamer la supériorité d'une race sur l'autre, il est clair que les Français ne sont pas racistes : les concepts de *race des seigneurs*, de *surhommes*, ne sont pas nés en France. Le Français n'est pas non plus xénophobe, il n'est pas hostile aux étrangers en tant que tel ; son malaise, indéfinissable, vient de ce qu'il est souvent ressenti comme une *Überfremdung* (pour parler comme

les Suisses), un excès de population étrangère, une *hyperxénie* ?

JEAN MEURIOT.
(Suresnes.)

Le savant et le politique

Nous avons reçu de MM. Pierre Lavi et Alain Ruellan, respectivement Président et Directeur général de l'ORSTOM (ex Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), la lettre suivante, en réponse à notre article « Le savant et le politique » (la *Monde* du 10 avril).

Nous avons été surpris de voir confondre et assimiler, d'une part des services de ministères qui peuvent avoir vocation à réaliser des études comme l'INSEE, le Commissariat général au Plan ; d'autre part, les organismes publics de recherche cités dans l'article en cause : l'INED, l'ORSTOM, l'INSERM, présentés comme des « centres de recherche chargés d'assister les pouvoirs publics ».

Les premiers sont évidemment « tributaires » d'une demande administrative. Les seconds ont eu, dès leur création, le statut d'établissements publics dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ce qui signifie qu'ils ont toute latitude pour entreprendre, au moyen de leurs budgets propres, les recherches entrant dans le domaine de leur vocation statutaire.

En ce qui concerne l'ORSTOM, devenu l'an dernier (décret du 5 juin 1984) établissement public à caractère scientifique et technique au même titre que le CNRS ou l'INSERM, il se nomme désormais Institut Français de recherche scientifique pour le développement en coopération, tout en étant autorisé à conserver le sigle ORSTOM sous lequel il est connu depuis 40 ans par ses partenaires des pays en développement. Faut-il pour autant le présenter comme « l'instrument de recherche de l'administration », et dire qu'il se serait « constitué à l'écart du champ universitaire, en liaison étroite avec le pouvoir » ?

Pour ce qui est de la nouvelle-Calédonie en particulier, l'ORSTOM a édité en 1981, un Atlas qui est le résultat de travaux de synthèse menés pendant cinq ans en commun avec des chercheurs des Universités, du CNRS, du musée de l'homme. Il présente un bilan complet des connaissances sur le milieu naturel et humain de cette région.

Thomas Ferenczi ajoutait que l'ORSTOM accueille « désormais » des sociologues. Or sur 755 chercheurs, cet organisme en compte 185 dans les sciences sociales, dont 31 sociologues. En 1951, il y en avait 34, Hubert Deschamps dirigeait déjà le secteur des sciences humaines qui était alors organisé en quatre unités : économie, sociologie, linguistique, démographie. Georges Balandier a longtemps animé les sociologues de l'ORSTOM avant de passer à l'université.

Peut-on sérieusement penser que tous ces spécialistes se contentent de « produire des données » et qu'ils aient attendu aujourd'hui pour commencer à s'intéresser à la théorie ? Disons qu'ils préfèrent l'aborder à partir de la réalité telle qu'elle peut être enquêtée, plutôt qu'a priori.

Nous souhaitons pouvoir mieux réunir et diffuser plus largement les résultats scientifiques de l'ORSTOM ou ouvrant cet automne un centre de documentation scientifique sur les réalités du tiers-monde à notre futur siège, 213, rue La Fayette. La presse et le grand public y seront les bienvenus.

Une omission

Le profond malaise moral provoqué par le terrible accident du stade de Bruxelles vient d'une omission dont les responsables, les commentateurs et, bien sûr, les spectateurs n'ont pas pris conscience.

La dégradation du climat en était venue au point que l'annulation de la rencontre n'était plus possible. Mais il semble que les spectateurs n'ont pas été vraiment informés de ce qui se passait. En tout cas, on n'a pas songé à leur demander de se lever pour une minute de silence, de recueillir un mot de prière à l'intention des malheureux qui venaient de périr. Pas un geste collectif de pitié.

On n'a pas su faire appel à la dignité des hommes qu'on a traités simplement en foule irresponsable. A la violence, on n'a su répondre que par les marques de la violence possible, la police et l'armée. Ces marques étaient bien sûr indispensables. Mais en elles-mêmes, sans appel à la dignité et au respect de la vie évoquée plus haut, elles n'ont pu que nous conforter dans l'idée fautive que les hommes en groupe ne seraient que des êtres imbeciles, irresponsables, voire meurtriers qu'il faut séparer, parquer et surveiller.

ROGER FAVRY
(Montauban).

55 من الأصل

ASIE

Inde

Les deux cents jours de Rajiv Gandhi

(Suite de la première page.)

Il prévoit la peine de mort - pour les terroristes qui tuent - et la prison à vie pour tous ceux qui cherchent à remettre en cause l'intégrité territoriale de l'Inde. Jamais le code pénal de l'Union n'avait contenu de mesures à la fois si sévères et si vagues dans la définition des délits. Le texte permet l'arrestation de n'importe qui, ou à peu près.

Quand on sait, s'écrit Kishwant Singh, un député et écrivain sikh aussi célèbre que modéré, qu'une famille sikh sur trois possède ou moins l'enregistrement de chants à la gloire du Khalistan (l'Etat sikh indépendant rêvé par les sécessionnistes) ou à celle des assassinats d'Indira Gandhi, il y a de quoi s'inquiéter. Si la loi est appliquée dans toute sa rigueur, il n'y aura pas assez de prisons pour loger tout le monde. Les sécessionnistes, en effet, ne prolifèrent pas seulement au Pendjab.

Au Cachemire, seul Etat de l'Union dans lequel l'islam est majoritaire, le nombre de musulmans qui rêvent de lâcher l'Inde et de rattrapper leur destin au Pakistan est encore limité. Mais ils sont actifs. Le gouvernement local vient d'ailleurs

d'intégrer le nouveau texte à son code pénal particulier. Et, depuis vingt ans, les tensions indépendantistes n'ont quasiment jamais cessé dans les Etats du Nord-Est (Mizoram, Nagaland, Manipur et Tripura).

Son credo

Au vu du texte, certains ont crié au scandale et qualifié M. Rajiv Gandhi de liberticide. La loi sera appliquée avec discernement, a répondu le chef du gouvernement. Nous ferons la différence entre les terroristes et les autres. Comme par magie, la plupart des critiques se sont tues. Le pays l'a cru sur parole, et le premier dividende de la nouvelle stratégie à deux vitesses est tombé : les chefs sikh modérés sont sortis de prison, mais les frileux et, pour la première fois depuis trois ans, ont condamné avec vigueur le terrorisme issu de leur communauté. Le règlement du problème n'est certainement pas pour demain, mais tout espoir de négociation politique n'est pas perdu.

La méthode Rajiv, peu à peu, se dessine : autorité discrète, prag-

matisme, formé sur les principes et l'élimination au coup par coup des obstacles au consensus recherché par le prince en tous domaines. Dès les premières semaines de pouvoir, le premier ministre a imposé son style, ses hommes et son credo : efficacité, propriété, modernité. Tous les conseillers, les courtisans et les éminences grises les plus fidèles d'Indira Gandhi ont été renvoyés, mis à la retraite et remplacés par de jeunes et fringants « computers boys », tout dévoués au prince et à ses idées.

L'affaire d'espionnage, révélée en janvier, a facilité le coup de balai : dix-neuf inculpés, en majorité des fonctionnaires, et plus d'une quarantaine de grands patrons de services publics sur quatre-vingts au total ont été transférés, rétrogradés ou tout simplement mis à la porte. L'Histoire avec un grand « H » autorise parfois de très pratiques synchronisations. Mais l'enjeu pour le pays valait bien sans doute de bouleverser quelques intérêts étrangers, de surcroît lorsque les gens sont pris la main dans le sac.

En chef d'entreprise

Indira Gandhi gouvernait, l'œil rivé sur son pouvoir personnel avec un mélange de populisme et de nationalisme. Son fils ne cherche pas à imiter son style et, sauf en politique étrangère, où la marge de manœuvre est encore étroite, il a plutôt tendance à s'éloigner de l'héritage. Mais, comme le dit Girilal Jain, rédacteur en chef du vénérable *Times of India*, « le pays étant ce qu'il est, c'est-à-dire aux trois quarts pauvre et sous-développé, on ne peut renoncer au populisme ni à l'exacerbation du nationalisme, seuls moyens de transcender les clivages ethniques et religieux et les loyautés de caste et de région ».

L'Inde, on l'oublie trop souvent, est une vieille civilisation mais une nation relativement nouvelle. Aux techniques employées par sa mère M. Rajiv Gandhi a donc ajouté deux notions qui font toute la différence : efficacité et moralité. Pas plus influencé par le style messianique mahatma Gandhi que par l'attitude et les engagements socialistes de Nehru, grand-père du premier ministre, M. Rajiv Gandhi et son équipe posent les problèmes en chefs d'entreprise.

Comment nettoyer une bureaucratie gangrenée, qui compte 16,4 millions de ronds-de-cuir ? Comment redresser les meurs dissolues dans un monde politique largement corrompu ? Comment faire renaitre la confiance dans la police et la justice, dépeçées, sous-payées, souvent brutales et pas toujours intègres ? Comment, enfin, rendre au peuple le goût de l'initiative et de l'effort, évident au lendemain de l'indépendance ? « Monsieur Propre », n'a pas trouvé la solution miracle, mais il a apporté quelques débuts de salubrité publique : en janvier, le texte antidéfection qui interdit enfin aux politiciens de se vendre au plus offrant, sous peine de perdre leur mandat électoral ; en bousculant ensuite les « barons » du parti et les sacro-saints principes d'une caste dirigeante qui en était plus en plus dépourvue ; en encourageant, enfin, les gazettes à étaler les cas de corruption les plus flagrants et les can-

cers les plus envahissants de la société comme « l'argent noir ». L'économie parallèle qui représente à peu près la moitié de la production nationale.

Des « gentilshommes occidentalisés »

En se mettant, surtout, à l'écoute de tous ceux qui veulent le changement et qui ont les moyens de l'accomplir : les jeunes ; les classes moyennes, ceux qui sont cultivés. Pendant trente-cinq ans, s'enflamme un jeune cadre de banque nous dirigeront ont essayé de faire avancer l'Inde en la soulevant tout entière par-dessous. Les résultats n'ont pas été très probants. Nous devons essayer maintenant de la tirer en avant par le haut. Le risque existe bien sûr de laisser les membres inférieurs sur place, mais nous devons le prendre.

Le budget, présenté il y a quelques semaines sans la moindre mesure nouvelle pour améliorer le sort immédiat des très pauvres, s'inscrit tout à fait dans cette ligne (le Monde du 4 juin). C'est un pari, un *new deal* qui a réussi ailleurs, dans des pays de la région plus petits et moins compliqués que l'Inde, mais il vaut peut-être d'être tenté. « Le Japon, pourquoi pas nous ? » défient les jeunes cadres. Pour réussir, Rajiv Gandhi s'est entouré de spécialistes.

A la tête du tout-puissant secrétariat du premier ministre, en fait le véritable centre de décision à Delhi, il n'y a plus aujourd'hui un seul bureaucrate de carrière. Les nouveaux conquérants frisent tous la quarantaine, beaucoup ont fréquenté le même collège privé que le maître. Certains, comme M. Arun Singh, numéro deux virtuel du pays, confient du prince et canarade de collège, viennent du secteur privé. « Nous sommes la génération des Beatles », a dit un jour M. Arun Singh. Des fonceurs en tout cas, pleins d'enthousiasme et sans complexes. Rollets au poignet, complet safari et chaîne hi-fi chez soi. Hommes pressés, trop peut-être, que les vieux grinchoux du Congrès-Indira, mis au rancart, ont baptisés par dérision les WOGs (Westernised Oriental Gentlemen) ; les gentils hommes orientaux occidentalisés. Ce sont eux, avec leur air de cadres supérieurs qui, au cours de longues soirées-café en compagnie de M. Rajiv Gandhi, ont refait les listes des candidats-maison pour les élections régionales de mars dernier. Eux qui ont dénié l'étiquette gagnante à près de la moitié des représentants élus sous Indira, dont une cinquantaine de ministres locaux en place, et qui soulaient brigueur un nouveau mandat ! Les élections dans les Etats n'ont pas donné de résultats aussi brillants que ceux des législatives (1).

Cela montrait-il que la vague de sympathie était retombée ? M. Rajiv Gandhi a simplement rappelé que l'électorat indien ne votait jamais pour le même parti et avec la même vigueur au centre et dans les régions. Et il a converti les « boys » : « En définitive, a-t-il dit, on prend toujours les décisions seul ».

PATRICE CLAUDE.

PROCHE-ORIENT

Liban

APRÈS TRENTE-SIX JOURS DE FERMETURE Le passage intersecteurs du Musée a été rouvert à Beyrouth

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — Après trente-six jours de fermeture — un record en dix ans de guerre —, le passage a été rouvert mardi 4 juin dans l'après-midi entre les secteurs ouest (musulmans) et est (chrétiens) de Beyrouth, provoquant un taiseux regain d'espoir parmi les Libanais qui attendaient avec impatience les premières retombées sur le terrain du sommet de Damas entre les présidents Assad et Gemayel.

La réouverture du passage du Musée s'est faite sous la haute surveillance des membres du comité quadripartite de sécurité représentant les trois milices principales de Beyrouth. L'armée veillait à ce que les barricades élevées par les milices de chaque côté de la ligne de démarcation fussent bien détruites simultanément.

Ce premier geste de détente a correspondu à une pause relative dans la guerre des camps palestiniens, des accrochages ayant encore lieu ce mercredi matin. D'intenses discussions se poursuivent à Damas.

M. Nabih Berri, chef du mouvement ébrite Amal, se serait rendu dans la capitale syrienne où, se son côté, le FSNP (Front de salut national palestinien, coalition d'organisations palestiniennes pro-syriennes) a publié un projet de résolution portant consolidation du cessez-le-feu, retrait d'Amal et de la 6^e brigade des abords des camps, libération des détenus, enfin réconciliation entre les adversaires. Dans un deuxième temps, le FSNP prendrait en charge les affaires des camps, en coordination avec un haut comité de sécurité présidé par le chef du gouvernement libanais, M. Rachid Karamé. Une solution définitive n'interviendrait qu'après un règlement de la crise libanaise, les mesures de sécurité dans les camps obéissant alors aux mêmes règles que celles appliquées sur l'ensemble du territoire libanais. Les Palestiniens n'accepteraient donc de remettre leurs armes que dans la mesure où les milices en feraient autant. En tout état de cause, le FSNP resterait l'unique direction politique de la lutte palestinienne au Liban. Damas atteindrait donc son objectif et la fronde du FSNP envers « son parrain » syrien serait terminée.

Si la situation semble se calmer un peu à Beyrouth, l'inquié-

tude demeure vive, ici, à propos du Sud-Liban où le retrait final d'Israël n'a toujours pas eu lieu. Mardi, tous les points d'accès à la zone frontalière encore occupée étaient sévèrement gardés, si ce n'est par l'armée du Liban Sud (milice créée, financée et armée par Israël), sous la supervision d'officiers israéliens. Les miliciens assurent que des Israéliens resteraient avec eux après le retrait de leurs forces qui pourraient intervenir de façon discrète.

Le sort de Jezzine

Le plus gros point d'interrogation dans la perspective de ce retrait demeure le sort de Jezzine, gros bourg chrétien tenu par l'armée du général Lahad, qui a jusqu'à maintenant refusé d'évacuer la ville. L'initiative lui appartient à Israël, et les récentes déclarations du général Rabin sur un possible report de la date finale du retrait semblent traduire la volonté de Jérusalem de retarder l'issue de la crise de Jezzine.

C'est la raison pour laquelle les ambassadeurs membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont été convoqués ce mercredi à Baabda par le président Gemayel. Celui-ci devrait leur demander d'intervenir auprès d'Israël pour le pousser à retirer l'ALS de la ville et de soutenir une éventuelle demande libanaise d'observateurs de l'ONU dans la région pour rassurer la population chrétienne.

Cette dernière solution aurait été discutée entre les présidents libanais et syriens à Damas, où la Syrie, qui s'oppose au redéploiement vers le nord des « casques bleus » de la FINUL ne serait pas hostile à l'installation sur des points stratégiques dominant Jezzine de quelques observateurs onusiens.

En attendant, et pour la première fois depuis le 12 mai, le chef du gouvernement libanais, M. Rachid Karamé, se rend ce mercredi à Baabda, où le président Gemayel doit lui communiquer les résultats détaillés du sommet de Damas.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Quinze jours après leur enlèvement

DES PARLEMENTAIRES S'INQUIÈTENT DU SORT DE MICHEL SEURAT ET DE JEAN-PAUL KAUFFMANN

Les sénateurs du groupe de l'Union centriste ont l'intention d'interpeller le gouvernement au début de chacune de leurs interventions en séance publique sur le sort des deux Français enlevés le 22 mai au Liban, le journaliste Jean-Paul Kauffmann et l'universitaire Michel Seurat.

Dans un rapport au règlement, M. Pierre Lacour (Charente) a estimé que l'enlèvement de MM. Kauffmann et Seurat était « une atteinte criminelle aux droits de l'homme et à la liberté de la presse ».

M. Bernard Poinant, député socialiste de Quimper (Finistère), qui a rejoint le comité de soutien créé pour retrouver et faire libérer Jean-Paul Kauffmann, journaliste à l'« Evénement », et Michel Seurat, chercheur au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain de Beyrouth, a souligné, mardi 4 juin, qu'un « grand nombre de personnes répondent à cette initiative ».

« Dans ce type d'affaires, l'oubli et le silence sont les plus grands obstacles à vaincre », a-t-il indiqué en ajoutant qu'il avait écrit au ministre français des relations extérieures et au président de la République du Liban pour que « tout soit mis en œuvre afin de retrouver nos deux compatriotes ».

* Comité de soutien à J.-P. Kauffmann, 5, rue de Savoie, 75006 Paris, tél. 326-05-05.

Afghanistan

Importante opération contre la résistance dans la province de Helmand

Tout en poursuivant leur offensive au Kunar (est du pays) les forces soviétiques et afghanes ont lancé une vaste opération pour tenter de prendre en tenaille les résistants qui viennent de constituer un front uni dans le sud-ouest du pays, a-t-on appris, mercredi 5 juin, de sources proches de la résistance à Islamabad. Des colonnes de véhicules blindés, venant de Chindand et de Kandahar attaquent, depuis deux semaines, les fiefs de la guérilla dans la partie nord de la province de Helmand. Cette opération est la plus importante dans la région depuis trois ans. Un millier de véhicules, des dizaines d'hélicoptères et de chasseurs-bombardiers y participent. Elle est lancée autour de Musa Kala, Naudad Sanguin et Tamma, à 130 kilomètres environ au nord de Kandahar, et constituerait essentiellement une riposte aux attaques des résistants en mars contre un important barrage.

D'autre part, les diplomates occidentaux à Kaboul ont été témoins, le

31 mai, d'intenses mouvements d'hélicoptères chargés de bombes et se dirigeant vers le nord-ouest de la capitale, a-t-on appris, mardi 4 juin, de sources diplomatiques occidentales à Islamabad. Ces mouvements pourraient être liés à une recrudescence des activités des résistants au nord-ouest de Kaboul, où des combats auraient eu lieu le 24 mai. Les mêmes sources affirment que le chef de la police de la région de Jowzan (nord de l'Afghanistan) avait été tué par l'explosion d'une mine, le 27 mai, et qu'un général afghan avait été mortellement blessé dans la même région.

A New-York, M. Diego Cordovez, le médiateur de l'ONU, a déclaré mardi que M. Gorbatchev a admis qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire au conflit afghan, lors de sa rencontre avec le président pakistanais, le général Zia-Ul-Haq, en mars, à l'occasion des funérailles de Constantin Teberenko. (AFP, Reuters.)

Vietnam

EN UN MOIS

Cinq cent vingt réfugiés ont été recueillis par deux navires français en mer de Chine

Le Jean-Charcot, qui a patrouillé pendant un mois en mer de Chine en compagnie de l'avisio-escorteur Victor-Schoelcher, a débarqué, en début de semaine, sur l'île de Palawan (Philippines) un dernier contingent de réfugiés de la mer vietnamienne. Au cours de leur mission de sauvetage (le Monde du 4 mai), organisée par les associations humanitaires française Médecins du monde et ouest-allemande Cap Anamur, en collaboration avec le ministère français de la défense, les deux navires français ont recueilli cinq cent vingt personnes, un chiffre qui confirme que de nombreux Vietnamiens continuent de fuir leur pays par bateau.

La plupart de ces réfugiés sont déjà assurés d'un visa pour un pays d'accueil définitif (trois cents pour la France ; cinquante pour le Canada ; cent pour la Basse-Saxe, en RFA, et vingt pour l'Italie). Actuellement, plus de quarante mille réfugiés de la mer se trouvent encore dans des camps de transit de la région (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie et Hongkong), qui les traitent comme des « immigrants illégaux » dans l'attente de leur transfert vers des pays d'accueil définitif. En comptant les Laotiens et les Cambodgiens, plus de cent soixante mille réfugiés indochinois

sont encore groupés dans des camps de transit régionaux.

Depuis la prise de Saigon (Ho Chi-Minh-Ville) par les communistes en 1975, on estime que neuf cent mille Vietnamiens ont fui leur pays par la mer. Selon le HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU), six cent cinquante mille d'entre eux sont arrivés vivants au bout du voyage.

L'affrètement du Jean-Charcot par Médecins du monde a coûté 4 200 dollars par jour. L'avisio-escorteur Victor-Schoelcher, prêt par la marine nationale, fait actuellement route vers le Bangladesh, où il doit livrer des médicaments destinés aux victimes du récent cyclone qui a ravagé la côte de ce pays.

En ce qui concerne l'aide française aux réfugiés indochinois, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a précisé, le 22 mai, devant l'Assemblée nationale, que la France a accueilli, en dix ans, quelque cent dix mille réfugiés indochinois et qu'elle « poursuit et poursuivra avec ténacité » ses efforts en leur faveur. Actuellement, Paris met à la disposition des réfugiés des camps de transit du Sud-Est asiatique environ trois cents visas par an.

J.-C. P.

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Depuis 1953

SCIENTES PO

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

- FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE
- MISES À NIVEAU EN LANGUES VIVANTES
- OUVERTURES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN (POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES)

ENTRÉE EN AP

- ANNÉE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN
- RESSOURCES SEMESTRIELLES, COURS DU SOIR

AUTREUIL : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 224.10.72-73
TOLBIAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris
Tél. : 865.59.30+

DIPLOMATIE

LE PS, LA RFA ET LA DISSUASION

« L'horizon de notre défense devient, de plus en plus, l'Europe » déclare M. Jacques Huntzinger

M. Jacques Huntzinger, membre du secrétariat national du Parti socialiste, chargé des relations internationales, a précisé, mardi 4 juin, à l'occasion de sa conférence de presse mensuelle, sa conception du rôle de la force française de dissuasion. Répondant à une question sur l'extension éventuelle de la notion de « sanctuaire » au territoire de la RFA, il a notamment déclaré : « L'objectif de la force nucléaire française est de défendre les intérêts vitaux de la France. Mais notre intérêt vital n'est-il pas amené à s'élargir ? La question est posée. Il y a le premier cercle — la France — et le deuxième — l'Europe occidentale. (...) Tout nous conduit à cette évolution : le désengagement américain en Europe, qu'illustre l'initiative de défense stratégique du président Reagan, l'intérêt allemand pour la coopération européenne et l'évolution même de notre force nucléaire. (...) L'horizon de notre

capacité de défense devient, de plus en plus, l'Europe ».

M. Huntzinger a, par ailleurs, indiqué que le PS allait lancer une campagne d'explication en faveur de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. « Cet élargissement, a-t-il dit, est bon pour la France, pour ses intérêts politiques et même, compte tenu des clauses de sauvegarde qui ont été prévues, pour ses intérêts économiques. » Il a estimé que la CEE traverse actuellement « une crise de croissance », mais qu'on pouvait y porter remède par un véritable plan de relance.

Le bureau exécutif du Parti socialiste doit, d'autre part, examiner adopter le 12 juin un important document d'orientation qui, a indiqué M. Huntzinger, marquera « une avancée importante des positions du PS dans la voie de la coopération européenne en matière de défense et de sécurité ».

Irak

UN MOUVEMENT AUTONOMISTE KURDE ASSURE DÉTENER VINGT EXPERTS ÉTRANGERS

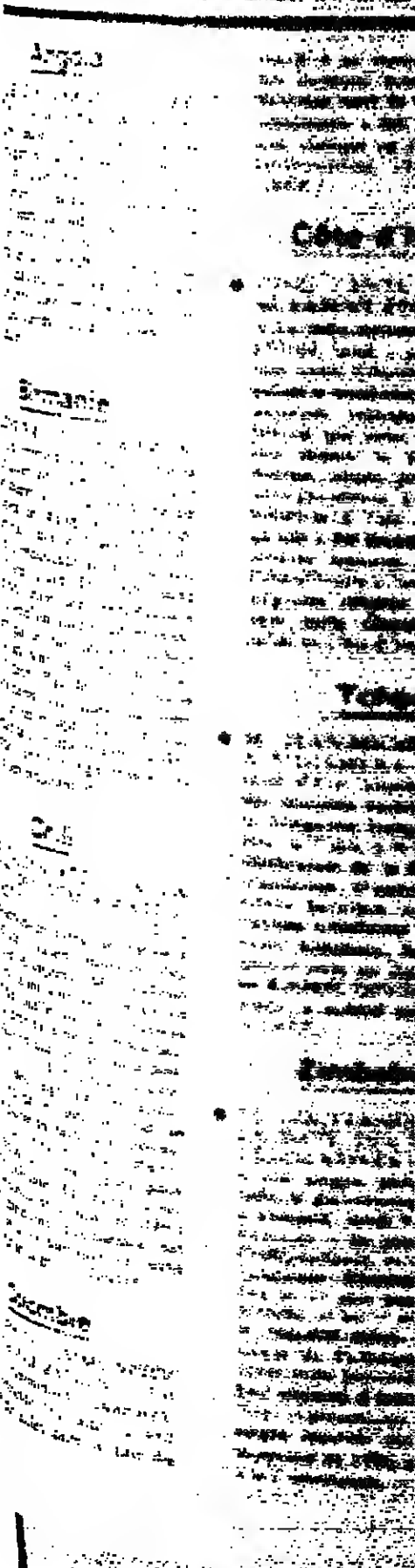
Vingt techniciens et experts étrangers de divers pays sont retenus depuis mars par les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), indique un communiqué de cette organisation autonome du Kurdistan irakien, dirigée par M. Jalal Talabani. Selon ce communiqué, publié mardi à Paris, dix des techniciens sont roumains, quatre polonais, deux suédois, un italien, deux japonais et un chinois.

L'UPK ne précise pas les conditions posées à la libération de ces otages. Elle indique que « les gouvernements des pays concernés ont été informés et l'UPK a demandé à toutes les entreprises et compagnies étrangères travaillant au Kurdistan irakien de s'engager à ne plus réaliser des projets dans ce secteur sans l'accord préalable de l'UPK ».

« Les gouvernements concernés doivent user sur l'Irak de tous les moyens dont ils disposent afin de l'obliger à abandonner sa politique répressive contre le peuple kurde, et notamment la politique de destruction des villages », ajoute le communiqué, précisant que « quarante villages ont été rasés depuis début janvier ».

L'UPK a repris ses opérations armées contre le régime irakien au début de cette année après la rupture des négociations visant à l'association au gouvernement.

TRAVERS LE MO



سكزا من الأصل

OCHE-ORIENT

Liban
TRENTE-SIX JOURS DE FERMETURE
des secteurs du Musée
est rouvert à Beyrouth
De notre envoyé spécial

Après trente-six jours de fermeture, les secteurs du Musée de Beyrouth ont été rouverts à la visite. Les visiteurs peuvent désormais accéder aux collections permanentes et aux expositions temporaires. Les services de sécurité ont assuré la protection des lieux pendant toute la durée des travaux.

Le sort de Jezze
Les habitants de Jezze, un village du Liban, ont été évacués de leur domicile. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle.

Le sort de Jezze
Les habitants de Jezze, un village du Liban, ont été évacués de leur domicile. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle.

Le sort de Jezze
Les habitants de Jezze, un village du Liban, ont été évacués de leur domicile. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle.

Le sort de Jezze
Les habitants de Jezze, un village du Liban, ont été évacués de leur domicile. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle.

Le sort de Jezze
Les habitants de Jezze, un village du Liban, ont été évacués de leur domicile. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle.

Le sort de Jezze
Les habitants de Jezze, un village du Liban, ont été évacués de leur domicile. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle.

Etats-Unis

La Cour suprême réaffirme l'illégalité des prières dans les écoles publiques

De notre correspondant

Washington. — La Cour suprême des Etats-Unis a réaffirmé mardi 4 juin l'illégalité des prières organisées dans les écoles publiques. La Cour a rejeté une demande de révision de sa décision de 1962.

Brésil
LA « LOTERIE DE LA MORT »
CONTINUE DANS LES PRISONS
Au dépôt de police de Belo Horizonte, un nouvel « ordre d'exécution » a été donné, dimanche 2 juin, et La Fayette Rosa Ferreira, âgé de vingt ans, arrêté pour trafic de drogue, a été aussitôt étranglé par ses compagnons de cellule. En un peu plus d'un mois, La Fayette Ferreira est la sixième victime de cette forme extrême de protestation que les détenus pratiquent pour demander leur transfert dans des « vraies prisons ». Dans tout l'Etat du Minas Gerais, c'est la seizième victime en quarante jours (le Monde daté 26-27 mai).

Un des responsables présumés de ces crimes, Severino Ferreira de Lima, avait pourtant promis devant les journalistes que la « loterie de la mort » cesserait une fois d'un mois. Les détenus poursuivent cependant leur protestation contre les conditions de détention en s'entretenant soit par tirage au sort, soit sur ordre des « chefs » de la prison. Le secrétaire-ministre de la sécurité publique de l'Etat du Minas Gerais, M. Jacques Bias Fortes, admet que la situation est presque sans issue : « Malgré un renforcement de la surveillance, nous ne parvenons pas à empêcher ces crimes », a-t-il déclaré. Les exécutions commencent par une « samba » (batterie pour déjouer l'attention des gardiens). Ensuite, très rapidement, la « loterie » (corde confectionnée avec du tissu) est passée autour du cou, de la victime désignée. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola
MISE EN GARDE DE PRETORIA. — M. P. K. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a déclaré, jeudi 3 juin, que Pretoria venait d'achever l'évacuation totale de ses troupes du sud-angolais. Il a ajouté que le retrait des troupes de la S.W.A.P.O. (Organisation nationale libératrice) dans cette zone, provoquerait celui des forces sud-africaines. — (Reuters.)

Birmanie
L'INSURRECTION KAREN. — Les rebelles karens ont fait sauter un train transportant des troupes à 110 kilomètres au nord-est de Rangoon, rapporte, mercredi 5 juin, le Times de Londres. L'embuscade aurait eu lieu le 1er juin, faisant de nombreuses victimes, selon des responsables de la rébellion karen, un mouvement qui se bat depuis trente-cinq ans pour la création d'un Etat karen. Plus de treize mille civils karens, qui fuient les combats, se sont réfugiés du côté thaïlandais de la frontière avec la Birmanie, rapporte également le quotidien britannique.

Chili
M. VALDES REELU A LA TÊTE DES DEMOCRATES-CHRETIENS. — Les démocrates-chrétiens ont élu à leur tête l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Gabriel Valdes, ce qui pourrait donner un nouveau souffle aux adversaires de la junte du général Pinochet, indique-t-on dans les milieux politiques et diplomatiques. M. Valdes, âgé de soixante-cinq ans, est le chef de file de l'aile gauche du parti. La convention nationale du Parti démocrate-chrétien, principale force politique du pays, s'est tenue dimanche 2 juin, en dépit des restrictions auxquelles est soumise la vie politique en vertu de l'état de siège. — (Reuters.)

Colombie
UN DEPUTE COMMUNISTE BLESSE PAR BALLES. — Un député communiste colombien, M. Hernando Hurtado, a été blessé par balles dans la nuit du

AMERIQUES

L'AFFAIRE TITCHBOURNE

L'Eglise de scientologie est-elle protégée par le premier amendement de la Constitution ?

Correspondance

Washington. — Plus de quatre mille personnes venant de la plupart des Etats de l'Union, mais aussi de quinze pays étrangers — dont une cinquantaine de France — manifestaient, le lundi 3 juin, depuis plus d'une semaine à Portland (Oregon) pour protester contre la décision du tribunal de cette ville, imposant à l'Eglise de scientologie de payer 39 millions de dollars de dommages et intérêts à une plaignante. Les jurés ont, en effet, donné raison en deuxième instance à une jeune femme du vingt-neuf ans, M^{lle} Titchbourne, qui poursuivait l'importante secte, l'accusant de lui avoir fait des promesses frauduleuses.

Il y a dix ans, la plaignante avait payé 3 000 dollars pour des cours de scientologie qui devaient améliorer sa vie personnelle et son intelligence. Les résultats ne furent pas à la hauteur de ses espoirs, ou, tout cas, de ceux de ses parents qui, après l'avoir fait enlever et l'avoir soumise à un lavage du cerveau, la poussèrent à intenter des poursuites.

Vraie ou fausse religion
La jeune femme obtint, en 1979, en première instance, 2 millions de dollars de dédommagement, mais la décision fut infirmée par l'instance d'appel, aux yeux de laquelle l'accusation de « conduite outrageante » portée contre l'Eglise n'avait pas été prouvée. Les juges estimaient surtout qu'une condamnation aurait contredit la principe, confirmé par la Cour suprême en 1944, selon lequel les tribunaux n'ont pas à porter de jugement sur la validité des enseignements religieux, bref, à s'immiscer dans les affaires des Eglises. Et cela parce que les Eglises sont protégées par le premier amendement de la Constitution qui garantit la liberté d'expression et de religion.

Aussi bien, de nombreux théologiens et ministres de divers cultes, considérant que la décision finalement prise par le tribunal contre les scientologues menaçait toutes les Eglises, se sont-ils associés à la protestation de Portland.

« Ni les tribunaux, ni le fisc, ni les psychiatres ne devraient toucher à la liberté de religion », a déclaré le comité pour la liberté religieuse de New-York qui défend les scientologues. Ses principes, font-ils valoir, ne contredisent pas ceux des autres croyances et de l'Etat.

Nicaragua
L'armée sandiniste poursuivra ses opérations aux frontières
affirme le président Ortega
L'armée et l'aviation sandinistes poursuivront leurs opérations contre les mouvements de guérilla qui combattent sur les frontières nord et sud du pays, en dépit du risque d'un conflit entre le Nicaragua et ses voisins, a affirmé mardi 4 juin le chef de l'Etat nicaraguayen. Dans un discours prononcé à Managua, le président Ortega a demandé aux dirigeants du Costa-Rico et du Honduras — pays avec lesquels Managua a en ces derniers jours plusieurs incidents frontaliers — de « ne pas tomber dans le piège que leur tendent les Etats-Unis », ces incidents pouvant, selon lui, entraîner une invasion de son pays par des troupes américaines.

Le président Ortega, dans un discours très violent à l'encontre du gouvernement de San-José, a également déclaré que, « au Costa-Rica, il y a maintenant une armée ». La fiction selon laquelle le pays dispose seulement d'une garde civile a été, a-t-il poursuivi (1). Selon lui, Washington a entrepris de « mi-

AFRIQUE

Tunisie

Les négociations salariales entre l'UGTT et le gouvernement ont échoué

De notre correspondant

Tunis. — La centrale syndicale UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) n'annoncé, mardi 4 juin, l'échec des négociations salariales qu'elle poursuivait depuis le début de l'année avec le gouvernement.

Aucun terrain d'entente n'a pu en effet être dégagé sur le calcul de l'augmentation des salaires, bloqués depuis deux ans. Selon l'UGTT, au cours des ultimes conversations, le gouvernement avait posé comme condition préalable que le principe d'une augmentation des salaires dans les entreprises publiques — généralement considérées comme étant déficitaires — soit fonction de leur situation financière et de l'accroissement de leur production.

Ce n'est qu'après l'acceptation de cette condition par les syndicats qu'aurait pu être négocié le réajustement du SMIC et des salaires dans le secteur privé et la fonction publique.

Informés de la situation, les secrétaires généraux des fédérations de l'UGTT ont adressé, mardi, au premier ministre, M. Mohamed Mzali, un télégramme protestant contre « le durcissement » et « l'indifférence » du gouvernement « dans le but de gagner du temps au détriment des travailleurs et des catégories lésées » et rejetant sur lui la responsabilité de l'échec des négociations.

« Nous avons tout fait pour arriver à une solution raisonnable en évitant de nombreuses grèves (1), croyant sincèrement aboutir à un résultat par la négociation, nous n'avons pas pu », a déclaré le président de la centrale, M. Aebour. Malheureusement, la position du gouvernement, qui tourne le dos aux lois et accords qu'il a lui-même signés, va nous mettre dans l'obligation de chercher les solutions les meilleures pour faire aboutir nos revendications. »

En d'autres termes, l'UGTT brandit la menace de nouvelles grèves, après celles qui avaient déjà sérieusement perturbé, durant le printemps, divers secteurs d'activité.

Niger
Le président Kountché attribue à la Libye la responsabilité du raid de Touaregs dans le nord

Le chef de l'Etat nigérien, le général Seyni Kountché, a attribué, lundi 3 juin, à Niaméy, la responsabilité d'une opération de commando, lancée dans la nuit du 29 au 30 mai contre la sous-préfecture de Tahoua (à 500 kilomètres au nord-est de Niaméy), à un Front populaire de libération du Niger, dont le siège, a-t-il dit, se trouve en Libye. Selon le chef de l'Etat, les Touaregs qui composaient ce commando sont originaires de la région. Ils ont été « formés et entraînés en Libye », d'où ils sont venus, via l'Algérie. Deux d'entre eux sont toujours en fuite et onze ont été capturés par l'armée nigérienne.

Selon M. Kountché, le commando devait s'emparer des armes entreposées à Tahoua, puis du poste administratif d'Abalak, enfin de la sous-préfecture d'Iferouane, à 250 kilomètres au nord d'Agadez. Là, une proclamation devait être lancée, et le commando renforcé par l'arrivée de nouveaux éléments.

Parmi les responsables du Front, a indiqué le chef de l'Etat, se trouvent MM. Abdoulaye Diari, fils de l'ancien chef de l'Etat Hamani Diori, et Kamed Moussa, ancien chef du cabinet du général Kountché au ministère de la Défense, et qui s'est exilé en Libye en août 1981. — (AFP.)

LES DROITS DE L'HOMME EN AFGHANISTAN...
Rapport sur les personnes déplacées, établi par la Commission internationale d'enquête humanitaire, présidée par T. Van Boven, ancien directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONU. Géographie et causes des déplacements — Conditions de vie et besoins des personnes déplacées — Devoir d'intervention. Rôle des ONG et des Etats... Membre de la Commission : G. Auraneha, M. Barry, M. Barth, R. Bauman, M. Bettati, R. Cartier, L. Dupré, R. Falk, R. Guarnigou, S. Heppling, E. Journe, B. Kouchner, L. Matras, R. Munnick, A. Perez Esquivel, L. Schwartz, G. Tognoni, J.-J. Touati, M. Varron, G. Wald, Fédération internationale des droits de l'homme (France), Pax Christi internationale (Belgique). La Commission a été constituée à l'issue du colloque de Genève sur les réfugiés afghans (novembre 1983), organisé par le Bureau international afghan, avec la participation de P. Dankert, R. Debre, B. Kreisky, T. Van Boven, S. Veil. Le rapport de la Commission, complémentaire de celui de F. Emmerich, rapporteur spécial de l'ONU sur les violations des droits de l'homme en Afghanistan, examine systématiquement une des conséquences les plus dramatiques de la guerre et de l'occupation soviétique, et formule une série de recommandations. Il a été rendu public le 26 avril, au Palais des Nations, à Genève. Commandes : B.I.A., 24, rue de Chaligny, 75012 Paris, tél. : (1) 307-15-67 ; 35 F.

politique

LE DÉBAT AU SEIN DE L'OPPOSITION

M. BARRE DANS LE NORD

« Il est facile de dire que tout ira mieux demain »

Douai. — Avant que ne soient scellées — artificiellement ou véritablement — l'union de l'opposition et l'attente entre ses trois principaux chefs de file, qui doivent se retrouver dimanche, à la même tribune, à l'invitation de l'ancien président de la République, l'unité continue de se déclinier sur les maux les plus divers qui n'excluent pas certaines sévères mises au point. Ainsi M. Barre, qui, au lendemain du congrès extraordinaire du RPR, a mis en garde l'opposition contre les promesses « démagogiques et irréalistes » et s'est attiré de vertes réponses de la part de responsables de ladite formation politique, a tenu à préciser mardi 4 juin, dans le Nord, que, comme tout « homme libre », il pouvait « parler », prendre des « risques ».

De notre envoyée spéciale

« réalités ». « Tout le reste est éloquence, souvent très superficiel ou lié à tellement de phénomènes circonstanciels qu'on finit par ne plus savoir de quoi il s'agit ».

Ne pas laisser se perpétuer les inégalités

« L'enjeu des élections législatives, a martelé M. Raymond Barre, c'est l'avenir à long terme de la France. Une France qu'il voit « appauvrie et en retard (...) ». M. Fabius, dit-on, rassemble les signes tangibles avec une curiosité inouïe. « Prenons garde, a-t-il poursuivi, à ne pas renouveler le genre d'erreurs commises par les socialistes, à ne pas répandre des illusions, car on ne sait pas ce que les Français pourraient faire s'ils étaient à nouveau déçus ». Bien sûr, « il serait plus facile de dire que tout ira mieux demain, mais les faits sont là et il faut y faire face ». « Je crois cependant, a sou-

ligné M. Barre, que nous serons capables de résoudre nos problèmes par le travail, le courage et l'effort. Ce n'est pas avec un luxe de détails que l'on convaincra l'opinion. Les Français ont besoin de savoir qu'il y a une politique au service de la France, une stratégie de progrès économique, social, de justice et de solidarité ». Dans cette région, qui compte quelque 15 % de chômeurs, l'ancien premier ministre est revenu à plusieurs reprises sur cette nécessité d'une solidarité nationale sans laquelle « il ne peut y avoir de société moderne ». « Il ne peut être question, a-t-il affirmé, de laisser se perpétuer les inégalités insupportables. Rien ne pourra être accompli si les Français n'ont pas le sentiment que joue la solidarité nationale. Elle a joué lorsque le pays a affronté le premier et le deuxième choc pétrolier. Aujourd'hui, il paraît qu'il y a plus de justice sociale ! Moi je constate qu'il y a plus de nouveaux pauvres ».

De la même manière, M. Raymond Barre a déploré la « dégradation du tissu industriel » et plaidé pour « une économie d'entreprises capables, vivantes et dynamiques ».

Devant le maire RPR de Cambrai et le maire RPR de Douai, M. Jacques Vernier, et devant les responsables des clubs giscardiens, qui ont souligné l'importance de la convention libérale de dimanche prochain, M. Raymond Barre n'a pas manqué non plus de rappeler son hostilité à la cohabitation dans un pays qui ne peut pas « se payer le luxe d'attendre davantage » pour son redressement, qui « ne pourra supporter encore de la part de ceux qui régissent la confusion et l'incertitude ». Et ce, bien que M. Legendre ait suggéré que l'on « pense toujours » à ce « vrai problème qu'il ne faut pas éluder », mais dont on « ne parle jamais ».

Cela, a-t-il remarqué, n'empêche pas la victoire. Message auquel il fut accueilli par des applaudissements, mais avec toujours la plus grande fermeté.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Les dissensions s'aggravent

(Suite de la première page.)

L'opposition, en effet, joue un véritable remake d'un film déjà interprété par la gauche, à la veille des élections législatives de 1978, précitées par la rupture de 1977. Celle-ci avait eu pour prétexte l'« actualisation » du programme commun de la gauche. En 1986, la division de la droite se fait sur le pacte pour le renouveau, dont le RPR voudrait qu'il devienne le programme de l'opposition. Dix mesures et six mois pour rompre avec le socialisme, dit M. Chirac, qui utilise les mêmes ficelles idéologiques — mutatis mutandis — que la gauche pour gagner, tandis que M. Barre semble à s'y méprendre à M. Rocard — rigueur et pragmatisme — l'espace politique en plus.

Quoi qu'il en soit, le spectacle prend des allures de cacophonie, au point que l'on peut se demander si la grande messe de l'union, qui doit être célébrée ce week-end par M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre — à l'occasion de la Convention libérale — ne va pas tourner à la mascarade.

Au demeurant, cette « guerre des chefs » qui s'approche à mesure qu'approche l'échéance « cruciale », selon l'expression de M. Chirac, n'est guère surprenante. M. Barre est un homme de mémoire : il s'est remémoré, en effet, lors du premier ministre, il était harcelé par M. Chirac. Aujourd'hui, enfin « libre », il dit « ce qu'il pense ». De même, le contentieux entre le député du Rhône et celui du Puy-de-Dôme ne date-t-il pas de l'après-mai 1981 : avant même la défaite de M. Giscard d'Estaing, M. Barre, dit-on, avait pris ostensiblement ses distances.

Pour grossir le trait, le professeur Barre juge l'un (M. Chirac) démagogue, l'autre (M. Giscard d'Estaing) un tantinet dilettante. A cela s'ajoute que l'un et l'autre conjuguent leurs efforts pour marginaliser M. Barre, et que ce dernier a maintes fois prévenu qu'il ne se laisserait pas mettre au placard. C'est en substance le message qu'il a nouveau délivré à Douai, sur un mode franchement agacé.

Il y a, bien sûr, à ces divergences d'autres raisons, plus fondamentales. Divergences de stratégie politique : l'un fait une croix sur les élections législatives, qu'il n'a pas les moyens d'affronter, les deux autres misent beaucoup sur cette échéance. De là découle une analyse différente du problème de la cohabitation : l'un (M. Barre) a besoin d'une présidence stable, et il veut en découdre plutôt que de

cobabiter ; les deux autres ont besoin de temps pour refaire leur handicap. Divergences également sur la politique économique et les moyens du « redressement », qui ne sont pas moins importantes.

Paradoxalement et de façon surprenante, ce tinte-à-à se manifeste par la démission de M. Giscard d'Estaing. Ce dernier a déjà pu se placer au-dessus de ses deux anciens premiers ministres — situation qu'il affecte — en les rappelant à l'ordre lundi sur France-Inter : sans union, a-t-il expliqué en substance, il n'y aura pas de redressement. C'est bien là l'image que l'ancien président veut donner à l'opinion : celle du président du « parti de l'union ». Si bien qu'il y a un décalage croissant entre la situation politique de M. Giscard d'Estaing, qui s'améliore, et son image dans l'opinion.

Entre un Jacques Chirac, auquel Raymond Barre, Jean-Marie Le Pen et la proportionnelle ont coupé les jambes, et un Raymond Barre, dont l'intransigence lui vaut d'être dénoncé à droite comme un « diviseur », il y a certainement, pense M. Giscard d'Estaing, un espace de reconquête. L'opinion, pourtant, reste à son égard plus que réticente : l'ancien président est au plus bas de son sondage depuis l'année 1981. Il n'empêche : ne faudrait-il pas compter de plus en plus avec lui ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Propos et débats

M. Léotard : l'aiguille de la boussole

« Il faut (...) que le Parti républicain devienne l'axe libéral de la majorité de demain, l'aiguille de la boussole », a déclaré mardi 4 juin, au Vésinet (Yvelines), M. François Léotard au cours d'une fête champêtre qui achevait sa tournée nationale de présentation du « projet libéral », baptisée la « mai des républicains ». L'opposition peut être battue par elle-même », a souligné, à propos des querelles du moment et des prochaines élections législatives, le secrétaire général du PR, avant de souhaiter que ne se répande pas à l'intérieur de l'opposition l'usage de la « publicité comparative ». « Il faudra combattre, a-t-il ajouté, la campagne de la gauche, campagne du mensonge, de la caricature et de la propagande transformées en beaux-arts de la République ». Outre le rôle d'aiguille de la boussole, le responsable du PR assigne encore à son parti deux missions : « être une valeur ajoutée pour l'opposition » et « organiser le soutien populaire au libéralisme de demain ».

M. Soisson : code de bonne conduite

M. Jean-Pierre Soisson, député (UDF-FR) de l'Yonne, « barbote », a suggéré mardi 4 juin que l'opposition s'entende « sur une sorte de code de bonne conduite » pour les prochains mois. Évoquant, sur RMC, le différend entre M. Chirac et M. Barre, M. Soisson a estimé : « L'opposition est en train de se tuer elle-même en se querellant (...) ». Le Parti socialiste ne peut plus gagner, mais nous, nous pouvons perdre si nous continuons les petits jeux du dernier week-end. » L'alternance, a souligné le député de l'Yonne, d'accord sur ce point avec le RPR et les giscardiens, « se réalisera en deux étapes, les législatives et les présidentielles. Pour gagner la deuxième étape, il est clair qu'il faut gagner la première ». Coproduit, a-t-il ajouté, « M. Barre a raison, il ne faut pas tout promettre. Essayons de rédiger un programme clair qui énonce quelques tâches de chapitre et nous verrons ensuite, en fonction des contraintes économiques, comment les mesures prises pourront être mises en application ».

M. Soisson n'a pas exclu d'autre part une grande manifestation à Paris pour demander le départ de M. François Mitterrand, si l'opposition gagne les élections législatives en mars 1986.

Mme Veil : l'union

Mme Simone Veil, membre du bureau politique de l'UDF, qui ne pourra pas participer à la « convention libérale » les 8 et 9 juin à Paris, a exprimé son « soutien » au « renforcement de l'union de l'opposition » et souligné « l'importance de cette manifestation » où doivent se retrouver à une même tribune les trois leaders de l'opposition. La présidente du groupe libéral à l'Assemblée des communautés européennes « regrette », dans une lettre adressée à M. Valéry Giscard d'Estaing, de ne pouvoir se rendre à l'invitation de l'ancien président de la République. Mme Veil doit en effet participer, à Tokyo, à la même date, aux travaux de la « commission indépendante sur les questions humanitaires ».

M. Gaudin : attention !

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, au cours de son point de presse hebdomadaire, le mardi 4 juin, a déclaré : « Il ne nous appartient pas de formuler des critiques sévères sur le programme du RPR, nos amis ont travaillé depuis plusieurs mois. Mais il a ajouté : « Attention, ne faites pas ce que les autres ont fait », évoquant les propos des socialistes qui en 1981 « ont fait rêver les Français ». Insistant sur la nécessité de l'union, M. Gaudin a déclaré : « Faisons franchement (...) une politique libérale avec Giscard, Chirac et Barre, le triumphe, mais heureusement il y en a d'autres, issus d'une nouvelle génération... ».

M. Labbé : tristesse

« La tonalité générale du groupe RPR est à la tristesse » après les propos de M. Raymond Barre, a expliqué son président, M. Claude Labbé, après sa réunion du mardi 4 juin. Il a ajouté qu'il regrette que « M. Barre consacre son talent et son énergie à attaquer l'opposition ». M. Labbé a fait remarquer qu'il « ne fallait se tromper ni de date ni de combat (...) ». L'adversaire, ce n'est pas M. Barre, ce n'est pas être M. Chirac. « Affirmer que le RPR n'avait pas l'intention de se laisser entraîner dans des politiques constantes », il a toutefois ajouté que, en 1958, ce n'était pas « des doctrines » économiques qui avaient permis de redresser la France, mais le « retour de la confiance ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DE 1986

Le MRG privilégie la mise au point d'une démarche électorale autonome

M. François Doobin, qui inaugurerait le nouveau local du MRG dont il est le président (1), a confirmé, lundi 4 juin, que l'objectif qu'il s'était fixé lors du congrès de Marseille en janvier dernier n'a pas changé : « 6 % des voix » aux législatives, et que cet objectif est « significatif » que le nombre prévisible des députés de son parti. D'après leurs propres simulations, les radicaux de gauche se déclarent quasiment assurés de conserver cinq des treize sièges qu'ils détiennent à l'Assemblée nationale (un siège dans chacun des deux départements corses, un dans les Hautes-Pyrénées, un dans le Tarn-et-Garonne et un en Charente-Maritime). Dans les autres cas, leur chance de succès s'évalue à l'aune des possibilités d'accord avec le PS. Du coup, la stratégie du parti, qui ne sera arrêtée qu'au congrès de septembre, s'oriente vers une solution simple : listes autonomes dans certains départements (une généralisation de cette formule aurait pour première conséquence la perte d'environ vingt-cinq sièges pour le PS), listes communes avec le PS dans les autres, éventuellement élargies à certaines composantes de la majorité présidentielle.

Dans l'immédiat, le MRG prépare une plate-forme électorale. Un document élaboré par M. Thierry Jeantet, à la demande de M. Doobin, a été présenté lors du dernier comité directeur du mouvement, mardi 28 mai.

Ce texte a été construit à partir d'un bilan comparatif établi entre les propositions faites par le MRG depuis 1980 et les actions et réalisations du gouvernement. Ces dernières, constate M. Jeantet, reflètent « depuis la nomination de M. Fabius à l'Hôtel Matignon et le départ des ministres communistes du gouvernement, « de façon beaucoup plus étroite » les positions de son parti. Globalement, l'accent est mis sur cinq points : accélérer le

rythme de la modernisation économique avec la mise au point d'une stratégie de développement et d'application des technologies nouvelles, des produits et services nouveaux (dans ce chapitre est suggérée une dénationalisation à hauteur de 49 %), confirmer l'action pour une liste « large ouverte » pour le développement économique et culturel ; moderniser et démocratiser les institutions (notamment par une législation sur le financement des partis et l'institution d'un référendum à l'initiative des citoyens) ; accélérer la construction d'une Europe politique.

La démarche programmatique autonome du MRG est certes conciliable avec l'idée d'un regroupement au centre gauche. Ce rapprochement des sociaux-démocrates, des écologistes de M. Brice Lalonde, des gaullistes de gauche de M. Léo Hamon et des centristes de M. Olivier Stirn est souhaité par M. Eric Hintermann, président de l'Alliance social-démocrate, qui a rencontré récemment M. Mitterrand.

Toutefois, cette perspective apparaît aujourd'hui difficile à concrétiser. Le congrès du MRG aurait pu permettre à ces différentes tendances de se retrouver le temps d'un après-midi ou d'une matinée, manifestant ainsi un début de réunion. Une telle initiative apparaît omni-sélement prématurée mais encore peu souhaitée. Ainsi M. Olivier Stirn, président de l'UCR dont le congrès est fixé au 22 et 23 juin, constate-t-il que les discussions avec le PS s'organisent de « manière dispersée ». Pour le député du Calvados, les socialistes ne manqueraient pas de « donner mains à un ensemble socialiste-démocrate-centriste », qu'à chacun individuellement.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) MRG, 3, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. (1) 742.22.41.

Le maire d'Angers (ex-PS) en désaccord avec la fédération socialiste de Maine-et-Loire

De notre correspondant

Angers. — En 1977, le socialiste Jean Monnier créait la surprise en Maine-et-Loire en s'emparant de la mairie d'Angers, à la tête d'une liste d'union de la gauche. En 1983 il renouvellerait l'exploit, cette fois avec une liste « large ouverte », mais sans les communistes, qui devaient renoncer à prendre pied à l'hôtel de ville. Ce succès lui valut d'être exclu du Parti socialiste, pour avoir tranquillement et sans la moindre contribution, au sein d'une apparente, passé outre aux consignes nationales d'union.

Pour n'être plus au PS, M. Monnier — dont la popularité ne s'est jamais démentie — n'en demeure pas moins dans le département l'homme fort — et sera d'une gauche par ailleurs assez malmenée depuis deux ans. A tel point que, dans la perspective des élections de mars 1986 (la proportionnelle devrait en principe donner au PS deux sièges de député sur sept et cinq sièges régionaux sur neuf), la fédération de Maine-et-Loire du PS, majoritairement rocardienne et toujours « monnériste » dans l'âme, s'est tournée vers le maire d'Angers pour lui proposer — avec le tacite benédiction du « national » — de conduire l'une ou l'autre de ses deux listes.

La « sensibilité » angevine

Le maire d'Angers, qui ne souhaite pas se présenter aux législatives, cotend être « de toute

manière » candidat pour représenter sa ville à l'Assemblée régionale, « compétent en matière d'action économique et de politique d'aménagement ». Mais il estime que le rendez-vous de mars 1986 doit marquer en Maine-et-Loire la reconnaissance de la sensibilité spécifique de la gauche non communiste, « gestionnaire, pragmatique, réaliste et ouverte », qui fait ses preuves à Angers. Pour M. Monnier, cela exclut que les listes pour 1986 « résultent de la désignation d'un parti politique ou même s'en réclament ».

Autrement dit, le maire est prêt à accueillir des socialistes bon teint sur la liste, mais celle-ci ne sera en aucun cas la liste du PS. Dans la logique de sa position, il considère que la liste législative présentée par le PS devra être conduite par un socialiste issu de la « sensibilité spécifique » angevine, qui pourrait être son premier adjoint, M. Robert Robin.

Le PS, qui a déjà fait un grand pas en envisageant de confier l'une de ses listes à un ex-cela, peut-il accepter de passer sous les fourches caudines de M. Monnier ?

Mais personne ne souhaite la multiplication des listes de gauche non communiste, et personne d'autre que lui ne peut pas se présenter aux législatives, cotend être « de toute

CLAUDE-HENRI GAY.

(Publicité)

l'année américaine après le BAC

sur le campus d'une grande université des U.S.A. le plus nécessaire aux études supérieures U.S.A.-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. Tél. 722-94-04.

République française

UNIVERSITÉ PARIS-NORD

IUT de VILLETANEUSE

FORMATION CONTINUE

Session de novembre 1985

stages ouverts aux salariés et aux demandeurs d'emploi

DUT INFORMATIQUE

Stage en 1 an à temps complet

Stage en 3 ans à temps partiel

DUT GESTION - option Personnel

Stage en 1 an à temps complet

Stage en 2, 3, 4 ans à temps partiel

DUT GESTION - option Gestion appliquée aux petites et moyennes organisations

Stage en 1 an à temps complet

DUT CARRIÈRES JURIDIQUES et JUDICIAIRES

Stage en 1 an à temps complet

Stage en 2 ou 3 ans à temps partiel

DIPLOME d'université en techniques de la bureautique

Stage en 1 an à temps complet

Le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le conseil régional Ile-de-France, par les entreprises, par un fonds de gestion du congé individuel de formation.

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS le 15 avril 1985

RENSEIGNEMENTS :

CENTRE DE FORMATION CONTINUE

IUT de VILLETANEUSE, avenue J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse

Téléphone : 821-61-70 poste 4840 - 826-90-48

55 من الأصل

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les coopératives pourront émettre des titres participatifs

La « modernisation » était une nouvelle fois à l'ordre du jour, mardi 4 juin, à l'Assemblée nationale. Non que l'on ait discuté d'informatique ou de bureaucratie mais d'économie sociale. Il s'agissait de « moderniser » la législation qui régit les sociétés, mutuelles, coopératives, etc., qui composent ce secteur de l'économie française. Secteur qui, selon M. Jean-Claude Portehault (PS, Loire), emploie « un million de personnes (6 % des emplois) ; représente 33 % du marché de l'assurance, 40 % de l'épargne, 30 % du secteur agro-alimentaire, 50 % de la pêche artisanale et industrielle ».

Dans le domaine agricole, la coopération fournit 50 % des exportations (60 % des exportations de produits laitiers).

En votant, mardi 4 juin, en première lecture, le projet de loi « relatif à certaines activités d'économie sociale », les députés socialistes et communistes - ceux de l'opposition étaient totalement absents de l'hémicycle lors du débat et du vote - ont ainsi répondu au souci « unique » de M. Jean Gattel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale : « Permettre à tous ces organismes de moderniser leurs interventions, de participer plus efficacement aux mutations économiques, tout en continuant à développer leur fonctionnement démocratique ».

L'objectif du projet traduit le souhait des organismes concernés d'assouplir leurs règles de fonctionnement afin d'attirer vers eux des « associés extérieurs », et donc des capitaux.

Le statut des SICA

Dans le domaine agricole, les SICA (sociétés d'intérêt collectif agricole) se sont vu reconnaître le statut de coopérative, pour les mettre en conformité avec le droit communautaire européen. Quant aux coopératives agricoles, elles ont été

autorisées, à l'instar du Crédit agricole, à émettre des titres participatifs pouvant être cotés en Bourse afin d'accroître leurs fonds propres, et cela à la suite d'un amendement présenté par M. Bruno Vemrin (PS, Loire), rapporteur de la commission des lois.

Si le PC a voté le projet de loi, il n'en a pas moins émis certaines réserves. M. Vincent Porelli (Bouches-du-Rhône) craint en effet de voir entrer « le loup dans la bergerie », autrement dit de voir la logique capitaliste pénétrer le secteur de l'économie sociale. Aussi le PC estime que l'Etat devrait aider les coopératives qui ne répondent pas à des critères de rentabilité suffisants pour attirer des capitaux extérieurs.

R. Sa.

AU SÉNAT

L'ÉLECTION DES CONSEILLERS RÉGIONAUX « Le comble du quiproquo »

La majorité sénatoriale, favorable à l'opposition nationale, a parvenu - non sans mal - à une position commune sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel. A la veille de l'examen en commission fixé au mercredi 5 juin, précédant lui-même de vingt-quatre heures le débat en séance publique, les responsables des groupes qui la composent ont choisi mardi soir 4 juin, en présence de M. Alain Poirer, président du Sénat, d'amender le texte proposé par le gouvernement et voté en première lecture, le 26 avril, par l'Assemblée nationale.

Une « démarche politique d'amaigrissement », en ne l'ignorant pas, d'éviter l'obstacle des divisions entre départementalistes et régionalistes. Ainsi, le groupe RPR a-t-il approuvé, à la quasi-unanimité, le recours à la question préalable. Ce choix était parfaitement antinomique avec celui des communistes, dont l'un des membres, M. Louis Jung (Bas-Rhin), avait déposé une proposition de loi qui prévoyait un système proportionnel à bonus pour l'élection des conseillers régionaux.

Le cumul des fonctions

Pour M. Pasqua, la situation se caractérise « par le comble du quiproquo ». Il en conclut que « rien ne serait plus stupide que de se diviser ». Ainsi, M. Giraud proposerait-il un unique amendement à l'article premier, disposant que les conseillers régionaux sont élus dans chaque département au scrutin de liste sans panachage ni vote préférentiel, que la liste obtenant 50 % des suffrages exprimés se verra attribuer la moitié des sièges plus un (les autres sièges étant répartis à la représentation proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne). Le même amendement prévoit que, si aucune liste n'obtient la majorité des suffrages exprimés, l'ensemble des sièges sont affectés à la représentation proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne.

De leur côté, les sénateurs socialistes ont l'intention de proposer une modification au texte permettant la constitution de bureaux des assemblées régionales à la proportionnelle et l'interdiction du cumul de fonctions exécutives au conseil général et au conseil régional. D'autre part, le gouvernement a déposé un amendement ajoutant un article additionnel au texte, de sorte que, pour les élections régionales, soient appliquées les règles relatives aux sondages d'opinion.

ANNE CHAUSSEBOURG.

DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Querelle au Front national

De notre correspondant

Perpignan. — Les partisans locaux de M. Jean-Marie Le Pen se disputent. M. Pierre Jougla, d'Orliola, le célèbre champion olympique de jumping, qui soutient depuis longtemps l'action militante de l'extrême droite, a fait savoir publiquement, mardi 4 juin, qu'il n'assume plus la présidence d'honneur de la fédération du Front national dans les Pyrénées-Orientales. Pour justifier sa décision, il a affirmé que « certains personnages du nouveau bureau salissent l'image du Front national » et dénoncé, à propos d'une polémique perpignanaise agitée d'accusations anonymes, « tous ceux qui se sont mis, pour des raisons diverses et peu honorables, au service de

notabilités locales à des fins strictement personnelles ».

En guise de réponse, M. Mourad Kaouah, ancien député d'Alger, actuel secrétaire départemental du Front national, a déclaré que M. Jougla d'Orliola avait été mis à l'écart lors de la reconstruction du bureau du Front national, en mars dernier, en accord avec les instances nationales, parce qu'il avait fait pression sur le bureau départemental pour que celui-ci ne présente pas de candidat aux élections cantonales contre M. Claude Barrie, premier adjoint du maire de la ville de Perpignan, secrétaire local du RPR, qui a été élu.

J.-C. M.

La publicité pour les armes de chasse sera limitée

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 4 juin, en deuxième lecture, le projet de loi limitant la publicité faite aux armes à feu. Le texte a été approuvé par le PS et le PC, le RPR et l'UDF s'y sont opposés.

Si le rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Fleury (PS, Somme), a estimé que certaines modifications apportées par le Sénat en première lecture (le Monde du 4 mai) pouvaient être retenues, il s'est, en revanche, élevé, comme M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, contre celles qui affaiblissent la portée du texte. Ainsi, l'Assemblée a

refusé d'exclure les armes de chasse à canon lisse du champ d'application de la loi, comme le voulait le Sénat et l'opposition.

De même, le Sénat avait supprimé la possibilité de saisie immédiate, avant poursuite (le Monde du 11 avril), de documents publicitaires en infraction avec le texte. Soulignant que l'abandon d'un tel dispositif rendait inefficace son projet, M. Joxe a fait rétablir cette disposition, précisant que la saisie se ferait « sans le contrôle du procureur de la République ».

R. Sa.

L'ÉVOLUTION DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le projet du gouvernement est adopté

L'Assemblée nationale a adopté mardi 4 juin le projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, par 284 voix (PS) contre 202 (RPR, UDF, PC). MM. Roch Pidjot (non-inscrit, Nouvelle-Calédonie) et Jean Juvénat (non-inscrit, Polynésie française) se sont abstenus volontairement. M. Pierre Gascher (ex-RPR, Charente) a voté avec les socialistes.

Les députés avaient achevé l'examen du texte dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 mai (le Monde du 1^{er} juin). Mais ils devaient attendre pour voter sur l'ensemble de connaître l'avis de l'Assemblée territoriale de l'archipel. Que celui-ci ait été entièrement négatif (le Monde du 2-3 juin) n'a rien changé. Pour la forme toutefois, la commission des lois a demandé une deuxième délibération et s'est réunie mardi afin d'examiner en détail cette affaire.

Rendant compte de cet examen, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) a souligné que sur les points essentiels du projet de statut les désaccords étaient trop « fondamentaux » pour qu'un compromis soit possible, mais qu'en revanche sur tout ce qui concernait les garanties pour le bon déroulement des élections l'Assemblée nationale avait par avance répondu aux souhaits de l'Assemblée territoriale. La commission des lois n'a donc pas jugé utile de revenir sur certaines décisions déjà prises lors de l'examen des articles, tout en envisageant, dans la suite de la procédure parlementaire, que soit étudiée la possibilité d'étendre le vote sur plus d'une journée, comme l'ont souhaité les élus locaux.

M. Jacques Lafleur, député RPR de Nouméa, l'a regretté. Après s'être étonné que l'Assemblée ait pu délibérer sur le texte sans connaître l'avis de l'Assemblée territoriale, il a déclaré : « L'opinion de la majorité des députés était faite avant même de connaître celle des élus majoritaires en Nouvelle-Calédonie ».

M. Marcel Esdras (apparenté UDF, Guadeloupe) a repris le même argument et a affirmé que,

Th. B.

« La création d'établissements d'enseignement public. — L'Assemblée nationale a adopté, mardi 4 juin, en deuxième lecture, le projet de loi permettant à l'Etat de créer « exceptionnellement » des établissements d'enseignement public à la place des collectivités locales légalement compétentes quand ces dernières se refusent à le faire. Contrairement à ce qui s'était produit en première lecture (le Monde du

4 mai), l'UDF, représentée par M. Jean-Paul Fuès (Haut-Rhin), ne s'est pas abstenue et a rejoint le PC et PS pour approuver le texte. Quant aux députés du RPR, ils étaient totalement absents de l'hémicycle lors du débat et du vote.

Les députés ayant approuvé le texte dans les mêmes termes que le Sénat (le Monde du 25 mai), il est donc définitivement adopté.

SI VOUS MESUREZ 1,80M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m)
SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT.
John Rapal
 Spécialiste du prêt-à-porter Grandes Tailles
 UNE SEULE ADRESSE A PARIS
40, av. de la République
 75011 Paris - Tél. : 355 6600
 Costumes légers, blazers, vestes sport, chemises (4 longueurs de manches)
 Livraison immédiate. Parking gratuit assuré.

willie hairline COIFFURE MIXTE
 10, rue des Pyramides 75001 Paris. Tél. : 260.63.68.
 30, rue Feydeau 75002 Paris. Tél. : 236.33.57.

La Télé Libre, c'est le Service Public.

Cette semaine, dans Téléràma, démarre une grande enquête sur la Télé Libre. A la rencontre de tous ceux qui font son bonheur ou son malheur : le public, le personnel de la télé, les pouvoirs, l'opposition et la presse. Pourquoi la concurrence féroce entre les chaînes ? Faut-il augmenter la redevance ? Où trouver de l'argent pour produire ? Où en est la création ? L'information est-elle privilégiée ? Est-ce que demain le Service Public va servir le public et non lui servir la soupe ?

Dans ses 4 prochains numéros, Téléràma révèle les vices et les vertus du Service Public, fait campagne pour sa réforme car c'est là que résident les plus grandes chances d'invention et de liberté.

Téléràma
 LA TEE LIBRE C'EST LE SERVICE PUBLIC

Une grande enquête dans Téléràma, chez votre marchand de journaux.

Téléràma
 ca m'bouge

La côte ouest à partir de 5.940F. Californie nous voici !

Vols quotidiens de Paris CDG1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez votre agent de voyages ou TWA au 720.62.11.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif Loisir a/r 14-60 jours. Selon la saison.

L'année américaine après le BAC

société

MÉDECINE

LE NOUVEAU DÉCRET SUR LES DÉPARTEMENTS HOSPITALIERS

Une ambition boycottée

Le nouveau décret relatif aux départements hospitaliers, actuellement examiné en Conseil d'Etat, devrait être prochainement publié. Ce texte répond au mouvement de boycottage observé par une bonne partie des médecins hospitalo-universitaires après la publication - il y a six mois - d'un premier décret organisant la réforme dite de la départementalisation. Rédigé après plusieurs séances de négociations avec les différents représentants médicaux et administratifs du monde hospitalier, ce nouveau décret réduit sensiblement la portée de l'ambitieuse réforme mise en chantier après l'arrivée de la gauche au pouvoir. L'accord, aujourd'hui, porte sur la « souplesse » et sur les « réalités locales ».

Département ou pas, les hôpitaux français changeront peu, en définitive, de visage. Jusqu'en 1986, tout au moins. Car si l'objectif fixé par la loi n'a officiellement pas varié (tous les hôpitaux devront être « départementalisés » au 1^{er} janvier 1988), les chemins permettant de l'atteindre subissent, en revanche, depuis quelques temps, de sérieuses modifications. A tel point que l'ambitieuse réforme hospitalière pourrait, en définitive, n'avoir que fort peu d'ampleur.

Comme nous l'annoncions récemment (Le Monde du 26 avril), le décret à paraître diffère du précédent (qui était daté du 28 décembre 1984), notamment dans ses articles 22 et 30, concernant « l'organisation et le fonctionnement du département ». « Il résulte de ces modifications », indique-t-on de bonne source, « que le chef de département verra ses prérogatives diminuer au profit de celles du conseil de département. Un règlement intérieur précisera la répartition des pouvoirs entre le chef de département, les chefs d'unités fonctionnelles et le conseil de département ».

Dans le décret de décembre 1984, le chef de département exerçait son autorité à la fois dans les champs médicaux (définition des objectifs médicaux, utilisation des matériels, etc.) et budgétaires. D'autre part, c'est l'autorité administrative (et non plus le chef de département) qui nommera les chefs d'unités fonctionnelles qui composent le départe-

ment. Cette nomination se fera après avis de la commission médicale consultative et du conseil d'administration de l'établissement. Le renouvellement des chefs d'unités fonctionnelles pourrait aussi comporter l'avis du directeur d'établissement sur des critères de gestion.

Le poids des mandarins

Plusieurs dispositions ont été étudiées pour tenter de pallier un nouveau mouvement de boycottage au sein du monde médical. Ainsi, dans le cas où la commission de départementalisation (instance chargée de préparer la réforme des structures) ne serait pas formée, ce serait au conseil d'administration de la remplacer. Un comité ad hoc pourrait aussi être constitué, composé des médecins et du personnel hospitalier désireux de mettre cette réforme en chantier.

On semble, d'autre part, avoir abandonné l'idée, un moment formulée, de promouvoir un système permettant de « tenir compte » (d'aider financièrement) des hôpitaux les plus novateurs dans ce domaine.

Ce nouveau décret témoigne d'une volonté manifeste de vider l'abcès qui s'était progressivement formé dans les hôpitaux publics (en particulier dans les hôpitaux hospitalo-universitaires) après la publication du premier texte de réforme. Reste que, à faire preuve de tant de « souplesse » et à tant accorder d'importance aux « réalités locales », on risque tout simplement de dénaturer une réforme dont le gouvernement et les représentants du monde hospitalier s'accordent à reconnaître qu'elle est indispensable. A trop fixer son action sur le haut de la hiérarchie hospitalo-universitaire, le gouvernement prend aussi un autre risque non négligeable : celui de ne pas pleinement associer les médecins aux nouvelles contraintes budgétaires qu'impose la volonté de réduire les dépenses de santé. Le risque, donc, d'aggraver les dissensions déjà bien visibles entre les praticiens et les cadres hospitaliers.

JEAN-YVES NAU.

ÉDUCATION

M. Chevènement fixe trois objectifs pour les collèges :

- Développer la pensée logique
- Maîtriser la trilogie écrit, oral, image
- Donner l'habitude du travail personnel

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a rendu publique, mercredi 5 juin, la lettre qu'il a adressée au doyen de l'inspection générale, avant que cette instance élabore les programmes des collèges. (1)

Le texte adressé à l'inspection générale précise les priorités retenues par le ministre :

- 1) Développer la pensée logique ;
- 2) Apprendre à maîtriser la trilogie écrit, oral, image ;

La fonction du collège est de « permettre à un nombre sans cesse croissant d'élèves de suivre des études longues », sans que cet accroissement des flux se traduise, « bien ou contrairement, par une baisse de la qualité des études ».

Le ministre insiste sur l'importance de l'écriture. « Elle exige dans toutes les disciplines un usage éclairé de la grammaire, le respect de l'orthographe et de la syntaxe », et il accorde une place importante à l'expression orale. Il préconise des exercices oraux, « travail systématique et divers », qui facilitent l'échange et le dialogue. Enfin, « le collégien doit apprendre à recevoir et à interpréter de façon critique les images qui tendent à s'imposer à lui ». Il doit comprendre la signification des images, mais aussi apprendre à les produire et à les organiser.

Enfin, l'enseignement du collège doit « donner l'habitude aux élèves du travail personnel ». Les élèves doivent être progressivement en mesure de prendre des notes, d'organiser leur travail, de rechercher des informations, d'utiliser des ressources documentaires.

• FRANÇAIS : quinze œuvres littéraires.

A la fin de sa scolarité, l'élève de collège doit s'exprimer correctement, oralement et par écrit. L'enseignement des langues ne devra pas ignorer la perspective comparative en fonction des langues vivantes ou anciennes. L'élève doit savoir résumer un texte court, le comprendre et l'analyser en dégagant les structures et les articulations.

Chaque collégien « devra avoir étudié à la fin de la troisième ou moins quinze œuvres littéraires (françaises, francophones ou étrangères bien traduites), dont dix au moins seront tirées d'une liste large établie pour chaque niveau et insérée dans les programmes ». Le recours à l'histoire littéraire est conseillé afin de permettre aux élèves de mieux situer les auteurs dans l'évolution de la pensée et de la sensibilité. Le nombre d'œuvres pour l'enseignement des langues anciennes devra augmenter.

• MATHÉMATIQUES : plus concret.

On évitera un enseignement trop formel. Le programme accordera une plus grande place à la pratique mathématique : activités de construction, de dessin, de résolution de problèmes, d'organisation de données. « Le programme devra assurer la continuité et la progressivité des acquisitions, non seulement année par année, mais de l'école au collège et du collège au lycée par exemple pour la suite en sixième et en cinquième l'effort d'introduction des fractions et des éléments de géométrie dans l'espace ».

• HISTOIRE : comprendre les enjeux du monde.

A la fin de sa scolarité, le collégien doit pouvoir comprendre les principaux aspects et les enjeux ma-

3) Donner l'habitude du travail personnel.

Au sujet des programmes, qui doivent « être simples et aller à l'essentiel », le ministre définit par disciplines les connaissances indispensables à tout collégien à la fin de sa scolarité, tout en précisant : « Un enseignement efficace suppose des programmes qui ne soient pas surchargés ».

Les réflexions du ministre sur les programmes qui ont bénéficié du travail des com-

missions disciplinaires réunies depuis un an doivent permettre à l'inspection générale de préparer pour septembre prochain des instructions détaillées. Elles seront ensuite soumises à concertation et rendues publiques en octobre, avant d'être publiées en livre au format de poche. Ces nouveaux programmes entreront en application à la rentrée 1986 en sixième, puis, d'année en année, de manière échelonnée. Des mesures transitoires sont prévues, notamment en mathématiques et en français, dès la rentrée prochaine.

mais au lycée. D'autres allègements et simplifications sont prévus pour « réduire les trop grandes difficultés du programme actuel ». En physique comme en chimie, les instructions « inciteront à recourir le plus souvent possible au processus expérimental ».

• TECHNOLOGIE : apparition de l'informatique

De nouveaux programmes de technologie sont appliqués depuis la dernière rentrée dans les collèges. Ils

« Simple et moderne »

Poursuivant à grandes enjambées son marathon réformateur, M. Jean-Pierre Chevènement franchit une nouvelle étape dans son entreprise de réorganisation de l'enseignement obligatoire. Après les programmes du primaire, après les premières mesures pour la rénovation des collèges et la formation de leurs maîtres, il trace maintenant les « objectifs généraux » de cet enseignement et les grandes lignes des futurs programmes.

On retrouve, dans ce texte, l'esprit qui a présidé à l'action du ministre depuis son arrivée rue de Grenelle et qui tient en deux mots fétiches : « simple et moderne ».

Simplicité de la présentation qui ne s'embarasse pas d'attardements pompeux ni d'excessives subtilités. Simplicité dans la définition de l'objectif pédagogique, centré sur le développement de la pensée logique et de l'autonomie individuelle. L'accent est mis sur le travail personnel de l'élève, sur son aptitude à se prendre en charge et à organiser sa pensée et son savoir. Simplicité enfin dans le souci d'élégance et de pragmatisme qui se manifeste dans certaines disciplines comme les mathématiques ou la physique ou le français.

Quant au modernisme, il est clairement affiché par la place accordée à l'audiovisuel et l'informatique. Le rôle culturel

des médias est officiellement reconnu et il est précisé qu'une des tâches de l'« école de la République » est de « former des téléspectateurs avertis ». Ainsi est nettement affirmée la dimension sociale et politique — déjà soulignée par l'introduction de l'éducation civique — de l'école et sa fonction d'initiation au progrès technologique. Cet objectif de modernisation s'accompagnera d'un effort important d'équipement — déjà entrepris — notamment en terminaux d'ordinateurs et en magnétoscopes.

C'est bien cette tendance « intellectualiste » qui prédomine dans des disciplines comme les

sciences et techniques biologiques et géologiques, la géographie (où sont pratiquement abandonnées les « études de milieu »), la technologie, ou même l'éducation artistique, et le français (où l'on met sévèrement en garde contre la « spontanéité » orale). Partout, l'accent est mis davantage sur la compréhension et l'acquisition des connaissances que sur l'observation, l'expression ou l'expérimentation.

Or, s'il est vrai que l'enseignement français souffre d'un affaiblissement des contenus, il est aussi affligé d'un autre défaut — congénital celui-là — et tout aussi préjudiciable, qui est son formalisme excessif, son impulsion à développer l'inventivité des élèves. Cette carence-là explique aussi bien les difficultés de l'enseignement technique et professionnel, liées au déclin du travail manuel, que les défauts de la formation des cadres de l'industrie et de l'administration, davantage habitués à glosier qu'à inventer, à reproduire qu'à ressentir.

Il ne faudrait pas que le souci très légitime de moderniser l'enseignement ne fasse perdre de vue que l'une des vertus dont auront le plus besoin les générations à venir sera l'imagination. Et cela aussi s'apprend — ou se désapprend — à l'école.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

ne seront pas modifiés tant qu'une évaluation rigoureuse n'aura pas été menée. Cependant, en continuant avec ce qui a été entrepris à l'école élémentaire, une formation en informatique sera dispensée aux élèves et considérée comme discipline obligatoire dans le domaine de la technologie et de la technique propre ». En fin de troisième, les élèves doivent savoir ce qu'est un micro-ordinateur, un logiciel, et être capables d'écrire des programmes simples.

• ÉDUCATION ARTISTIQUE : l'ouverture vers d'autres arts

Les élèves doivent connaître quelques techniques plastiques, « avoir la maîtrise d'un instrument simple, savoir identifier, apprécier et comparer quelques œuvres » non seulement dans le domaine de la musique et des arts plastiques, mais aussi dans celui du théâtre, du cinéma, de la vidéo, de la photographie, de l'architecture.

• ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : tenir compte des élèves

Une réelle pédagogie différenciée devra être mise en pratique. Les enseignants doivent plus tenir compte des possibilités des élèves et de la façon dont ils participent aux activités sportives. Moins de normes imposées à tous et plus de réussites individuelles.

SERGÉ BOLLOCH.

• SCIENCES PHYSIQUES : des allègements

L'étude de la mécanique et de l'énergie ne se fera plus au collège,

jeux du monde actuel. Il connaîtra les principales périodes de l'histoire et les grandes civilisations. Du seizième siècle à nos jours, l'histoire politique, économique et culturelle doit être assimilée. « La connaissance de l'histoire de France, en particulier celle de nos républiques successives, devra être plus approfondie et bien structurée ».

• GÉOGRAPHIE : moins d'études du milieu local.

L'étude du milieu local sera limitée. L'élève doit « identifier, situer,

connaître la Constitution française et le fonctionnement des institutions. « Il se sera approprié les notions relatives au service public, à l'école laïque, à la défense nationale, à la fiscalité, et aura réfléchi sur leur finalité ».

Eofin l'élève, connaissant les forces politiques et sociales, aura « réfléchi sur la formation de l'opinion publique et les moyens d'information ». L'éducation civique est aussi une pratique. Dans la classe et dans l'établissement, des pratiques démocratiques doivent être instan-

des médias est officiellement reconnu et il est précisé qu'une des tâches de l'« école de la République » est de « former des téléspectateurs avertis ». Ainsi est nettement affirmée la dimension sociale et politique — déjà soulignée par l'introduction de l'éducation civique — de l'école et sa fonction d'initiation au progrès technologique. Cet objectif de modernisation s'accompagnera d'un effort important d'équipement — déjà entrepris — notamment en terminaux d'ordinateurs et en magnétoscopes.

C'est bien cette tendance « intellectualiste » qui prédomine dans des disciplines comme les

sciences et techniques biologiques et géologiques, la géographie (où sont pratiquement abandonnées les « études de milieu »), la technologie, ou même l'éducation artistique, et le français (où l'on met sévèrement en garde contre la « spontanéité » orale). Partout, l'accent est mis davantage sur la compréhension et l'acquisition des connaissances que sur l'observation, l'expression ou l'expérimentation.

Or, s'il est vrai que l'enseignement français souffre d'un affaiblissement des contenus, il est aussi affligé d'un autre défaut — congénital celui-là — et tout aussi préjudiciable, qui est son formalisme excessif, son impulsion à développer l'inventivité des élèves. Cette carence-là explique aussi bien les difficultés de l'enseignement technique et professionnel, liées au déclin du travail manuel, que les défauts de la formation des cadres de l'industrie et de l'administration, davantage habitués à glosier qu'à inventer, à reproduire qu'à ressentir.

Il ne faudrait pas que le souci très légitime de moderniser l'enseignement ne fasse perdre de vue que l'une des vertus dont auront le plus besoin les générations à venir sera l'imagination. Et cela aussi s'apprend — ou se désapprend — à l'école.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

ne seront pas modifiés tant qu'une évaluation rigoureuse n'aura pas été menée. Cependant, en continuant avec ce qui a été entrepris à l'école élémentaire, une formation en informatique sera dispensée aux élèves et considérée comme discipline obligatoire dans le domaine de la technologie et de la technique propre ». En fin de troisième, les élèves doivent savoir ce qu'est un micro-ordinateur, un logiciel, et être capables d'écrire des programmes simples.

• ÉDUCATION ARTISTIQUE : l'ouverture vers d'autres arts

Les élèves doivent connaître quelques techniques plastiques, « avoir la maîtrise d'un instrument simple, savoir identifier, apprécier et comparer quelques œuvres » non seulement dans le domaine de la musique et des arts plastiques, mais aussi dans celui du théâtre, du cinéma, de la vidéo, de la photographie, de l'architecture.

• ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : tenir compte des élèves

Une réelle pédagogie différenciée devra être mise en pratique. Les enseignants doivent plus tenir compte des possibilités des élèves et de la façon dont ils participent aux activités sportives. Moins de normes imposées à tous et plus de réussites individuelles.

SERGÉ BOLLOCH.

• SCIENCES PHYSIQUES : des allègements

L'étude de la mécanique et de l'énergie ne se fera plus au collège,

REVELATEUR : DEUX SAVONNETTES PAR AN ET PAR PERSONNE

L'ÉTAT DE LA FRANCE ET DE SES HABITANTS

FRANÇAIS, si vous saviez!..

- Sous la direction de Jean-Yves Potel, par 140 auteurs, un ensemble d'informations exceptionnelles sur l'état de la France dans les années 80 : famille, enfance, santé, sexualité, loisirs, travail, culture, etc. Mais aussi fonctionnement des appareils d'état, vie politique et sociale, médias et communications, rôle des idéologies, etc.
- Une « radioscopie » du territoire français qui fournit les informations essentielles sur l'espace régional et les caractéristiques socio-économiques des 22 régions administratives.
- Un dossier statistique complet, commode et clair, qui présente en images, chiffres et commentaires sur l'état de l'économie française.
- 80 cartes originales, plus de 500 bonnes adresses pour en savoir plus. Tout pour se forger une opinion sur notre pays.

125 F seulement
640 pages, relié,
Format de poche,
illustré par 400

EN VENTE
EN LIBRAIRIE



Editions La Découverte

1, place Paul Painlevé, Paris VII^e, tél. : 035 41 16

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

Cette nouvelle discipline remplacera les sciences expérimentales, qui regroupent depuis 1977 les sciences naturelles et la physique. « Il faut tenir compte de la recherche universitaire, du progrès des sciences », explique-t-on au ministère pour justifier le passage de l'étude des êtres vivants à celle des cellules.

Les élèves de fin de 3^e connaîtront les comportements des différents êtres et les manifestations des fonctions caractéristiques de la vie. Ils auront compris le lien entre la nature des roches et les paysages et reconstitué les grandes étapes de l'histoire géologique de la France.

• SCIENCES PHYSIQUES : des allègements

L'étude de la mécanique et de l'énergie ne se fera plus au collège,

des médias est officiellement reconnu et il est précisé qu'une des tâches de l'« école de la République » est de « former des téléspectateurs avertis ». Ainsi est nettement affirmée la dimension sociale et politique — déjà soulignée par l'introduction de l'éducation civique — de l'école et sa fonction d'initiation au progrès technologique. Cet objectif de modernisation s'accompagnera d'un effort important d'équipement — déjà entrepris — notamment en terminaux d'ordinateurs et en magnétoscopes.

C'est bien cette tendance « intellectualiste » qui prédomine dans des disciplines comme les

sciences et techniques biologiques et géologiques, la géographie (où sont pratiquement abandonnées les « études de milieu »), la technologie, ou même l'éducation artistique, et le français (où l'on met sévèrement en garde contre la « spontanéité » orale). Partout, l'accent est mis davantage sur la compréhension et l'acquisition des connaissances que sur l'observation, l'expression ou l'expérimentation.

Or, s'il est vrai que l'enseignement français souffre d'un affaiblissement des contenus, il est aussi affligé d'un autre défaut — congénital celui-là — et tout aussi préjudiciable, qui est son formalisme excessif, son impulsion à développer l'inventivité des élèves. Cette carence-là explique aussi bien les difficultés de l'enseignement technique et professionnel, liées au déclin du travail manuel, que les défauts de la formation des cadres de l'industrie et de l'administration, davantage habitués à glosier qu'à inventer, à reproduire qu'à ressentir.

Il ne faudrait pas que le souci très légitime de moderniser l'enseignement ne fasse perdre de vue que l'une des vertus dont auront le plus besoin les générations à venir sera l'imagination. Et cela aussi s'apprend — ou se désapprend — à l'école.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

ne seront pas modifiés tant qu'une évaluation rigoureuse n'aura pas été menée. Cependant, en continuant avec ce qui a été entrepris à l'école élémentaire, une formation en informatique sera dispensée aux élèves et considérée comme discipline obligatoire dans le domaine de la technologie et de la technique propre ». En fin de troisième, les élèves doivent savoir ce qu'est un micro-ordinateur, un logiciel, et être capables d'écrire des programmes simples.

• ÉDUCATION ARTISTIQUE : l'ouverture vers d'autres arts

Les élèves doivent connaître quelques techniques plastiques, « avoir la maîtrise d'un instrument simple, savoir identifier, apprécier et comparer quelques œuvres » non seulement dans le domaine de la musique et des arts plastiques, mais aussi dans celui du théâtre, du cinéma, de la vidéo, de la photographie, de l'architecture.

• ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : tenir compte des élèves

Une réelle pédagogie différenciée devra être mise en pratique. Les enseignants doivent plus tenir compte des possibilités des élèves et de la façon dont ils participent aux activités sportives. Moins de normes imposées à tous et plus de réussites individuelles.

SERGÉ BOLLOCH.

• SCIENCES PHYSIQUES : des allègements

L'étude de la mécanique et de l'énergie ne se fera plus au collège,

des médias est officiellement reconnu et il est précisé qu'une des tâches de l'« école de la République » est de « former des téléspectateurs avertis ». Ainsi est nettement affirmée la dimension sociale et politique — déjà soulignée par l'introduction de l'éducation civique — de l'école et sa fonction d'initiation au progrès technologique. Cet objectif de modernisation s'accompagnera d'un effort important d'équipement — déjà entrepris — notamment en terminaux d'ordinateurs et en magnétoscopes.

C'est bien cette tendance « intellectualiste » qui prédomine dans des disciplines comme les

sciences et techniques biologiques et géologiques, la géographie (où sont pratiquement abandonnées les « études de milieu »), la technologie, ou même l'éducation artistique, et le français (où l'on met sévèrement en garde contre la « spontanéité » orale). Partout, l'accent est mis davantage sur la compréhension et l'acquisition des connaissances que sur l'observation, l'expression ou l'expérimentation.

Or, s'il est vrai que l'enseignement français souffre d'un affaiblissement des contenus, il est aussi affligé d'un autre défaut — congénital celui-là — et tout aussi préjudiciable, qui est son formalisme excessif, son impulsion à développer l'inventivité des élèves. Cette carence-là explique aussi bien les difficultés de l'enseignement technique et professionnel, liées au déclin du travail manuel, que les défauts de la formation des cadres de l'industrie et de l'administration, davantage habitués à glosier qu'à inventer, à reproduire qu'à ressentir.

Il ne faudrait pas que le souci très légitime de moderniser l'enseignement ne fasse perdre de vue que l'une des vertus dont auront le plus besoin les générations à venir sera l'imagination. Et cela aussi s'apprend — ou se désapprend — à l'école.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

ne seront pas modifiés tant qu'une évaluation rigoureuse n'aura pas été menée. Cependant, en continuant avec ce qui a été entrepris à l'école élémentaire, une formation en informatique sera dispensée aux élèves et considérée comme discipline obligatoire dans le domaine de la technologie et de la technique propre ». En fin de troisième, les élèves doivent savoir ce qu'est un micro-ordinateur, un logiciel, et être capables d'écrire des programmes simples.

• ÉDUCATION ARTISTIQUE : l'ouverture vers d'autres arts

Les élèves doivent connaître quelques techniques plastiques, « avoir la maîtrise d'un instrument simple, savoir identifier, apprécier et comparer quelques œuvres » non seulement dans le domaine de la musique et des arts plastiques, mais aussi dans celui du théâtre, du cinéma, de la vidéo, de la photographie, de l'architecture.

SERGÉ BOLLOCH.

150 من الأمل

ctifs pour les collèges,
ogique
t. oral, image
avail personnel

Le débat sur les immigrés, qui avait été réclaté par l'opposition, sera ouvert jeudi 6 juin à l'Assemblée nationale par un discours de M. Georgina Dufoix. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale estime, dans l'entretien ci-dessous, que l'immigration devrait devenir « une chance pour la France ».

Qu'attendez-vous de ce débat parlementaire sur l'immigration ?

Je souhaite que, sur une question aussi importante, au sein de certains leaders de droite, au moment des cantonales en particulier, ont été tellement réduits et tellement faux qu'il est important de débattre aujourd'hui de l'immigration avec sérénité.

La vivacité du débat politique n'est-elle pas le reflet de la tension qui existe souvent sur le terrain entre Français et immigrés ?

Je ne me nie pas qu'il y ait une tension, mais elle n'est pas aussi forte qu'on le croit. L'immigration pose aujourd'hui un défi à la société française. Sur tous les plans. Un défi comporte une chance et un risque. Nous combattons le risque, nous voulons que l'immigration devienne une chance pour la France.

La gauche, qui est au pouvoir depuis quatre ans, a pris un certain nombre de mesures pour arrêter l'immigration clandestine et favoriser l'insertion des étrangers en situation régulière. N'êtes-vous pas déçu du climat qui règne quatre ans après, dans certains quartiers et grands ensembles de banlieue ?

On parle toujours des endroits où cela se passe mal et jamais des autres. Interrogez les étrangers : pour 80 % d'entre eux, cela se passe très bien. Qui regrette, par exemple, l'immigration portugaise en France ou l'immigration marocaine dans les zones de culture maraîchère ?

Qui vient me supplier d'autoriser davantage de travailleurs saisonniers - espagnols, marocains ou tunisiens - à entrer en France ?

et moderne »

Le débat sur les immigrés, qui avait été réclaté par l'opposition, sera ouvert jeudi 6 juin à l'Assemblée nationale par un discours de M. Georgina Dufoix. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale estime, dans l'entretien ci-dessous, que l'immigration devrait devenir « une chance pour la France ».

Qu'attendez-vous de ce débat parlementaire sur l'immigration ?

Je souhaite que, sur une question aussi importante, au sein de certains leaders de droite, au moment des cantonales en particulier, ont été tellement réduits et tellement faux qu'il est important de débattre aujourd'hui de l'immigration avec sérénité.

La vivacité du débat politique n'est-elle pas le reflet de la tension qui existe souvent sur le terrain entre Français et immigrés ?

Je ne me nie pas qu'il y ait une tension, mais elle n'est pas aussi forte qu'on le croit. L'immigration pose aujourd'hui un défi à la société française. Sur tous les plans. Un défi comporte une chance et un risque. Nous combattons le risque, nous voulons que l'immigration devienne une chance pour la France.

La gauche, qui est au pouvoir depuis quatre ans, a pris un certain nombre de mesures pour arrêter l'immigration clandestine et favoriser l'insertion des étrangers en situation régulière. N'êtes-vous pas déçu du climat qui règne quatre ans après, dans certains quartiers et grands ensembles de banlieue ?

On parle toujours des endroits où cela se passe mal et jamais des autres. Interrogez les étrangers : pour 80 % d'entre eux, cela se passe très bien. Qui regrette, par exemple, l'immigration portugaise en France ou l'immigration marocaine dans les zones de culture maraîchère ?

Qui vient me supplier d'autoriser davantage de travailleurs saisonniers - espagnols, marocains ou tunisiens - à entrer en France ?

Le débat sur les immigrés, qui avait été réclaté par l'opposition, sera ouvert jeudi 6 juin à l'Assemblée nationale par un discours de M. Georgina Dufoix. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale estime, dans l'entretien ci-dessous, que l'immigration devrait devenir « une chance pour la France ».

Qu'attendez-vous de ce débat parlementaire sur l'immigration ?

Je souhaite que, sur une question aussi importante, au sein de certains leaders de droite, au moment des cantonales en particulier, ont été tellement réduits et tellement faux qu'il est important de débattre aujourd'hui de l'immigration avec sérénité.

La vivacité du débat politique n'est-elle pas le reflet de la tension qui existe souvent sur le terrain entre Français et immigrés ?

Je ne me nie pas qu'il y ait une tension, mais elle n'est pas aussi forte qu'on le croit. L'immigration pose aujourd'hui un défi à la société française. Sur tous les plans. Un défi comporte une chance et un risque. Nous combattons le risque, nous voulons que l'immigration devienne une chance pour la France.

La gauche, qui est au pouvoir depuis quatre ans, a pris un certain nombre de mesures pour arrêter l'immigration clandestine et favoriser l'insertion des étrangers en situation régulière. N'êtes-vous pas déçu du climat qui règne quatre ans après, dans certains quartiers et grands ensembles de banlieue ?

On parle toujours des endroits où cela se passe mal et jamais des autres. Interrogez les étrangers : pour 80 % d'entre eux, cela se passe très bien. Qui regrette, par exemple, l'immigration portugaise en France ou l'immigration marocaine dans les zones de culture maraîchère ?

Qui vient me supplier d'autoriser davantage de travailleurs saisonniers - espagnols, marocains ou tunisiens - à entrer en France ?

UN ENTRETIEN AVEC M^{me} GEORGINA DUFOIX AVANT LE DÉBAT A L'ASSEMBLÉE

« Nous voulons que l'immigration devienne une chance pour la France »

Le débat sur les immigrés, qui avait été réclaté par l'opposition, sera ouvert jeudi 6 juin à l'Assemblée nationale par un discours de M. Georgina Dufoix. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale estime, dans l'entretien ci-dessous, que l'immigration devrait devenir « une chance pour la France ».

Qu'attendez-vous de ce débat parlementaire sur l'immigration ?

Je souhaite que, sur une question aussi importante, au sein de certains leaders de droite, au moment des cantonales en particulier, ont été tellement réduits et tellement faux qu'il est important de débattre aujourd'hui de l'immigration avec sérénité.

La vivacité du débat politique n'est-elle pas le reflet de la tension qui existe souvent sur le terrain entre Français et immigrés ?

Je ne me nie pas qu'il y ait une tension, mais elle n'est pas aussi forte qu'on le croit. L'immigration pose aujourd'hui un défi à la société française. Sur tous les plans. Un défi comporte une chance et un risque. Nous combattons le risque, nous voulons que l'immigration devienne une chance pour la France.

La gauche, qui est au pouvoir depuis quatre ans, a pris un certain nombre de mesures pour arrêter l'immigration clandestine et favoriser l'insertion des étrangers en situation régulière. N'êtes-vous pas déçu du climat qui règne quatre ans après, dans certains quartiers et grands ensembles de banlieue ?

On parle toujours des endroits où cela se passe mal et jamais des autres. Interrogez les étrangers : pour 80 % d'entre eux, cela se passe très bien. Qui regrette, par exemple, l'immigration portugaise en France ou l'immigration marocaine dans les zones de culture maraîchère ?

Qui vient me supplier d'autoriser davantage de travailleurs saisonniers - espagnols, marocains ou tunisiens - à entrer en France ?

Vous d'imaginez pas les pressions qu'exercent sur moi, en particulier dans l'agriculture et l'hôtellerie ! Quant aux 20 % restants, ils posent en effet des problèmes, liés au chômage, à une formation insuffisante, à l'urbanisme...

Ne faut-il pas mieux répartir les étrangers sur le territoire ?

Ce serait absolument souhaitable, mais beaucoup de maires ne l'acceptent pas. Nous avons conclu des contrats avec certains, les engageant à accueillir des immigrés et leur donnant en échange des facilités de logement pour les non-immigrés. Mais on ne peut pas faire cela indéfiniment. Une politique vis-à-vis des immigrés ne peut se construire sur des ghettos - ghettos des quartiers sensibles ou du travail clandestin. En cela, l'immigration est bien plus souvent un problème de justice sociale que d'identité nationale.

Dimanche dernier, au congrès extraordinaire du RPR, M. Chirac a dénoncé, à propos des immigrés, « l'angélisme irresponsable qui sous-estime les risques graves du laisser-faire ». Vous sentez-vous visé ?

Irresponsable ? Je ne me sens pas visé du tout. J'ai été amené à prendre, avec le ministère de l'Intérieur, des décisions très fermes, très difficiles. Sur les frontières notamment et sur le regroupement familial. C'était nécessaire mais ce n'est pas suffisant. Il faut que cesse le pacte historique entre une partie du patronat et les travailleurs clandestins. On a réussi à faire voter la carte de séjour et de travail de dix ans : c'est une victoire que je m'attribue sans aucune modestie. Car c'est l'un des éléments qui apportent à la population étrangère une sécurité et une stabilité très importantes pour son insertion.

Il n'empêche qu'un certain nombre de familles immigrées se trouvent actuellement en situation irrégulière. Envisagez-vous de régulariser leur situation ou de les renvoyer ?

Je n'accepte pas d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire français. Familles ou pas, je ne l'accepte pas.

Même s'il s'agit d'adolescents ?

Ma réponse est claire. C'est dur, mais c'est la condition de la générosité qu'on peut avoir par ailleurs. Il faut, pour les étrangers, une égalité de droits et de devoirs avec les Français, dans une perspective d'insertion.

Justement, M. Chirac propose de n'accorder qu'une fraction du bénéfice de certaines prestations familiales à finlité démographique...

A partir du moment où les gens sont en situation régulière dans notre pays, qu'ils payent leurs cotisations sociales exactement comme les Français, il est injuste de faire une discrimination. Les mesures qu'envisage M. Chirac - réservant en particulier le coogé parental d'éducation aux familles françaises - sont inacceptables.

Et les clandestins ? Approuvez-vous le RPR quand il veut limiter l'octroi des droits sociaux aux seuls résidents en situation régulière ?

Le vrai problème se pose pour les aides sociales, qui sont pas des droits mais une aide à des personnes défavorisées. Pour un immigré dans une situation sociale ou médicale dramatique, l'aide sociale peut permettre de passer le cap.

Le voleur chinois

Les étrangers bénéficient en France des droits sociaux et des droits du travail. Faut-il, selon vous, leur accorder aussi le droit de vote aux élections municipales ?

C'est un droit politique, lié à la vie nationale du pays, puisque les conseillers municipaux élisent les sénateurs. Or, dans la Constitution, le droit de vote est lié à la nationalité.

Mais rien n'interdit de changer la Constitution...

Il faut un référendum ou les deux tiers du Parlement. Aujourd'hui, les conditions institutionnelles d'une telle évolution ne sont pas réunies.

Personnellement, êtes-vous favorable à la participation des

immigrés aux élections municipales ?

Je crois que c'est trop tôt. Il serait injuste de violer la conscience collective des Français. Le temps fera son œuvre. Nous verrons. Aux Pays-Bas, par exemple, le problème a beaucoup évolué en cinq ans.

Faut-il définir, au plan national, un système de consultation des étrangers ? Ou laisser les maires qui le désirent conduire des expériences-pilotes ?

Qu'y a-t-il de commun entre le Pré-Saint-Gervais et le Vésinet ? Entre le 18^e arrondissement de Paris et le 16^e ? Il faut laisser à chaque maire la responsabilité de la consultation qu'il souhaite engager. L'évolution actuelle me paraît être la bonne.

A propos de l'élection de trois représentants étrangers, ayant voix consultative, au conseil municipal de Mont-en-Barrois, M. Le Pen accuse le pouvoir d'adopter la méthode du voleur chinois. C'est-à-dire d'aller à tout petits pas, de manière à peine perceptible, vers le droit de vote aux immigrés...

On prête souvent à ses adversaires les mauvaises intentions que l'on a soi-même. M. Le Pen pratique cette méthode lorsqu'il dit « la France aux Français » ou « deux millions d'immigrés » deux millions de chômeurs ». Il pose un problème qui, au départ, paraît tout à fait innocent, et qui est, en fait, très pernicieux, très pervers.

Et il s'étonne ensuite de la persévérance ? Cette méthode ressemble étrangement à celle du voleur chinois.

En application de la loi, de nombreux immigrés sont automatiquement français, à la naissance ou à dix-huit ans, sans l'avoir demandé. Cela vous paraît-il normal ?

Moi, je n'ai pas choisi de naître française. Ceux qui ne veulent pas la nationalité française peuvent toujours s'en dessaisir. Il n'y a pas de « Français malgré eux ». Et je peux vous dire que l'immense majorité des immigrés français sont extrêmement fiers d'avoir la nationalité.

Une culture qui évolue

Etes-vous sûre que la plupart des immigrés veulent s'insérer dans la société française ?

L'immigration est multiple. Il y a des origines ethniques différentes et, même à l'intérieur de chaque groupe national, les gens ont pas la même attitude. Mais la très grande majorité de ceux qui sont en France souhaitent y rester. Pour cela, il y a des règles du jeu : nos lois mais aussi nos coutumes, qu'il est nécessaire de respecter.

La France peut-elle devenir une « société multiculturelle », comme on dit, sans perdre son identité ?

La culture française est évolutive. Ce modèle a beaucoup évolué et continuera à évoluer avec les apports de l'immigration. Avant et après la dernière guerre, les Italiens, par exemple, nous ont apporté non seulement des habitudes alimentaires, mais de nouveaux mots et d'autres façons de voir la vie.

Où, mais les Italiens ont été quasiment assimilés. Et aujourd'hui, on met en question le principe de l'assimilation...

Le fleuve France est assez fort pour pouvoir rencontrer des affluents divers. L'immigration maghrébine - un peu différente des précédentes parce qu'elle est tournée vers l'islam et les pays d'Afrique du Nord - transformera un peu le fleuve mais ne le dénaturera pas. Je n'appelle pas cela l'assimilation.

Le dernier volume de la magnifique fresque romanesque « Fortune de France »



ROBERT MERLE La pique du jour

En 1594, Henri IV entre enfin en possession de Paris. Mais pour achever la reconquête du royaume et faire enregistrer l'Edit de Nantes (1599) il lui faudra cinq années que raconte le sixième et dernier volume de *Fortune de France*.

En ces temps incertains et troubles, où Philippe II et le pape se liguent contre le roi, Pierre de Siorac trouve merveilleusement à s'employer, mêlant, comme à l'accoutumée, plaisirs et travaux.

Le récit galope. Les dialogues abondent, drôles ou dramatiques, mais toujours savoureux. L'action rebondit de péripétie en péripétie, intégrant magistralement l'histoire au roman, mais sans que jamais soient perdus de vue les grands problèmes du temps qui, pour l'essentiel, sont encore ceux du nôtre.

C'est aussi chouette, question mouvement, que de l'Alexandre Dumas père et c'est au moins aussi amusant à la lecture, écrivait Jean Clémentin dans *Le Canard enchaîné* à propos du 4^e volume de cette série *Le Prince qui roilla*. Robert Merle n'a rien perdu de sa verve.

Plon

Propos recueillis par ROBERT SOLÉ.

SPORTS

TENNIS



Les Internationaux de France

Leconte n'a pas résisté au remoulage à chaud suédois. Wilander a été qualifié en quatre sets, mardi 4 juin, pour les demi-finales des Internationaux de Roland-Garros. Il y affrontera McEnroe, qui a peiné cinq manches contre Nyström. Chez les dames, Chris Evert-Lloyd et Gabriela Sabatini s'affronteront elles aussi en demi-finales.

Le seringuero et le caoutchouc

Attaquons, attaquons. Comme la lune, avait répliqué en son temps le généralissime. Rude journée pour les endurants, les bousards gaudes. Ils ont vu de bien près les queues du diable. L'un s'en est remis, John McEnroe, mais de justesse. L'autre n'y a coupé point, Henri Leconte, mais de bien peu.

S'il existait un haut commandement à Roland-Garros, il aurait probablement publié, ce mardi, le communiqué suivant : « Temps sec. Balles légères. Terrain rapide. Vent tourbillonnant. Soleil de plomb. Prime à la défense. »

Roland-Garros est d'abord passé, bien près d'un grand malheur. Il eût fallu quitter prématurément la compétition, John McEnroe, victime d'une estomacite sévère, de ce fort séduisant jeune homme pourtant aussi démonté qu'une porte blindée, Joachim Nyström. Il faut d'ailleurs faire amende honorable. Dans un élan d'enthousiasme - mais comment ne pas se fourvoyer avec ce maelstrom suédois - ils se ressemblent tous ces Chinois du tennis - on avait abusivement présenté Nyström comme un « attaquant ». Il y avait erreur et tromperie. Non sur la qualité, mais sur l'appellation.

Il est vite apparu évident, et d'abord à John McEnroe, que le jeune Nyström, septième joueur mondial, est la plus parfaite illustration d'un principe qui est, de l'autre côté, ses émules : la meilleure attaque, c'est encore la défense. Remettre la balle dans le court, toujours et à jamais. Le principe est certes à la base du tennis postulat irréfutable. Mais son application systématique peut avoir l'agrément d'une lancinante rage de dent ou de la lecture d'un contrat d'assurance tous risques.

Et puis, second principe : laisser l'adversaire vivre sa vie, prendre ses risques, faire ses fautes, donner ses points. Nyström ou le tennis à la calculette. Soyez rigide, je resterai formel, comptable infatigable et

insatiable des imprudences coupables. Evidemment, on exagère un peu. Mais si peu. John McEnroe a bien failli y laisser ses nerfs et son équilibre précaire. En le voyant évoluer, le chef entouré d'un fouleux type « passeport pour l'enfer », on s'était pris, par une curieuse association d'idées, à penser à ces seringueurs brésiliens du début du siècle. Eux, près de Manaus, s'enfonçaient en forêt, l'enfer vert, pour aller opérer « l'arbre qui pleure », le fameux caoutchouc en langue indienne.

John McEnroe l'ignorait encore. Mais lui, le seringuero d'élite, était en « baver » dans l'enfer cre de Roland-Garros pour transpercer le caoutchouc Nyström : cinq sets (6-7, 6-2, 6-3, 3-6 et 7-5). Trois heures quarante-cinq minutes de jeu, une expédition en long cours. Et, à terme, un bien décent soulagement collectif.

« Tais-toi donc, benêt »

Car chacun aura bien dit. Et est ce qu'il est John McEnroe : méchant comme une mygale, mal poli, roitelet de triste éducation, tyrannique avec les juges de ligne et despotique avec l'adversaire. Il n'empêche, quel joueur ! Il dit ce qu'il dit Big Mac. Et il ne se prive pas, depuis une dizaine de jours, de cracher dans la soupe à tout propos : comme quoi la terre battue, l'herbe seraient des surfaces pour le tennis préhistorique, des lubes de vieilles lunes, les creux d'une Europe confite de tradition. Il suffit, quel champion ! A lui voir ainsi tout près de perdre, tout pouvait lui être pardonné. Même l'offense faite à l'Académie française lorsque, sur un ratage et pour un oh ! « bruyant », il se tourna vers Louis Leconte-Ringuet, lui grinçant au patois big mac : « Tais-toi donc, benêt. » Il avait fallu tout garder McEnroe par peur égoïste - ah ! la perspective terrifiante d'une demi-finale Nyström-Wilander -

pour le plaisir à venir. Et parce que, enfin quoi, prime à l'audace.

Car, à risquer si fort de le perdre, John McEnroe méritait tout de même plus de la gagner ce match. Joachim Nyström jona son jeu, jusqu'au terme, indéfectible et implacable. Big Mac, lui, fit le match et le spectacle. Et les deux, semble-t-il, tirent davantage aux sautes d'humour, de tension, de l'assailant qu'à la résistance univoque de l'assiégé. Peut-être à cause de cette chaleur insupportable. On vit même, à un moment, McEnroe se verser un saut de champagne d'eau fraîche sur la tête pour éteindre l'incendie menaçant.

Au-delà de ces ratés subis et prolongés, comme une saleté dans le carburateur, qui lui collèrent le premier et quatrième sets, John McEnroe était bien d'une classe supérieure à son rival. Il le prouva aux deuxième et troisième sets, remarquablement joués. Et au cinquième, superbement finel. Une balle, rien qu'une balle. Cette balle superbe, insensée à 3 partout au cinquième set. Une pure merveille à la McEnroe, valant à elle seule qualification.

Roland-Garros est passé aussi, ce mardi, près d'une hypothétique bonheur : la qualification d'Henri Leconte. Là encore, une certaine logique l'a emporté. Dans un concours de fautes, le tennis est aussi de l'orthographe : celui qui en fait le moins l'emporte. Mats Wilander l'emporta 6-4, 7-6, 6-7, 7-5, pour avoir écrit correctement lift. Avec constance.

Le match fut très serré. Et, peut-être, par là, par excès de mesure. Henri Leconte, l'assagi, fit une recbute sur un nombre impressionnant de balles, 28 points perdus sur fautes directes dans le premier set, 29 dans le second. Et ainsi de suite.

Mats Wilander, lui aussi saisi par l'émulation, commit des erreurs tout à fait inhabituelles. Tout y contribua : une « pression », comme disent les joueurs, une peur mutuelle des qualités adverses et un match où chacun s'efforça d'abord de détruire les points forts de l'autre.

Mats Wilander, troisième joueur mondial, prit le risque de jouer long, systématiquement. Donc de sortir des balles. Et il prit le parti de bombarder sans trêve ni relâche le revers du jeune Français, quarante-troisième joueur mondial. Ainsi, l'anesthésia sa volée et ses coups droits, ses armes principales.

Henri Leconte fit donc avec ce que l'autre lui laissa : son premier service, très bon, son courage, son nouvel appétit de victoire. A l'arrivée, l'écart entre les deux ne pouvait être que minime. Il le fut, mais il existait, indéniable, prix de l'expérience et du sang-froid.

Il n'empêche : privé ce jour de son jeu et de demi-finale pour le remoulage-chef suédois, Henri Leconte aura tout de même fait un excellent tournoi.

PIERRE GEORGES.

Les résultats du mardi 4 juin

SIMPLES MESSIEURS

(Quarts de finale)
1. McEnroe (E-U, 1) b. 7. Nyström (Sué, 9), 6-7, 6-2, 6-3, 7-6, 7-6 ; 4. Wilander (Sué, 4) b. Leconte (Fra, 34), 6-4, 7-6, 6-7, 7-6.

SIMPLES DAMES

(Quarts de finale)
2. C. Evert-Lloyd (E-U, 2) b. 1. Phelps (E-U, 36), 6-4, 6-0 ; 14. G. Sabatini (Arg, 17) b. 4. M. Maheva (Bul, 4), 6-3, 1-6, 6-1.

ALAIN GRAUDO.

EN BREF

Un jeune homme circulant à bord d'une voiture volée est tué par des policiers

Un jeune homme, âgé de dix-sept ans, circulant à bord d'une voiture volée a été tué par des policiers lors d'un contrôle routier pendant la nuit du lundi 3 au mardi 4 juin, à Louviers (Eure).

Alertés vers 2 heures du matin par un coup de téléphone anonyme rapportant que des inconnus tentaient de voler une Golf GTI, les policiers de Louviers se sont rendus sur les lieux, à la sortie de la ville. A leur arrivée, le conducteur de la Golf a foncé dans leur direction, affirmant-on du côté de la police. Les agents qui étaient descendus de leur véhicule et qui « se sont sentis menacés », ont ouvert le feu en direction de la voiture. Le conducteur fut alors demi-tour - deux balles avaient atteint l'arrière du véhicule - et prit la fuite. Une demi-heure plus tard, les policiers ont découvert sur le parking d'une clinique de Louviers le corps du jeune homme, d'origine nord-africaine, atteint à la poitrine d'une balle de 357 magnum.

Le commissaire de la Chaussée-d'Antin à Paris suspendu de ses fonctions. - Le commissaire Depouster, responsable du commissariat de police judiciaire de la Chaussée-d'Antin à Paris (9^e), a été suspendu de ses fonctions. Cette décision fait suite à l'inculpation pour vol et complicité de proxénétisme et à l'incarcération d'un inspecteur divisionnaire de ce commissariat, M. Georges Cosimi (le Monde du 4 juin).

Vol au musée du Capitole. - Un tableau de 25 cm x 10 cm du peintre flamand du seizième siècle Bruegel l'Ancien a été volé, dans la matinée du 4 juin, au musée du Capitole à Rome.

FOOTBALL COUPE DE FRANCE

Monaco et Paris-SG en finale

C'est une finale de la coupe de France inédite qui opposera, samedi 8 juin au Parc des princes, l'Association sportive de Monaco, déjà finaliste l'an dernier et victorieuse en 1960, 1961, 1963 et 1980, au Paris-Saint-Germain qui tentera de l'emporter pour la troisième fois en quatre ans après ses succès de 1982 et 1983. Les Monégasques, qui avaient gagné le match aller des demi-finales 2 à 0 ont préservé une partie de cet avantage en s'inclinant à Lille par 1 à 0, mardi 4 juin. Batuts 2 à 0 à Toulouse, les Parisiens ont réussi à remonter leur handicap au Parc des princes et se sont qualifiés, après prolongation, grâce aux tirs au but.

Depuis leur première victoire en 1982, obtenue aussi grâce aux tirs au but en demi-finale contre Tours puis en finale contre Saint-Etienne, les joueurs de Paris-SG croient en leur bonne étoile dans cet exercice qui relève pourtant de la roulette russe. Certain n'ont pas hésité à gagner du temps surtout durant les prolongations, sûrs, sans doute, de triompher à l'épreuve des nerfs.

L'enjeu était en effet, d'importance pour les deux clubs. Brillantes la saison dernière où le Paris-SG avait coiffé Toulouse sur le fil pour la quatrième place de championnat, qualificative pour la coupe de l'UEFA, les deux équipes, a priori renforcées, avaient abordé cette saison avec encore plus d'ambition. Hélas ! elles ont surtout luté pour éviter la relégation en fin de championnat. Seule une victoire en coupe pouvait encore sauver leur saison.

L'intérêt général du Paris-SG, qui rêve de disputer une quatrième coupe d'Europe consécutive, rejoignait aussi pour ce match l'intérêt particulier de plusieurs joueurs laissés dans l'incertitude quant à leur avenir. Le recrutement pour la saison prochaine de l'entraîneur lensois Gérard Houllier, du gardien de but Joël Batis (Auxerre), des défenseurs Michel Bibard et Fabrice Paullin (Nantes), Claude Lovitz (Metz), des attaquants Robert Jacques (Nancy) et Omar da Fonseca (Tours), laisse prévoir de nombreux départs. La coupe de France vient à point pour permettre à certains joueurs de se distinguer afin de prolonger leur contrat ou d'attirer l'attention d'autres clubs.

GÉRARD ALBOUY.

LA TRAGÉDIE DU HEYSEL

Confusions sur l'identité des victimes

Les corps de plusieurs victimes italiennes des incidents de Bruxelles ont été rapatriés dans des cercueils portant un autre nom et certains n'ont pas été reconnus après l'autopsie latente pratiquée par les médecins belges.

La première erreur a été découverte lundi 3 juin dans le Nord, près d'Udine, pendant les funérailles d'un supporter de cinquante et un ans. Sa femme, qui assistait à l'ouverture du cercueil, une deuxième autopsie devant être pratiquée par un médecin italien, s'est rendu compte que le corps n'était pas celui de son mari, mais d'un homme beaucoup plus jeune.

Quelques heures plus tard, dans un bourg proche de Reggio-Calabre (sud de la péninsule), une découverte analogue a été faite.

Un magistrat de Rome, le substitut du procureur de la République, Alfredo Rocca, a été chargé de l'enquête sur la tragédie de Bruxelles, a ordonné une nouvelle identification de toutes les victimes italiennes, ce qui entraînera l'exhumation de deux corps déjà enterrés. Selon le consul général d'Italie à Bruxelles, M. Alberto Galluccio, dans le chaos qui a suivi les incidents, après l'identification des victimes, les médecins militaires belges qui devaient les autopsier les avaient portées par groupes de trois dans la salle d'opération, ce qui n'a conduit aux erreurs constatées.

Par ailleurs, des médecins légistes italiens qui ont procédé à une seconde autopsie sur les cadavres, ont

découvert que certains d'entre eux avaient été décapités en morceaux et mis par la suite dans des sacs en plastique. Des scènes de colère ont éclaté lorsque les familles ont vu ce qui restait de leurs morts.

Le conseil municipal de Liverpool a d'autre part décidé d'envoyer une délégation à Turin le 17 juin afin d'essayer de rétablir quelques points. Des représentants de tous les partis politiques, de deux clubs de la ville (Everton et le Football club de Liverpool) et les deux évêques catholique et anglican ont été invités à participer à cette visite. La police de Liverpool a, de son côté, reçu des centaines de photos des incidents prises par des supporters anglais. Ces photos devraient leur permettre d'identifier les principaux responsables de la tragédie.

● L'incendie du stade de Bradford : une cinquième victime. - Une nouvelle victime de l'incendie du stade de Bradford, en Grande-Bretagne, M^{me} Muriel Firth, cinquante-sept ans, est décédée mardi 4 juin, portant à cinquante-quatre le nombre de morts à la suite de la catastrophe qui avait complètement détruit une tribune au cours d'un match de football, le 11 mai dernier. Trente-huit personnes blessées dans l'incendie sont encore soignées dans plusieurs hôpitaux de la région. Deux d'entre elles sont dans un état critique et trois autres gravement malades.

Le comité exécutif d'Interpol reçu par le ministre de l'intérieur

M. Pierre Joxe, le président de l'Organisation internationale de police criminelle, M. John Simpson, de nationalité américaine, et les onze membres du comité exécutif de l'Organisation, contrairement baptisée Interpol. Le ministre de l'intérieur a annoncé à cette occasion qu'il détachait auprès du secrétaire général d'Interpol, en qualité de chargé de mission, M. Gilbert Ragnaud, commissaire divisionnaire à la direction centrale de la police judiciaire.

● Nouvel essai nucléaire français à Mururoa. - La France a fait exploser, le mardi 4 juin, un engin nucléaire d'une puissance de 10 kilotonnes sur l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique sud, ont déclaré des sismologues néo-zélandais. Il s'agit de la sixième explosion nucléaire depuis le début des essais souterrains français, voici dix ans, à Mururoa. (Reuter.)

Les revers de la raquette française

Au-delà du sport et des gestes, le tennis est une industrie. Les marchands du temple, installés désormais dans les allées de Roland-Garros, en savent quelque chose. Or, si le tournoi parisien se porte bien, si les licenciés n'ont jamais été aussi nombreux, l'industrie, elle, décline. La chute des ventes de raquettes de 1983 à 1984 a été de 13,9 %, passant de 1,4 à 1,5 million. Et pour 1985 la Fédération française des industries du sport et du loisir s'attend à une nouvelle chute de 20 à 26 %. Le marché est en effet arrivé « à maturité » et devient

donc désormais essentiellement un marché de renouvellement.

L'effacement des nouveaux matériaux n'a d'ailleurs pas été favorable aux fabricants nationaux. Les importations ont ainsi représenté 229 millions de francs, et les exportations 91 millions. Taiwan par exemple est devenu le pays leader dans cette industrie. Comme les balles sont allées aussi très largement importées (1100 millions de francs contre 6,7 millions d'exportations), voilà près de 250 millions dépensés hors des frontières pour jouer au tennis.

Ariana Import-Export
TAPIS FAITS MAIN D'ORIGINE, CREVETTES, PRODUITS ALIMENTAIRES, etc.
Vente en gros pour tous pays : 86, avenue Habib-Bourguiba, Ariana (Tunisie)
Tél. : (1) 711020 et (1) 710174

550 من الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



L'As de pique

MILOS Forman

VINGT ANS AVANT

AUTORITÉ compacte, bloc de présence, Milos Forman, président du jury au festival de Cannes cette année, présente la palmarès à la télévision. Il est plutôt leconique, sans flou ni pathos. Il est d'une aisance absolue. Jusqu'à ce qu'il remette son titre en jeu, au prochain film, il est l'homme des huit oscars d'*Amadeus*.

Aujourd'hui, on ressort l'As de pique. Nous sommes en 1963, Milos Forman a réalisé deux documentaires, il a trente et un ans, c'est son premier long métrage de fiction. Dans les histoires du cinéma, dans les souvenirs, le jeune Forman allie humour et mélancolie, charme et légèreté. C'est ainsi que l'on perçoit l'avènement de la nouvelle vague tchèque.

Il fallait que les écrans de naissance soient bien empoussiérés pour que l'As de pique fasse figure de courant d'air frais. C'est l'effet-massue qui subsiste, une tendresse d'ours qui tempère à peine la cruauté du coup de patte.

La caméra fonce dans les corps féminins, joue des coudes, se colle. La grâce est dévolue aux garçons, pourtant maladroits, parfois pétards, inconscients des fluctuations de l'âme que Forman capte sur leur visage.

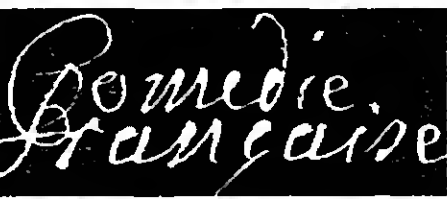
La psychologie intéresse le réalisateur comme paysage et non comme moteur d'une action. Les états d'âme des héros dans son libre-service (il

est payé pour prendre sur le fait les clients voleurs) guident la mise en scène, aussi bien que les longues séquences implacables où l'adolescent subit, chez lui, les leçons de morale paterne. Lorsqu'on peut s'échapper, au bal ou dans la nature, la liberté est encore un leurre, un réseau de frustrations, de gêne et de gaffes — l'un bégaye, l'autre perd sa culotte, le troisième le contenu de son verre — avec de très brefs éclairs d'enjouement.

La critique sociale est acerbe, qui assomme les adultes et le système où ils enserment les jeunes. Mais plus frappante est décidément la sélection opérée par l'œil de Forman, attiré par les mouvements incongrus, au bord du ridicule (par exemple, une masse de danseurs soudain secoués par le twist).

L'image de Milos Forman, telle qu'elle s'impose, à Cannes, est déjà là, construite, dans ce premier film où l'impétuosité dilate les temps habituels de l'image filmée. Dans l'As de pique, il y a l'énergie et la violence du cinéma. Cette force de lutte si particulière, si étrangère aux autres arts. Elle explique comment Forman a pu un jour être accepté des Américains, maîtriser les gros budgets, les super-productions, et le grand public.

CLAIRE DEVARIEUX.
* Voir les grandes reprises.



296.10.20
juin 85 en alternance

FEYDEAU COMÉDIES EN UN ACTE

Mise en scène de Stuart SEIDE les 2, 16, 26, 30 juin à 14 h les 1, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 16, 19, 21, 23, 27, 28 juin à 20 h 30

GOLDONI L'IMPRESARIO DE SMYRNE

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE les 9 et 23 juin à 14 h 30 les 2, 6, 14, 16, 20, 24, 26, 30 juin à 20 h 30

RACINE BÉRÉNICE

Mise en scène de Klaus-Michael GRÜBER les 11, 12, 15, 17, 22, 25, 29 juin à 20 h 30

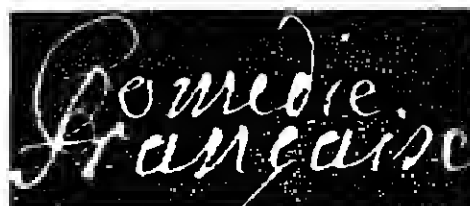
SAISON 1985-1986

PROGRAMMES ET ABONNEMENTS

seront à la disposition du public aux guichets de la Comédie Française à partir du JEUDI 20 JUIN 1985.

Pour les recevoir par courrier, il suffit de faire parvenir ce coupon dûment rempli, accompagné d'une enveloppe de format américain (11 x 22) libellée à vos nom et adresse, affranchie à 3,70 F à COMÉDIE FRANÇAISE LOCATION BP 266 - 75021 PARIS CEDEX 01

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TEL. _____



GUSTAV Leonhardt

LE CLAVECIN PARTAGÉ

« **J'**AVAIS fait du piano sans enthousiasme, mais, à quinze ans, en découvrant un clavecin (moderne) chez mes parents, ce fut le coup de foudre », dit Gustav Leonhardt. En 1943, Amsterdam, sa ville natale, était sous l'occupation allemande; les Leonhardt restaient confinés chez eux, un temps favorable pour se pénétrer de musique.

La paix revenue et ses humanités achevées, le jeune homme partit en 1947 à Bâle pour travailler le clavecin et l'orgue avec Eduard Müller, la musique d'ensemble avec August Weinzinger; puis, en 1950, à l'Académie de musique de Vienne, où il étudia la direction d'orchestre avec Hans Swarowsky. « Je passais de longues journées à lire des manuscrits et de vieux livres à la bibliothèque de l'Albertina. C'est alors que je fis la connaissance d'Harnoncourt, avec qui je jouais en particulier de la musique médiévale... »

Deux ans après, l'élève devient professeur de musicologie et de clavecin, dans la même académie, et publie une étude sur l'Art de la fugue. En 1955, il revient à Amsterdam pour occuper les mêmes postes au conservatoire et tenir l'orgue de la Waalsekerk; en 1958, il fonde un petit ensemble, le Leonhardt Consort; en 1969-1970, il donne des cours à l'université Harvard. « Je n'enseigne plus guère aujourd'hui, mais j'ai encore quelques élèves privés pour garder le contact avec la jeune génération et avec une « normale ». Cela me paraît nécessaire, car je voyage beaucoup, donne quelque cent vingt concerts par an, sans compter les disques — une vie fort agréable, mais tout de même un peu artificielle. »

L'expérience et la science immenses qu'il a acquises, il ne semble pas vouloir les faire partager autrement que par ses interprétations. Il n'a plus le goût d'entreprendre des ouvrages de musicologie : « On trouve partout des éditions en fac-similé de la musique ancienne : qu'y a-t-il d'autre à dire ? On lit le texte, et tout est dit. En revanche, j'aime écrire des livres sur les autres arts, sur l'architecture, sur ma maison en particulier. » Il habite ce petit effet une belle maison, construite en 1605, dans le vieux Amsterdam, où il a réuni des meubles anciens, des porcelaines et de nombreux ins-

truments, dont huit clavecins, un pianoforte, deux orgues...

Fant-il jouer sur des instruments d'époque correspondant aux œuvres qu'on interprète ? Leonhardt est moins rigide que ses adversaires ne l'imaginent : « Oui, nous doute, quand c'est possible, mais on ne doit pas se priver d'utiliser les clavecins ou les orgues qu'on a à sa disposition. » De la même manière, il ne croit pas qu'il existe une seule vérité dans le style et l'interprétation : « J'ai horreur des pédants. Ils sont nécessaires et ont fait un grand travail de défrichage, mais je déteste leur ton dogmatique, leurs exclusivités. Partant de bons principes, le musicien s'exprime ensuite en fonction de son tempérament. »

La prodigieuse explosion de la musique ancienne après la guerre n'a pas été le résultat d'un mouvement d'ensemble, mais d'abord le fait d'individus. Une situation était mûre, et, comme il advient souvent des découvertes scientifiques, la nouvelle manière est née en même temps dans des pays différents. « Mais elle s'est répandue comme une traînée de poudre. Le niveau des exécutions s'est élevé très vite, et maintenant tout le monde constate qu'il y a des degrés de qualité dans ce que l'on joue et la manière dont on le joue. Le public aussi, une poignée au début, est devenu une foule immense, passionnée et très avertie. »

Lui-même a évolué. Il n'est pas très satisfait quand il réentend ses anciens enregistrements, qui lui paraissent trop rigides. Il va toujours vers une plus grande liberté, « fruit de la maturité et de l'âge, naturellement. »

Cependant, il n'est pas du tout tenté d'élargir constamment son répertoire, comme Harnoncourt. « Mon champ d'action est limité par celui de mon instrument, orgue baroque ou clavecin », et il n'a pas envie d'aller au-delà, même jusqu'à Mozart, « bien que j'adore Mozart ». Il ne s'intéresse guère à Haendel, « qui écrit pour les foules », mais aime profondément Scarlatti, « dont cent sonates au moins sont des chefs-d'œuvre ». Les romantiques ne semblent guère l'inspirer (il ne joue plus jamais de piano), et encore moins les modernes.

En somme, la musique pour Leonhardt est un monde clos, fermé sur l'extérieur, parfait par lui-même, mais oulement austère

(à partir du 18 juin), il convoque Gustav Leonhardt et le metteur en scène Jean-Marie Villégier, à qui l'on doit d'éclatants spectacles à la Comédie-Française (*Cinna* et *la Mort de Saincte*), avec les compères habituels de ce dernier : décors de Carlo Tommasi, costumes de Patrice Cauchetier, éclairages de Philippe Arlaud.

Bien qu'il soit, avec Harnoncourt, le plus célèbre interprète de la « nouvelle musique ancienne », Gustav Leonhardt a donné peu de concerts en France, où il est surtout connu par ses nombreux enregistrements, comme chef (en particulier les cantates de Bach) et comme claveciniste. Il ne court pas après la célébrité, ni après les journalistes. Il est affable et discret, pudique. Un large front, un long visage très modelé qui s'affine vers le menton, un fin sourire comme enveloppé de silence, il a la gravité sereine des musiciens dans les tableaux de ses compatriotes hollandais, ceux de Ter Borch, par exemple. Il parle tranquillement, sans sécheresse, un très bon français, mais ce prolonge jamais l'échange au-delà du nécessaire. — J. L.

Gustav Leonhardt dirige le Couronnement de Poppée à Nancy. Il nous parle de sa vie, de son art, de son évolution, et de la musique ancienne.

que, le port et les attitudes d'origine, sur lesquels nous sommes très bien renseignés par maints ouvrages, pour qu'ils s'incorporent et deviennent naturels, comme le style baroque dans la musique et même la danse, qui a fait de gros progrès ces dernières années.

Sur le Couronnement de Poppée, « cet immense chef-d'œuvre dramatique où tout est musical », il aurait bien des choses à dire, que son spectacle nous dira le 18 juin. Une question qu'il vaut mieux ne pas lui poser : ne lui parlez pas du film de Straub, *la Petite Chronique d'Anna Magdalena Bach*, où, en 1967, il fut Bach en personne; c'est un péché de jeunesse dont le souvenir lui est aujourd'hui fort désagréable.

JACQUES LONCHAMPT.

Lui si pudique et introverti, quels sont ses rapports avec les sortiteurs en scène ? « A chacun son devoir : je ne me mêle pas de la régie, sauf si l'on touche à la musique, à son rythme, à son débit. Mais il me semble que nous, musiciens, allons bien plus loin dans le respect de l'œuvre, peut-être parce que souvent l'exécutant est lui-même musicologue. Je trouve scandaleuses ces mises en scène modernes qui prennent une pièce et la dévalent pour lui faire dire autre chose, lui imposer les préoccupations de notre temps. »

Leonhardt pense qu'on doit respecter la pièce, le décor, les gestes d'époque, autant que la partition. « C'est un tout auquel il ne faut rien changer. » Même chez Wagner, les Walkyries écorchées avec leurs casques à ailettes et les rochers de carton ? « Oui, oui. » Il n'en démord pas. Sans le dire expressément, il regrette quelques modernismes dans la réalisation de Nancy, en particulier les éclairages : il voudrait qu'on en revienne aux quinquets de Monteverdi. Mais il admire en Villégier « un merveilleux interprète du texte et des situations dramatiques », et il a un grand respect pour son travail.

D'ailleurs, s'il estime nécessaire de retrouver les traditions exactes, il reconnaît que tout ce qu'on fait actuellement dans ce sens est affreux. « La pratique théâtrale classique a des dizaines d'années de retard. On devrait peu à peu réintroduire le gesti-

FOOTBALL COUPE DE FRANCE

Angers et Paris-SG en finale

Après une finale de la coupe de France perdante qui opposa les deux clubs parisiens, l'Association sportive de Monaco, vainqueur de la Coupe de France 1984-1985, se qualifie pour la finale de la Coupe de France 1985-1986. Les Monégasques ont battu les Parisiens 2 à 0 au stade de France, le dimanche 3 juin.

Les Parisiens ont réagi à leur défaite en s'entraînant à Lillo par 1 à 0, mardi 4 juin. Ils ont battu les Lillois 2 à 0, jeudi 6 juin.

Les Parisiens ont réagi à leur défaite en s'entraînant à Lillo par 1 à 0, mardi 4 juin. Ils ont battu les Lillois 2 à 0, jeudi 6 juin.

Les Parisiens ont réagi à leur défaite en s'entraînant à Lillo par 1 à 0, mardi 4 juin. Ils ont battu les Lillois 2 à 0, jeudi 6 juin.

LA TRAGÉDIE DU HEUSE

La tragédie du Heuse, la tragédie du Heuse, la tragédie du Heuse...

La tragédie du Heuse, la tragédie du Heuse, la tragédie du Heuse... La tragédie du Heuse, la tragédie du Heuse, la tragédie du Heuse...

LA COMÉDIE FRANÇAISE

La comédie française, la comédie française, la comédie française... La comédie française, la comédie française, la comédie française...

LA COMÉDIE FRANÇAISE

La comédie française, la comédie française, la comédie française... La comédie française, la comédie française, la comédie française...

Comme dit Schiller...

LE THÉÂTRE ALLEMAND AU RENDEZ-VOUS DE BERLIN

La tendance générale, décidément planétaire, est au déniement. C'est une des vieilles fonctions du théâtre, mais ici, à Berlin, les points sont mis sur les i. Exemples : *Don Carlos* n'est pas cet hymne à la jeunesse qu'on attribuait à Schiller, c'est la démonstration que les vieux gagnent toujours. *Guillaume Tell* n'est pas une histoire suisse, c'est une vision prophétique de la montée du fascisme.

Deux pièces de Schiller sur dix spectacles, ce n'est pas vraiment un hasard. Bien avant Goethe, Schiller est écrit en grosses lettres sur le cahier des charges. Institution au théâtre, souvenir de l'école, Schiller, qui sait, est peut-être encore la scène primitive du rêve allemand : être ce peuple jeune et pur, toujours empêché, jamais battu. Depuis Weimar, du temps des Princes, après Weimar, la République, le message a toujours été bien reçu. Schiller était, avec Shakespeare, l'auteur classique le plus représenté sous le troisième Reich.

« Une interprétation républicaine, écrit le metteur en scène du *Wilhelm Tell* de Stuttgart, Günther Heyme, nous manquait encore. » La voici donc, à grands traits. L'action se passe du temps de l'occupation de la Ruhr, les grands bourgeois (les barons) du coin ont su noyauter la résistance du peuple contre l'occupation française, et déjà un nom est repris en chœur par les masses, le nom d'un homme parti de rien, d'une arbalète : Wilhelm Tell! Heil!

Toutes les coupes étant permises (la tradition du théâtre allemand le veut ainsi), reste, sur un fond de texte, le déroulement d'une fresque, comme on dit, à la

mesure des puissants moyens du théâtre de Stuttgart. Exemple de tableau : la moto pétaradante d'un officier français, le bourreau de la Ruhr, devenue le trophée de la victoire de cent figurants, tandis que sur deux écrans géants passent des extraits de *Metropolis* et des *Nibelungen*. On est quelquefois épaté. Le plus souvent, on décode. Les acteurs font ce qu'on leur a dit. Les figurants sont gauches, mais cela indique peut-être aussi : peuple manipulable.

Ces grands spectacles éducatifs, dans la tradition de Piscator, sont jugés aujourd'hui un peu dépassés. Entre-temps, une autre façon de « rétablir » Schiller s'est imposée, plus directe et plus économique : inutile de faire dire à Schiller que... il le dit ! Ainsi, à bien lire *Don Carlos*, on trouvera que ce prétendu idéaliste de Schiller était d'abord un politicien, qui comprenait, comme personne en son temps, les mécanismes du pouvoir. L'art de l'exégèse fait la renommée des metteurs en scène de la RDA, que l'on s'arrache depuis un an ou deux. C'est qu'ils passent aussi pour « savoir raconter une histoire » et surtout n'avoir pas oublié le maître mot de Brecht : soyez marrants (*lustig*) ! Dans la mise en scène d'Alexander Lang, une des étoiles de Berlin-Est, l'infant Don Carlos, grand dadais patétique, coiffé de chaussettes « bédésant » les costumes d'époque, le jeune marquis Posa, réclame à toute allure son catéchisme révolutionnaire, le nez au sol, ne font évidemment pas le poids devant les machines de l'acquisition.

La plupart des acteurs non plus, à ce régime amaigrissent, même quand il s'agit des acteurs d'un des premiers théâtres d'Allemagne, le Kammerspiele de Munich.

par JEAN LAUNAY



Libgart Schwarz et Jutta Lampe dans *Le Triomphe de l'amour*.

L'EFFET ZADEK

Glatt, c'est lisse, superficiel. Le théâtre doit déronger. De Schiller à Brecht, c'est écrit dans la charte du théâtre allemand. Le grand déstabilisateur du moment (mais cela fait déjà bien vingt ans), le plus renommé, c'est Peter Zadek.

A Berlin, Zadek était présent par deux mises en scène. L'une avec le Schauspielhaus de Hambourg, pour une comédie du même type que les *Démons*, *Temps perdu*, de John Hopkins. Non plus des ménages, mais des femmes seules face à des hommes qui sont tous de minables salauds. Les femmes le leur disent, dans un langage qui est censé faire rougir tous ces boys américains. Dans une mémoire de spectateur, c'est un record absolu d'obscénité. Zadek met cela en scène comme une pièce d'Ibsen, comme Nora. Les *shit* vite dits du texte américain prennent l'inconvenance et le poids du malheur, la pièce devient grave, on n'en peut plus. A la fin, le public applaudit debout, comme ce que tu prends détester. C'est l'effet Zadek.

On le retrouve dans son deuxième spectacle, *Ghetto*, avec cette variante : applaudit ce qui te fait le plus honte. *Ghetto*, présenté par la Volksbühne de Berlin, est la pièce d'un Israélien, Joshua Sobol. Elle veut montrer, à usage interne sans doute, que les juifs du temps de l'holocauste étaient des hommes comme les autres, divinisés et inégalement bons. Dans le ghetto de Vilna, des juifs qui veulent « sauver le minimum » l'un d'eux acceptera de faire lui-même la « sélection », collaborent avec un Allemand que les juifs, « culturellement », intéressent. Le médium de la culture, ce sont les danses et les chansons : les juifs de Vilna ont créé un théâtre. Chez

Zadek, c'est un époustouffant musio-hall, dont Colette Godard a décrit ici-même le faste et la maîtrise (1). La scène finale montre l'exécution à la mitrailleuse des derniers bistrions de Vilna. Zadek, quant à lui, ajoute un ultime et déchirant solo de clarinette. Noir. Tonnerre d'applaudissements. « La clarinette signale la survie de l'esprit juif, dit Zadek dans une interview, et l'image qui reste à la fin est : sans l'Allemagne, il n'y aurait pas eu d'Israël. » Pour le Festival, les édiles responsables ont fait appel au renfort moral du Théâtre de Haifa, qui a joué en hébreu la version « orthodoxe » de *Ghetto*. Hélas ! le Théâtre de Haifa n'est pas très bon, et, à la discussion, Sobol a paru d'accord avec Zadek, absent. Tortionnaire numéro un de la bonne conscience allemande, ou bien, au contraire, son allié, Peter Zadek était en tout cas la vedette de ce festival des Lumières.

Car même dans la *Maison de Bernarda* (la production la plus poétique et la mieux accueillie du Festival, à l'actif d'Andrea Breth et du théâtre de Fribourg), traditionnellement close sous l'éternel soleil d'Andalousie, la voix du chemin sous la forme d'un discours de Franco retransmis par la TSF, qui a « un meuble exprès ». C'est le lien visible entre la tyrannie maoïstique et la dictature politique.

Et le Burgtheater lui-même, trois fois représenté cette année — on n'avait jamais vu cela, — a fait appel à un metteur en scène de la RDA, Thomas Langhoff (dont on connaît bien à Paris le frère Matthias), pour diriger la sublime pièce de l'Irlandais O'Casey, *la Charrue et les Étoiles*. Langhoff

Les Berlinoïses se sont offert, comme tous les ans en mai, leur festival de théâtre.

La scène allemande, de Zurich à Vienne, de Hambourg à Munich, comparait devant un public réputé fin et chaleureux.

Dix spectacles sont choisis sur toute l'année

par sept sages de la critique,

parmi le bon millier de spectacles que produisent chaque année au moins cent théâtres subventionnés.

Otto Tausig et Ulrich Tukur dans *Ghetto*.



« raconte » bien la tragi-comédie des petites gens confrontés à la guerre civile, virevoltant entre les uniformes patriotiques, les robes qui viennent du pillage et les balles perdues. Le folklore irlandais est gommé autant qu'il faut afin que tous les peuples se reconnaissent, et l'ensemble serait bien assez poignant et *lustig* sans que certains acteurs en remettent. Vienneis incorrigibles !

C'est peut-être cela aussi le bilan du Festival : un aperçu de l'ac-

tuel rapport de forces dans le théâtre allemand entre les acteurs et les directeurs. Les célèbres dramaturges, troisièmes larons de jadis, sont, semble-t-il, en retrait. Les metteurs en scène, visiblement, s'en passent de mieux en mieux : il faut frapper fort, tatillon s'abstenir. C'est la leçon de Zadek. Quelques comédiens, à court ou à contre-courant, signalent leur force singulière. Peu, finalement, sur l'ensemble de dix spectacles.

« LE TRIOMPHE DE L'AMOUR »

Mais en ce mois de mai chaque jour ensoléillé, Berlin avait plus que le Festival dans son sac. Une première de la Schaubühne, tombant par hasard (?) au beau milieu de la parade officielle, a mis tout le monde d'accord. Salué comme une merveille par toute la presse allemande, le *Triomphe de l'amour* de Marivaux par Luc Bondy est, en effet, une merveille, qui rejoint la *Dispute* de Chéreau dans le souvenir des grandes soirées.

Le *Triomphe de l'amour* est la mise à sac d'une forteresse-folie. Au centre de celle-ci, une île de colonnes blanches en ruine, l'île du temple négligé, entourée d'un grand bassin d'eau, reliée par une voie difficile à l'allée circulaire, ceinte à son tour d'un haut rideau d'arbres, entrouvert pour nous. L'amour entre comme un voleur. On voit d'abord sa main sous la lune, tout en haut des arbres, qui jette une corde pour descendre. Léonide et sa complice sont dans la place, gentilshommes en bas et perruques, mais à peine Jutta Lampe a-t-elle parlé, suspendue à sa corde, avec sa voix d'or qu'elle n'élève jamais, on sait qu'on a affaire aux anges. Dans le spectacle qui va suivre, cela ne s'oublie jamais : en prenant tous les risques de la bouffonnerie, il est, d'un bout à l'autre, magique.

Des portes s'ouvrent dans la verdure, sur des lieux de chandeliers. Hermocrate et Léonide, le philosophe et la vieille fille, s'aventurent au-dehors, parés comme de beaux insectes, attirés par l'eau. Les valets y barbotent

bruyamment la nuit. Léonide y glisse une fois, dans son émoi, mais personne ne songe à rire quand, immergée jusqu'à mi-corps, somnolente dans sa robe, elle continue son chemin. Après l'entracte, le bassin est vidé et sale, les valets goguenards le nettoient à grands coups de balai ; il y a de la fumée, c'est Hermocrate qui brûle ses livres. Agis, son élève, s'enfuit comme un animal. Et tout à la fin, quand il n'y a plus rien à apprendre de cette désolation, le rideau d'arbres se ferme devant nous, écrase la robe de noces que Léonide ne mettra pas. L'ange exterminateur a en tout juste le temps de passer de notre côté, Jutta Lampe, qui fait « ouf » (à peine) et s'en va.

Rien à décoder ici. L'image passe dans l'instant, on ne passe pas. Les sorciers de la Schaubühne font tout passer. On connaît bien l'équipe Karl-Ernst Hermann aux décors, Moïdele Bickel aux costumes (*le Prince de Hambourg* de Peter Stein, il y a déjà si longtemps !). Des acteurs comme Jutta Lampe ou Thomas Holzmann sont illustres. Mais toutes ces forces additionnelles n'expliquent pas la qualité intacte depuis quinze ans de cette prodigieuse maison : la Schaubühne de Berlin. Luc Bondy prend la succession de Peter Stein à sa tête. Tout va bien. On ne verra pas à Paris son *Triomphe de l'amour*. Un échange espéré avec Chéreau et Nanterre n'aura pas lieu. Quel dommage...

(1) *Le Monde* du 17 octobre 1984.

VIENNA PERENNIS

L'exception vient des vieux, qui ont le beau rôle, en particulier du roi Philippe, qui seul, parmi ces marionnettes bien tenues, compose un personnage tortueux et obscur à souhait. Le public lui fait un triomphe. De l'acteur, Ronald Pekny, on raconte que pendant les répétitions, en pleine transe, avec des larmes, et sentant sur lui le regard contrarié du metteur en scène, il se serait brusquement mouché et aurait dit avec son sourire et son accent viennois : « Je sais. C'est pas ça que vous voulez. »

« Je-vous-le-fais-comment ? » est la carte de visite des acteurs viennois, on peut même dire leur carte d'embauche. Aucune troupe allemande ne peut se passer d'eux. Quand ils sont tous ensemble dans le bien-nommé Burgtheater de Vienne, ils sont redoutables. D'abord par la masse : cent cinquante comédiens permanents, sociétaires inamovibles après dix

ans de service. Et par la tradition : « Je vous le fais comment ? » sous-entend « tu ne l'inventeras pas ».

Virtuose ou conventionnels ? Les opinions sur la « manière viennoise » sont divisées. Une grande partie du public berlinois a bué le quatuor de stars (le visage stupéfait de l'une d'elles devant le rideau) que le Burgtheater présentait dans une comédie moderne et suédoise de Lars Norén, *Démons*. Scènes de ménage dans le sillage d'Albee, mais à la puissance Freud, et d'un ton nettement plus haut sur l'échelle scatologique. Dans un décor design, verre et cuir, les quatre acteurs viennois s'en étaient donné à cœur joie. Et des sifflets ? Trop *glatt*, ont dit les gens lors de la discussion publique. Car chaque spectacle est suivi de discussions avec le public, une le soir même, une le lendemain à midi, quand on a bien réfléchi.

ABONNEMENTS 85/86 : 260.94.27

IRCAM

BARENBOIM / BOULEZ
EUROPE : JEUNES COMPOSITEURS
KAGEL
FESTIVAL DE QUATUORS
SCHOENBERG PLUS...

MAISON DU DANEMARK
142, Champs-Élysées - M° Étoile

TRACES
sculptures - collages - gravures
INGE-LISE KOEFOED
Tous les jours, de 13 h à 19 h - Dimanches et fêtes de 15 h à 19 h
JUSQU'AU 1^{er} SEPTEMBRE 1985 - Entrée libre

DERNIÈRES

Théâtre des Amandiers / Nanterre

QUARTETT
de Heiner MÜLLER
d'après LACLOS

Mise en scène Patrice CHÉREAU
avec Roland BERTIN, Michelle MARQUAIS

LOCATION : 721.18.81 - 3 FNAC 19 avril / 10 juin 21h

109

GROUPE CENT-NEUF
Peinture, Sculpture, Architecture,
Audio-visuel

« REGARD SUR LA VILLE »
GRAND-PALAIS
du 4 au 23 juin, T.L.J. de 11 à 19 h.

GALERIE DE LA PRÉSIDENTE

90, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8^e), 265-49-60

ALBERT MARQUET
Jusqu'au 29 juin

هكذا من الأصل

Diane Arbus

LE SACRE DE MISS CATASTROPHE

De toute sa vie, qu'elle écourtée, on le sait, à l'âge de quarante-huit ans, Diane Arbus n'a cessé de faire des déclarations catastrophiques. A son professeur Lisette Model : « Je veux photographier ce qu'est le diable. » A ses élèves : « Je crois que je suis un peu hypocrite. » Devant un de ses portraits : « Tout me donne un sentiment de jubilation céleste. Je m'entends prononcer : c'est merveilleux ! et j'ai devant moi une horrible femme au visage horrible. Je ne voudrais pas avoir cet aspect, jamais. Je ne voudrais pas que mes enfants aient aujourd'hui cet aspect, non, jamais, comme je ne voudrais jamais l'embrasser de ma vie. Mais, indiscutablement, elle représente pour moi quelque chose de merveilleux. » A propos d'un camp de nudistes : « C'était le camp le plus miteux et, à cause de cela, ou pour une autre raison, c'était le plus formidable. L'endroit tombait en morceaux et l'herbe ne poussait pas. » A propos d'un bal pour handicapés : « On avait tout à coup l'impression d'être un peu comme une star de cinéma. L'impression, je veux dire, d'être tout à coup absolument sensationnelle, à cause des circonstances. »

Ces citations ont été compilées par Patrick Roegiers, qui propose aux Éditions du Chêne un *Diane Arbus ou le rêve du naufrage* (quelques mois avant son suicide, en 1971, elle rêve que le naufrage d'un paquebot dont elle est l'une des passagères lui permet de photographier « tout ce qu'elle souhaite »). Sa dérive analytique sur les films de l'œuvre (le monstre, le corps, le masque) nous guide nécessairement vers elle.

A refaire aujourd'hui l'album posthume de Diane Arbus (publié en 1972 par Aperture et au Chêne en 1973), devenu un objet sacré de la photographie américaine, on mesure quel détonnant médiéval il est de gens très ordinaires, du commun des mortels, d'archétypes d'humanité, et de gens

très extraordinaires, très différents des normes physiologiques et esthétiques, archétypes par leur façon involontaire ou délibérée de s'en démarquer : nains, travestis, mongoliens. La bizarrerie des uns efface la transparence des autres, qu'on pourrait croiser sans les voir, nous les désigne en réévaluant leur banalité, en la mettant en cause et en lumière, tandis que l'« anodin » (anonyme-anodin) des autres transparait sur l'excentricité des premiers, la gomme un peu tout en l'humanisant, en l'aggravant. L'artificialité à la fois explose et se désintègre au contact d'un prétendu naturel. L'innocence devient louche dans la proximité des spécimens d'une dévotion originelle. L'édon contre-plaqué des naturalistes dissimule mal les moissures de l'enfer ; les sorcières ont des sourires de fée ; les bébés des facès de vieillards. Si Diane Arbus n'avait photographié que des monstres, l'œuvre aurait été mineure, clinique, mais elle les a associés aux catégories courantes et familières. M. Muscle est devenu M. Tout-le-Monde, qui, lui, est devenu une perle.

Si l'on parle de Diane Arbus, il faut tout de suite recourir à Sander, qui l'a précédée dans un projet beaucoup plus ample et fou : être un homme de science du portrait, appliquer à ce genre photographique un cours des découpages illimités des méthodologies. Partant du haut de l'échelle nationale (on des fondements vers les dégradations), il la descend à reculons, vers le ruisseau et le tombeau ; le sang terrien fait place au sang mêlé des villes, le bourgeois au chômeur, l'enfant au cadavre ; curieusement, les forains, que Diane Arbus s'est aussi plu à photographier, prennent position vers la fin de la nomenclature de Sander, entre les artistes et les clochards. Les nains sont encore plus loin, entre les aveugles et la victime d'une explosion, juste avant les morts. Les modèles de Diane Arbus sont aussi des



Club de célibataires à South Bay

Rose pétale pour le goûter en attendant la pâleur des fêtes Harper's Bazaar (1962).



s'appliquer à préserver, laissant des photos au dos desquelles il est écrit qu'on ne doit en aucun cas les rendre publiques avant l'an 2014, sorte de pythie qui garderait en réserve de sa notoriété quelques miroirs déformants à tendre encore au monde.

Ses proches ont décrit deux éléments cruciaux dans l'appartenance à New-York de Diane Arbus : un paravent sur les deux faces duquel elle épinglait les premières épreuves de ses photos, les faisant concourir avec des cartes postales et des photos d'amateur (c'étaient celles qu'elle jalouait le plus), et, juste au-dessus de son lit, un tableau noir d'école où elle program-mait à la craie ses prochaines prises, tableau d'une chasse dont les rendez-vous étranges devaient juguler ses rêves.

Le journalisme a été important pour Diane Arbus, pas tellement pour la satisfaction ou le désespoir de voir son travail mis en page (ou refusé souvent ses reportages) ni pour l'argent (on la payait plutôt mal, quand on la payait), mais parce qu'il lui a servi de façade, de carte de visite et d'accréditation pour des démarches qui autrement auraient été taxées de vicieuses. C'est en tant que journaliste d'Esquire qu'elle a pu pénétrer avec son appareil dans un camp de nudistes. Et sous le couvert de Look qu'elle a tenté, en vain, de forcer la porte d'un pénitencier de condamnés à mort. Peut-être voulait-elle les dériver, mais on retrouve d'abord là le moteur de la plupart de ses photographies et de ses déclarations : donner à voir l'inmontrable, dépasser la ligne d'outrance au-delà de laquelle une photographie cesse d'être inconvenante.

Aperture, en Amérique, suivi de Herscher pour l'édition française, regroupe maintenant dans un album de même format que la monographie qui lui est consacrée l'ensemble de son travail journalistique, avec ses articles publiés ou inédits. Diane Arbus entretenait une curiosité à l'égard de ses sujets (elle se prenait parfois pour la princesse d'un conte de fées), elle était capable de fouiller leurs poches, leurs conversations ou leur passé dans l'espoir de dénicher une incongruité inédite. Elle les aimait aussi certainement plus qu'ils ne la dégoûtait. Elle ne le lui rendaient pas toujours. Mae West, en voyant les photos que Diane Arbus avait prises d'elle, s'est exclamée : « Peu flatteuses, cruelles et pas gracieuses pour un sou. » Elle visait juste, la grâce et les disgrâces devaient être le principal souci de Diane Arbus.

HERVÉ GUBERT.

* Diane Arbus ou le rêve du naufrage, de Patrick Roegiers, aux Éditions du Chêne, 115 F.
* Diane Arbus photographes de presse, aux Éditions Herscher, 340 F.

Guru Dutt

POÈTE, PREND TA CAMÉRA

« Assoiffé », un somptueux mélodrame où Guru Dutt, artiste complet du cinéma, s'engage tout entier, entre une virtuosité à l'américaine et des codes commerciaux indiens.



Guru Dutt dans Assoiffé

L'ANNÉE de l'Inde va amener sur les écrans français, et d'abord à la salle Garance du centre Gauguin-Pimpidu, quelques-unes de ces superproductions qui fascinent nos imaginations d'Occidentaux par leur démesure et par un mauvais goût proche du kitsch. Mais elle a déjà commencé, cette année, avec la présentation récente et presque simultanée de deux œuvres représentatives de la « qualité indienne » : la Route des Indes, de David Lean, d'après le roman de E. M. Forster, et le Monde, de Satyajit Ray, d'après le roman de Rabindranath Tagore. Voir les deux films à peu d'intervalle, comparer ces deux tentatives de cinéastes, au crépuscule de leur carrière, c'est pénétrer avec un plus ou moins grand bonheur dans une culture, une tradition, à travers deux sensibilités, l'une bri-

tannique, l'autre bengalis, qui en un sens se rejoignent.

Les hasards du business et l'initiative d'un distributeur avisé vont permettre aux spectateurs français de découvrir au même moment l'un des plus somptueux mélodrames de l'histoire du cinéma indien, et aussi bien mondial : un film unique en son genre par son effort désespéré de concilier la grande tradition ciné-

matographique américaine à la Orson Welles et à la Frank Capra et ce cinéma commercial hindi aussi codifié dans sa vulgarité criarde que la comédie d'ell'arta, avec la réouverture de chansons défilantes et l'introduction d'intermèdes comiques assez douteux.

A ces conventions, fidèlement respectées, Guru Dutt, le producteur, réalisateur et interprète de Pyassa (connu d'abord sous le titre bouganien de la Soif, devenu aujourd'hui Assoiffé), apporte une dimension nouvelle, un aspect confessionnel, portrait dans un miroir.

Vijay (Guru Dutt), poète, dès les premiers plans, rêve d'un monde meilleur et pur ; il n'affronte la nature, fleurs et papillons, que pour mieux se consoler de son échec, de la mise au rebut de ses poésies. Elles servent ultimement de papier

d'emballage. Au foyer, ses deux frères méprisent, lui, le faignant, cependant que sa mère, compréhensive, s'avoue prête à la suivre au bout du monde pour l'aider à réaliser un jour ses ambitions. Vijay erre dans la ville, ses attirés par une prostituée, Guleb (Waheeda Rehman), qui fradonne une de ses œuvres. Car c'est là le miracle, et l'originalité assez rare de Pyassa : que la musique et le chant, pour une fois, loin d'être un artifice, expriment brusquement les idées du destin, ces coups de pouce qui transforment nos existences et servent à exhiler un état d'âme.

Guleb renvoie ce client sans argent. En la quittant, Vijay laisse tomber une feuille de sa poche, et elle se rend compte après son départ qu'il était l'auteur du poème qu'elle fredonnait. Mendiant, vagabond, Vijay aperçoit au coin d'une rue la jeune femme qu'il a aimée autrefois, mariée à un riche éditeur. Elle a choisi très froidement la confort et l'assurance du lendemain à la vie qu'il lui proposait. Les éléments d'un triangle sont posés, le film peut s'envoler, reculer les frontières du mélodrame. Vijay voit partout la misère autour de lui. Un jour, il donne sa veste fripée à un clochard qui, un peu plus tard, se jette sous un train.

Le temps passe, Vijay est devenu célèbre, grâce à Guleb qui a rassemblé ses économies pour permettre la publication de ses poésies. Vijay, malade, apparaît au balcon de l'immense théâtre où la foule se presse pour l'honneur : scène magnifique, morceau de bravoure comme on n'en voit plus guère aujourd'hui. Rejeté une fois de plus — on n'a pas voulu le reconnaître à l'hôpital, sa mère est morte, ses

frères l'ignorent, de même que l'éditeur qui l'a enfin imprimé, — Vijay apostrophe la foule et le monde qui l'ont mis au rebut de l'humanité. Le film s'achève sur un second bain de foule encore plus extraordinaire. Vijay, enfin célèbre, refuse la gloire, le mensonge de cette société sans âme.

« Ce monde où le destin, d'un homme ne vaut rien, Où le devoir, le cœur, N'ont pas plus de valeur, Un monde où la passion Est prise en dérision. »

Le miracle de Pyassa, c'est ce mélange d'un genre et d'un message, du style et de l'émotion : d'un côté, la virtuosité d'un M. Smith au Sinar ou d'un Citizen Kane (avec ces cadrages expressionnistes, ces plans de la caméra, parallèles à ceux du cœur, qui sont à eux seuls tout un programme) ; de l'autre, l'angoisse de vivre, l'impossibilité de rester soi-même.

Guru Dutt devait se suicider sept ans après Pyassa, le 10 octobre 1964. Aucun artiste parvenu ainsi au faite de la puissance, dans un univers aussi hostile que celui du cinéma, n'a pareillement engagé son existence. Pyassa, tourné en noir et blanc — la couleur n'avait pas encore conquis le marché indien, — d'une durée nullement excessive à l'échelle du mélo hindi — un peu moins de deux heures trente, — nous prend par moments à la gorge par ce qu'il dit aussi bien sur le destin de l'homme dans la foule que sur l'avenir d'un sous-continent qui s'extrait à peine de la misère la plus accablante.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films suivants.

SAGOT - LE GARREC
24, rue de Four (9^e) - 328-43-38
A. ANTONINI
Gravures et aquarelles
Jusqu'au 29 juin

CENTRE HONGROIS
15
ARTISTES MAGYARS
modernes et contemporains
(peintures, sculptures, tapisseries)
du 5 au 15 juin 1985
de 11 h à 19 h (sauf dimanche)
88, avenue Kléber, PARIS-16^e

GALERIE CAILLEUX
136, Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
OEUVRES DE JEUNESSE
de WATTEAU à INGRES
du 3 juin au 12 juillet

DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, 75007 PARIS. Tél. : 222-77-57
CLAISSE
les averbaux
vernissage jeudi 6 juin 1985 à 19 h

2^e Festival
de
L'ANTIQUITÉ
Arts et Loisirs
6 au 16 juin 1985
12 heures à 22 heures
PARC de ST CLOUD
LE LAC DE LA FLEUR
Mairie de Saint-Cloud et Parc de Saint-Cloud
E. EXPOTRIELLES - 347 38 00

GRUPPE CENTRE
BEGARD SUR VALLÉE
CHAMPAIGN
ALBERT MARQUET
Jusqu'au 29 juin

Sélection

THÉÂTRE

« Ruy Blas »
au Théâtre
de la Renaissance

Une cérémonie qui ressemble à une messe, par Denis Llorca. La Reine est l'image vénérée, Don Salluste, le faiseur d'ombres, Don César, la vie, et Ruy Blas, le serviteur de ce rituel. Chaque geste est ici important. Une main qui se tend indique le désespoir de la Reine; une révérence devant genouflexion ou la marque d'une soumission. Les décors ont des couleurs, des nuances qui soulignent le noir menaçant. Si un poème s'écoute parfois plus subtilement en fermant les yeux, il faut regarder Ruy Blas et se recueillir. — C. B.

ET AUSSI : *Hélène 1927* au studio des Mathurins (Hélène Surgère et Joséphine Stoleru). Le Paradis sur terre à l'Aquarium (Christiane Cohendy). En attendant Godot à l'Atelier (Michel Bouquet, Rufus, Georges Wilson). Quatre à Nanterre. Théâtre des Américains (Michelle Marquis, Roland Bertin, jusqu'au 10).

CINÉMA

« Le Baiser
de la femme araignée »
d'Hector Babenco

En Amérique latine, deux hommes enfermés dans une même cellule. Raul Julia, détenu politique emprisonné à ses illusions révolutionnaires, William Hurt, mouton homosexuel en quête de romance, et qui invente la romance à partir d'un

mélo minable du cinéma nazi - dans lequel la vedette brésilienne Sonia Braga dessine une composition époustouflante.

Les deux hommes s'affrontent, apprennent à se connaître, ils échangent leurs rêves, Raul Julia meurt en imaginant partir dans l'île de la femme araignée. William Hurt meurt pour avoir pris contact avec les « amis » de Raul Julia. Il a reçu le prix du meilleur acteur au Festival de Cannes, il est fantastique. — C. G.

ET AUSSI : *Escalier C* de Jean-Charles Tacchella (tableau de mœurs de la critique d'art). *Des éternités* à la retraite, de Mosco Bouza, le film sur l'affaire Manouchian qui n'a pu passer à la télévision. *Les Enfants* de Marguerite Duras. *Ensemble*, le drôle n'a plus à l'école. *Brooklyn* de Woody Allen (le prodige qui a précédé la *Rose pourpre de Caire*, *Nostalgie*, d'André Tarkovski lumineuse déambulation intérieure, entre exil et exaltation).

MUSIQUE

Haendel et Vecchi

Le tricentenaire Haendel se poursuit brillamment à Paris avec une merveilleuse production de *Rinaldo*, mise en scène de Pizzi, l'Orchestre de Paris, dirigé par Sir Charles Mackerras, et une belle distribution : Teresa Berganza, James Bowman, Valérie Masterson, etc. On y retrouve les héros de la Jérusalem délivrée, en particulier les célèbres Renaud et Armide (TMP Châtelet, les 11, 14, 16, 18, 21, 23). Autres événements haendéliens : *l'Alexander's Feast*, dirigée par J. Grimbart (Sorbonne, les 6 et 11), et la version mozartienne du *Messie*, par l'Orchestre de Paris, direction Barenboim (Pleyel, la 9).

Remontant plus haut, on ira voir un ancêtre de l'opéra, le fameux *Amfiparnaso* d'Horatio Vecchi, délicieuse guirlande de madrigaux de la fin du XVI^e siècle, joué par les Scalzani et accompagné par l'Ensemble 34/21 (Théâtre de Paris, jusqu'au 10 août, sauf dimanche et lundi). — J.L.

ET AUSSI : Quinziesme Festival des musiques expérimentales (Bourges, jusqu'au 16); Brahms et Fauré, par le Quatuor hotel de musique, les 8 et 9, au Centre national, dir. S. Ozawa, avec M. Argovitch (Champs-Élysées, les 6 et 7); inauguration de l'Acropolis de Nice : 20 h 30.

Sanson et Dalila, de Saint-Saëns, direction Georges Prêtre, avec P. Domingo (Nice, les 9, 12, 16, 19); *Année de l'Inde* : concert de percussions (Maison des cultures du monde, le 9, à 18 h et 21 h, et le 10); *Betty Jones* sera Nôbe par ses amis dans un concert où ses propres œuvres alterneront avec celles de Puccini et de Liszt (Théâtre de Chaillot, grand foyer, le 10 juin); Christian Naldi et Jacques Rouvier (SACEM, Noddy, le 11).

VARIÉTÉS

Nuit française

La Nuit de la variété française, organisée par la FNAC, propose, vendredi 7 juin au Zénith, une sélection d'espoirs de la chanson : Lennback, Jean-Pierre Mader, Rita Mitsouko, Mili Mogenot, Raoul Patite. Chaque artiste interprétera trois titres. Le public jouera le rôle du jury et choisira par un procédé vidéo de voter l'interprète favori. Celui-ci aura la possibilité de réaliser un vidéo-clip financé par les services audiovisuels de la FNAC. Un concert de Bashung clôturera la manifestation. — C. F.

JAZZ

Betty Carter
au New Morning

Elle est musicienne jusqu'au bout des lèvres, déforme son visage et se tord le corps au rythme de la voix. Elle est de la trempe des plus grandes, Sarah Vaughan, Carmen McRae ou Ella Fitzgerald, mais reste moins connue. Betty Carter chante comme elle respire. Elle y ajoute une expressivité et un sens du jazz (mise en place, phrasé, improvisation) qui font de sa respiration l'élément le plus puissant, le plus théâtral de sa musique. Au New Morning, les 7 et 8 juin, 21 h 30. — F. M.

ET AUSSI : *Quarante Nonet à Dunois*, les 8 et 9 juin, à 20 h 30.

DANSE

Anne Teresa de Keersmaecker
au Théâtre de la Ville

C'est grâce à cette petite jeune fille lucide et décidée et à quelques complices que la danse en Belgique sort enfin de l'ornière néo-classique et prend une option « moderne ». Très pragmatique, Anne Teresa de Keersmaecker s'est emparée du style « post-moderne américain » et a construit à partir du minimalisme un langage personnel : gestes courts, séquences répétitives, phrases élaborées à la Lucinda Childs mais subverties de l'intérieur par la projection de fantasmes et le sentiment angoissant de la douceur et de la fragilité. — M. M.

ET AUSSI : Soirée de ballets à l'Opéra de Paris : *Washington Square* de Rodolphe Nouriss, d'après Henry James (création); *Mouvement, Rythme, Étude* de Maurice Béjart (création); *Le Chant de la terre* de K. Mac Millan; *Les Barbares*, par la compagnie Terrain vague à Déjant.

EXPOSITIONS

Félicien Rops
au Musée des arts décoratifs

Le Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, énarque institution qui fait face à Beaubourg et propose, à partir du 7 juin, une exposition consacrée à Tintin (« On a marché sur la Lune »), avant, voilà cinq ans, présenté un bel ensemble Félicien Rops. Le Musée des arts décoratifs prend la relève avec 70 peintures et 160 dessins ou aquarelles, divers livres, gravures et affiches : au total plus de 400 numéros. C'est la première grande rétrospective consacrée en France à cet artiste belge, mort à la veille de 1900, et qui connut, pour de vrai, pour de rire ou pour pleurer, tous les hommes de lettres de son temps. Une singulière personnalité, une œuvre qui surprendra par sa richesse, sa lucidité, ses merveilles et son humour. — F. E.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

LES IMMATÉRIELS. Espace com-
muns. 51 place. Jusqu'au 13 juillet.

JEAN-PIERRE BERTRAND - DAVID TREMBLETT. Dessins, PALERMO, Rétrospective, UNE AUTRE COLLECTION POUR LE MUSÉE - ATELIER POLAROID. Jusqu'au 19 août. Galeries contemporaines.

LIVRIÈRES. Je pense à vous. Jusqu'au 3 août. CCL.

LA VOIX. Maintenance et ailleurs. Jusqu'au 10 juin. BPL.

DES YEUX AU BOUT DES DOIGTS. Le joueur de flûte. Bibliothèque des enfants. Place. Jusqu'au 10 juin.

OPERA BASTILLE. Avant-première. Grand foyer. Jusqu'au 30 juin.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-15-33).

Musées

RENDIR. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (126-54-101). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F; le samedi : 16 F (gratuite le 8 juillet). Jusqu'au 2 septembre.

SALON DES INDÉPENDANTS. De la Bible à nos jours. 3000 ans d'art. Grand Palais (126-54-101). T.J. de 10 h à 20 h; mardi jusqu'à 22 h. De 6 juin au 26 juillet.

JAMES TISSOT. 1834-1902. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (1742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse et monumentale. Petit Palais (voir ci-dessus).

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 x 13 de J.-H. Lartigue. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (126-54-101). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART. 1980-1984. Musée du Louvre, entrée porte Saint-Germain/Auxerrois. Pavillon de Flore (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 heures. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 17 juin.

LES PORTRAITS D'INGRES. Peintures des années passionnées. — LE DES- SIN A GÈNES DU XVI^e AU XVIII^e SIE- CLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jauréguil (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 septembre.

Cours de dessin et d'aquarelle au musée du Louvre
955-29-03

LES ANTIQUAIRES AU CHÂTEAU DE VERSAILLES

A L'ORANGERIE. VENDREDI 31 MAI - DIMANCHE 9 JUIN
ROUTE DE SAINT-CYR. VASTE PARKING

QUATRE-VINGT-QUINZE DES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES
VENUS DE TOUTE LA FRANCE. EXPOSENT SUR 5000 M²
DES CENTAINES DE CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART.

TOUTS LES JOURS DE 11 H À 22 H. NOCTURNES JUSQU'À 23 H.
VENDREDI 31 MAI. VENDREDI 7 JUIN.

UN RENDEZ-VOUS EXCEPTIONNEL
AVEC L'EXCEPTIONNEL

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Rodin / Cinq photographes contemporains
Tom DRABOS, Kirsten HALL, Bruno JARRET, Bertrand TINTAUD, Holger TULZSCH
TOUS LES JOURS (sauf mardi) : 10 h à 18 h et 14 h 30 à 17 h 45
DU 3 MAI AU 17 JUIN

LES ANTIQUAIRES AU CHÂTEAU DE VERSAILLES

A L'ORANGERIE. VENDREDI 31 MAI - DIMANCHE 9 JUIN
ROUTE DE SAINT-CYR. VASTE PARKING

QUATRE-VINGT-QUINZE DES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES
VENUS DE TOUTE LA FRANCE. EXPOSENT SUR 5000 M²
DES CENTAINES DE CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART.

TOUTS LES JOURS DE 11 H À 22 H. NOCTURNES JUSQU'À 23 H.
VENDREDI 31 MAI. VENDREDI 7 JUIN.

UN RENDEZ-VOUS EXCEPTIONNEL
AVEC L'EXCEPTIONNEL

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Rodin / Cinq photographes contemporains
Tom DRABOS, Kirsten HALL, Bruno JARRET, Bertrand TINTAUD, Holger TULZSCH
TOUS LES JOURS (sauf mardi) : 10 h à 18 h et 14 h 30 à 17 h 45
DU 3 MAI AU 17 JUIN

LES ANTIQUAIRES AU CHÂTEAU DE VERSAILLES

A L'ORANGERIE. VENDREDI 31 MAI - DIMANCHE 9 JUIN
ROUTE DE SAINT-CYR. VASTE PARKING

QUATRE-VINGT-QUINZE DES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES
VENUS DE TOUTE LA FRANCE. EXPOSENT SUR 5000 M²
DES CENTAINES DE CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART.

TOUTS LES JOURS DE 11 H À 22 H. NOCTURNES JUSQU'À 23 H.
VENDREDI 31 MAI. VENDREDI 7 JUIN.

UN RENDEZ-VOUS EXCEPTIONNEL
AVEC L'EXCEPTIONNEL

117, rue de Bac (222-50-60). Jusqu'au 28 juin. Sauf mardi, de 10 h à 18 h.

ARTISTES MANITOBAIENS. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (351-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

CARL KYLBERG (1873-1952). Peintures, aquarelles, dessins. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (351-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

INGE-LISE KODEFOED. Traces. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées (146-84-20). De 13 h à 19 h; dim. et fêtes, de 15 h à 19 h. Entrée libre, jusqu'au 1^{er} septembre.

JULIO VILLANI. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 juin.

AUTOUR DU PARFUM. Du XVI^e au XIX^e siècle. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LEON GISCIA. Peintures, dessins, aquarelles, etc. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 6 juillet.

PRIX WHANKL. Ancien musée de l'Assistance publique, 13, rue de Scipion. Sauf dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 14 juin.

D-M. SAVINKE. BIME-GALIE, 52, rue de l'Hôtel-de-Ville (278-67-08). Sauf dim. et lundi, de 16 h à 19 h. Jusqu'au 22 juin.

MARC PESSIN. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (236-27-53). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 septembre.

Galerie

LE SALON DE PEINTURE. Maîtres anciens. 54, rue de la Harpe, 17, quai Voltaire (361-02-01). J.M. Tasse, 17, quai Voltaire (361-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA PEINTURE POUSSÉE À BOUT. Américains. Bichoffshausen, Jean, Lucien, 10, rue de Valenciennes (354-45-45). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 30 juin.

LES NOCES CATALANES. Barcelone-Paris 1870-1970. Jusqu'au 27 juillet. KENNETH ARMITAGE. Sculptures 1948-1984. Jusqu'au 20 juillet. SONIA DELAUNAY. Les Simultanées, 1928-1985. Artcurial, 9, avenue Matignon (239-16-16).

TOSANI. Galerie Durand-desert, 3, rue des Hauteries (277-63-00). Jusqu'au 29 juin.

DE WATTEAU A INGRES. Œuvres de jeunesse. Galerie Cailloux, 136, faubourg Saint-Honoré (359-25-24). Jusqu'au 12 juillet.

LACS ET ENTRELAIS. Travaux de P. Bloch, E. Devolder, A. Lambotte. Galerie 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 29 juin.

MATIERE ET MEMOIRE. Essai, Fontaines, Mackendree. Galerie Isy Brochot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 12 juillet.

DES ARTISTES AU TELEPHONE. Galerie P. Lescot, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 12 juillet.

ENZO CUCCHI, NINO LONGO-BARZ. Œuvres italiennes 1975-1982. Galerie Antiope France, 57, rue Saint-Louis-en-l'Île (354-82-43). Jusqu'au 29 juin.

SNYERS - BABASCALL - LEWANDOWSKI. Espace Beaux-Arts. 6, rue Garreau (251-31-06). Jusqu'au 16 juin.

CARL ANDRÉ. Travertine. Galerie D. Templeton, 30, rue Beaumont (272-14-10). Jusqu'au 12 juillet.

LYDIE ARKIC. Galerie Jean Brancas, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 12 juillet.

BRACONNIER. Galerie L. Durand, 19, rue Mazurine (326-25-35). Jusqu'au 6 juillet.

VICTOR BRAUNER. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Valenciennes (1261-19-07). Jusqu'au 12 juillet.

M.C. CHAIMOWICZ. Café du Rêve. Galerie de France, 52, rue de la Vierge (278-38-01). Jusqu'au 15 juin.

JOHN CHAMBERLAIN. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 57, rue du Temple (278-11-71). Jusqu'au 13 juillet.

EMILE CHAMBRON. Peintures 1958-1970. Galerie A. Blonde, 4, rue Anhy-le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 27 juillet.

GENEVIEVE CLAISSE. Les aquarelles. Galerie D. Rost, 19, rue de Valenciennes (351-35-73). Jusqu'au 27 juillet.

SENGE CLÉMENT. Galerie Protée, 38, rue de Seine (325-21-95). Jusqu'au 22 juin.

HENRI JEAN CLOSON. 1888-1975. Galerie F. Boryet, 11, rue de l'Écluse (325-52-73). Jusqu'au 29 juin.

DAVID CONNEARN. Dessins. Galerie M. Guio, 22, rue de Polignac (271-60-06). Jusqu'au 14 juillet.

MARTIN DIETERLE. Œuvres récentes. Galerie E. de Caussans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 22 juin.

PHILIPPE DUPELOU. Sculptures. Galerie E. de Caussans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 22 juin.

DENISE ESTERAN. Dessins. Galerie Jean-Peyrolle, 14, rue de Sévigné (277-74-00). Jusqu'au 22 juin.

FOLON. Essais pour Montand. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 22 juin.

MIDONNE FRYDMAN. Œuvres récentes. B. Labon, 34, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 13 juillet.

JOSÉ GAMARRA. Galerie Albert-Loch, 12, rue de Beaux-Arts (633-06-87). Jusqu'au 6 juillet.

MICHEL GERARD. Abstra. Sculpture. Galerie L. Bucher, 53, rue de Seine (328-22-32). Jusqu'au 22 juin.

ALBERTO GIACOMETTI. Dessins. Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-54-48). Jusqu'au 13 juillet.

THOMAS GIER. Peintures. Galerie Galart, 13, rue Mazurine (325-50-84). Jusqu'au 22 juin.

SERGE GUILLON. L'Apocalypse. L'Art et la Peix, 35, rue de Cléry (574-35-86). Jusqu'au 22 juin.

MARQUET. Galerie de la Présidence, 90, rue du Faubourg Saint-Honoré (265-49-60). Jusqu'au 30 juin.

FRANÇOIS MARTIN. Galerie Montmartre-Delol, 31, rue Mazurine (354-85-30). Jusqu'au 29 juin.

MIRO. Peintures d'Ubu, 1953, gouaches et collages. Galerie M. Guio, 22, rue de Polignac (271-60-06). Jusqu'au 22 juin.

FRANCE MITROFANOFF. Combats. Galerie Errel, 16, rue de Seine (354-73-89). Jusqu'au 29 juin.

MARIE MOULINIER. La Filothèque D.M.C., 95, rue Quincampoix (277-12-13). Jusqu'au 21 juin.

JOSEPH NEUHAUS. Sculptures-reliefs. Répères, 20, place des Vosges (277-59-01). Jusqu'au 29 juin.

SILS-UDO. Espace photos. Galerie Claire-Bernard, 9, rue de Beaux-Arts (326-54-48). Jusqu'au 13 juillet.

PAOLINI. Mécanisme érotique. Galerie Magist Lelong, 13 et 14, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 29 juin.

ACQUILIERE PERILLI. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (548-84-28). Jusqu'au 15 juin.

PIAUBERT. Galerie P. Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 30 juin.

ALAIN POUILLET. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazurine (329-32-37). Jusqu'au 13 juillet.

SIGMAR POLKE. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 12 juillet.

RENOIR. Dessins et aquarelles. Galerie Hopkins-Thomas, 4, rue de Miromenil (265-51-05). Jusqu'au 29 juin.

EDWARD RUSCH. Quelques dessins. Galerie G. Brovonne et Cie, 17, rue Saint-Gilles (278-43-21). Jusqu'au 13 juillet.

SAURA. Lithographies et sérigraphies. Galerie Stadler, rue de Seine (326-91-01). Jusqu'au 29 juin.

FRANS SPANJAARD. Designer « de Suze ». Galerie 1900-2000, 3, rue Bonaparte (325-84-20). Jusqu'au 28 juin.

ALDO SPOLDI. Galerie D. Templeton, 1, impasse Beaumont (272-14-10). Jusqu'au 13 juillet.

TABUCHI. Champs dream. Galerie Arlet, 140, boulevard Haussmann (562-13-09). Jusqu'au 14 juin.

TAI-COAT. Galerie Cirogna, 46, rue de l'Université (256-69-57). Jusqu'au 27 juillet.

HUGH WEISS. Peinture. Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 15 juin.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Les méduses de la restauration des œuvres d'art. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (684-77-79). T.J. de 10 h à 21 h. Dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 juin.

CEBRY-POINTE. Histoire des mines de l'art : Lohé, Orm, Théâtre des Arts, place des Arts, jusqu'au 21 juin.

CHELLES. Salvador Dali. CAC, place des Martyrs-de-Châteaubriant (020-90-11). T.J. de 14 h à 19 h; mardi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 20 juin.

ISSY-LES-MOULINEAUX. Henri Matisse, l'atelier d'Issy (1909-1917). Musée municipal, 16, rue Auguste-Gervais. Sauf le lundi et le mardi matin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 juin.

LEVALLOIS-PERRET. Gustave Eiffel. Hôtel de ville, 46 ter, rue Gabriel-Péfi (731-11-35). Jusqu'au 15 juin.

MELUN. Première rencontre internationale de sculpture contemporaine. Musée, 4, quai de la Courbeille (438-17-01). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h; dim. de 15 h à 18 h 30. Du 8 juin au 7 juillet.

VITRY-SUR-SEINE. Valérie Adam, vitraux. Galerie municipale, 59, avenue Guy-Moquet (680-85-20). Sauf lundi, de 14 h à 19 h; mercredi et samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 juin.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Dessins et aquarelles du XVIII^e siècle. Musée Granet, place Saint-Jacques-de-Maître (38-14-70). Jusqu'au 9 juillet.

AMIENS. Dessins en stuc. Sanctification. Maison de la culture, 2 place Léon-Gonard (91-83-56). Jusqu'au 13 juillet.

ANNECY. Rétrospective de Jean d'Annunzio. Potomac 1947-1984. Musée-château (45-22-66). Jusqu'au 30 septembre.

LYON. Dokaup. Travaux 1981-1984. Bloc, centre d'échanges de l'Europe (842-27-39). Jusqu'au 7 juillet.

... LE MONDE - Jeudi 6 juin 1985 - Page 17

SE

**LA ROSE POURPRE
DU CAIRE**

est sans doute le film le plus
achevé de WOODY ALLEN,
celui dans lequel apparaît
le mieux son idée du cinéma, sa poésie, sa
profondeur.

LE MONDE - J. M. G. Le Clezio

WOODY ALLEN atteint cette fois la perfection
absolue.

FRANCE-SOIR - R. Chazal

Le seul véritable événement du Festival de Can-
nes.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUIN - M. Boujut

Un plaisir abîsolu.

LE POINT - M. Lecièrre

Le chef-d'œuvre.

LE FIGARO - C. Baignères

Cannes vient enfin de voir un chef-d'œuvre.
LE MATIN DE PARIS - M. Clement

Vivats pour WOODY ALLEN! PARIS-MATCH-J.M. Bescos

WOODY ALLEN crève l'écran. Quel bonheur!
TELERAMA - C.M. Trémou

En VF : GAUMONT OUEST • ETVY Gommot • THAIS Belle Epine Pothé
CRETEL Arlet - ROSNY Arlet • NOGENT Arlet • ENGHEN François
VENSALES Bayard • BURLE Arlet • VELZY 2.

VIDEO SHOW PERMANENT DU 11 JUIN AU 16 JUIN 1985 DE 14 H A 20 H ENTREE GRATUITE
AU MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS 11 AVENUE DU PRESIDENT WILSON 75016 PARIS
LE 13 JUIN A 21 H LIVE VIDEO SHOW : THE PASSION OF PASSION DE KIT FITZGERALD ET PETER GDROON
PRIX DES PLACES : 90 F LOCATION NOUVELLES FRONTIERES TOUTES AGENCES PARIS TEL. 273 25 25

COMMUNICATION CARNET DU Monde

SION

mercredi 5 juin

20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

TROISIÈME CHAÎNE - FR 3
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

PARIS 16 DE FRANCE
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

CANAL PLUS
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE CULTURE
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE MUSIQUE
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 5
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 6
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 7
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 8
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 9
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 10
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 11
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 12
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 13
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 14
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 15
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 16
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 17
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

FRANCE 18
20 à 25 Télévision : Congo-Mat
21 à 25 Télévision : Congo-Mat
22 à 25 Télévision : Congo-Mat
23 à 25 Télévision : Congo-Mat
24 à 25 Télévision : Congo-Mat
25 à 25 Télévision : Congo-Mat

Le Polisario critique la non-diffusion par FR 3 de documents sur le Sahara

Pourquoi deux reportages sur le conflit du Sahara occidental, achetés en mars par FR 3, annoncés le 27 mars pour diffusion le lendemain et le surlendemain, n'ont pas été montrés ? Pourquoi, deux mois plus tard, la chaîne a-t-elle brusquement diffusé une version raccourcie de ces mêmes documents (sans donner le nom du réalisateur) ? Et pourquoi le Polisario, après avoir écrit à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, a-t-il tenu une conférence de presse le mardi 4 juin, montrant l'intégralité de ces mêmes documents ?

Voilà les faits. En décembre dernier, une équipe indépendante (composée d'Antoine Léonard, Daniel Brossat et Didier Codou) prend contact avec le Polisario pour voir s'il est possible de tourner la réalité de la guerre à l'intérieur du Sahara occidental dans les zones non occupées par les Marocains. Du 25 février au 16 mars, l'équipe parcourt environ

4000 kilomètres dans le désert, longeant le « mur » marocain, passant par la région de Bucra, de Dakhla, d'Aousserd et le long de la côte atlantique jusqu'à la Mauritanie. Elle filme, accompagnée par les combattants sahraouis, donc sous leur contrôle, notamment une attaque sahraouie sur les lignes marocaines du « mur ». Dans le même document, M. Mohamed Abdelaziz, président de la République arabe sahraïenne démocratique et secrétaire général du Front Polisario, parle de la présence de deux cents techniciens français qui répareraient le matériel de guerre, vivraient dans des casernes et entraîneraient des soldats otés marocains.

De retour en France, Maestrati contacte les trois chaînes de télévision, qui s'intéressent, dit-il, au sujet : la direction de l'information de FR 3, plus rapide, signe aussitôt un contrat entraînant l'achat d'un « news » (quelques minutes d'images) et deux fois treize minutes. Le 27 mars, la chaîne annonce le passage des documents pour le lendemain et le surlendemain. Il n'en sera rien. Le 28 mai seulement, Soir 3 passe quelques images (sans la signature du réalisateur), quelques minutes où l'on voit des combats le long du « mur ».

Le Polisario parle bien sûr de « block out » sur tout ce qui touche le Sahara occidental. « Pas de pression du Quai d'Orsay », déclare M. Christian Dauriac, rédacteur en chef de Soir 3 ; les reportages lui ont paru « assez mûrs ». « Ils font très bien de la propagande », l'affaire a été réglée au sein de Soir 3, affirme-t-il : « on a passé ce qui nous a paru intéressant dans les limites des contraintes imposées par un journal ».

CATHERINE HUMBLLOT.

LES NOUVELLES TÉLÉVISIONS

Câble pas mort

Jamais technique d'a dû avoir défenseur aussi sincère et aussi appliqué... envers et contre tout. Moins après mois, depuis plus de deux ans, M. Bernard Schreiner, président de la mission interministérielle pour le développement de la télévision par câble en France. Moins après mois, il s'emploie à en démontrer la nécessité, la richesse et... l'incertitude. Et chaque fois il lui faut comme retrouver de nouvelles raisons de faire croire à son développement, expliquer un retard ou riposter à l'ironie ou au scepticisme du milieu.

Mort-à ? disaient certains. Rangé au placard ? Éclipsé définitivement par la télévision hertzienne ? Pas du tout. Au contraire : « Le câble, a-t-il déclaré, mercredi 4 juin, au cours d'une conférence de presse, ne peut que bénéficier de l'urgence des télévisions locales. » Encore faut-il, bien sûr, que « les règles du jeu soient clairement définies et acceptées », c'est-à-dire que les SLEC (Sociétés locales d'exploitation du câble) puissent être candidates aux télévisions hertziennes ; qu'elles puissent se regrouper dans une même région pour présenter un projet commun devant la Haute Autorité ; et même que ce projet puisse être « prioritaire sur d'autres » ; enfin que soit prévue la distribution de plein droit par le câble des émissions de télévision hertzienne.

Les télévisions hertziennes favorisent le développement des industries de programmes — grâce à leur audience rapidement acquise — et ces dernières pourront ainsi répondre à la demande que ne manquera pas de susciter le câble (...). Seule la perspective de la somme des marchés câble, plus télévisions hertziennes, plus satellites peut rassurer un groupe d'éditeurs et le décider à s'engager dans des productions de programmes », affirme le député des Yvelines.

Mais qu'on attende seulement quelques mois et... il opposera très vite, selon M. Schreiner, que le câble reste la technique de transmission de l'avenir. Ne serait-ce que par son mode de paiement. « Face à un financement en amont limité (la publicité), le câble offre cet avantage gigantesque de devenir ses ressources d'un financement aval. C'est l'usager qui, en payant régulièrement un abonnement, peut assurer l'existence de produits nouveaux ».

Enfin, cette remarque à la fois ironique et optimiste : « RTL a mis près de vingt ans avant de parvenir à l'équilibre financier et c'est... le câble belge qui lui a permis de devenir rentable ».

A. Co.

TVL signe un accord avec Europe 1 et Publicis

TVL, dont les téléspectateurs parisiens ont pu capter des images fugitives et pirates, le 7 novembre dernier, avant que la police ne saisisse un matériel, s'allie à la société d'étude constituée le 20 février par Europe 1 et Publicis en vue de la création d'une chaîne nationale de télévision. Un accord vient en effet d'être signé dans lequel, « se reconnaissant des objectifs communs », les trois partenaires affirment avoir « décidé d'étudier les complémentarités de leurs projets, tant sur le plan de la programmation que de la production et de la diffusion financière et publicitaire nécessaires pour la réalisation d'une télévision nationale ».

Le groupe TVL, dont les partenaires représentent des sports diversifiés (la filière de l'investissement et de la publicité avec le groupe Gross-Dolliner, la régie Médiavision et le groupe Jacques Defrère (Carrefour) ; la filière de l'audiovisuel avec la dizaine de sociétés de production dont Pipe Vidéo, Gamma-Télévision, UMT, les films du Sabre, Témoins...), a délégué au sein de cette société d'étude les animateurs de son projet : MM. Francis Williams, Daniel Granellement et Renaud Delourme.

TVL, dont les responsables faisaient, ce mercredi 5 juin, le point sur les objectifs en matière de programmation et de production, s'apprête à mettre en place des campagnes de programmes thématiques (sports, informations, jeunesse, variétés) capables de produire rapidement des œuvres originales.

Plusieurs autres partenaires pourraient suivre la même démarche et se rallier prochainement au groupe, opposant ainsi à la CLT un projet de chaîne nationale solide et, selon les termes du rapport Bredin, « économiquement viable ».

A. Co.

JUSTICE

UN RAPPORT AU PREMIER MINISTRE

« Pour une relance durable du Conseil de L'Europe »

Relancer le Conseil de l'Europe : tel fut le souhait exprimé par M. François Mitterrand lors de sa visite à Strasbourg, le 30 septembre 1982. Telle est aujourd'hui la conclusion d'un rapport au premier ministre, rédigé à la suite de cette visite par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (PS) du Territoire de Belfort, nommé parlementaire en mission pour mener cette tâche à bien.

Sans le dire explicitement, M. Dreyfus-Schmidt estime dans ce rapport au premier ministre que le Conseil de l'Europe, qui réunit vingt et un pays d'Europe occidentale, pèse de l'ombre qui lui fait la Communauté européenne (les Dix). Pour atténuer cette concurrence, il préconise une coordination plus étroite entre les deux institutions et un renforcement de l'action du Conseil de l'Europe dans le domaine qui constitue à ses yeux la « grande réussite » de celui-ci, les droits de l'homme. Tel est l'objet de ce rapport que son auteur a intitulé « Pour une relance durable du Conseil de l'Europe ».

Assurer une continuité

Il est indispensable, remarque M. Dreyfus-Schmidt, que « les choses puissent aisément distinguer » l'Europe des Dix et celle des vingt et un. Il serait tout aussi souhaitable à ses yeux que soit respecté l'article 230 du traité de Rome qui invite la Communauté à établir avec le Conseil de l'Europe « toute coopération utile ». Or, écrit M. Dreyfus-Schmidt, « tel n'est pas en gros le

cas. Cherchant à juste titre l'une et l'autre à élargir leur rôle et leurs compétences, les deux institutions ont tendance à s'ignorer et à se concurrencer ».

Une meilleure coopération, note M. Dreyfus-Schmidt, passe par le rapprochement des deux institutions. « Pourquoi, demande-t-il, les Dix ne seraient-elles pas représentées en tant que tels ou sein des vingt et un ? »

L'efficacité de Conseil de l'Europe doit elle aussi être renforcée. A sa tête siège un Comité des ministres composé des ministres des affaires étrangères des Etats membres. Accaparés par d'autres soucis, ces Excellences « n'accordent pas, cela va de soi, une priorité absolue, dans leurs activités, aux affaires du Conseil de l'Europe ».

Comment remédier à cette situation ? D'abord en faisant en sorte que, « comme à Bruxelles », le Comité des ministres puisse être composé différemment, selon les questions abordées (environnement, culture, justice...). Ensuite, en atténuant les inconvénients de la présidence tournante du Conseil de l'Europe. La continuité serait mieux assurée, remarque le sénateur du Territoire de Belfort, si le président en exercice et le futur président pouvaient travailler ensemble au sein d'un « bureau informel », sorte de « troika ».

M. Dreyfus-Schmidt, qui a examiné à la loupe les autres facettes du Conseil de l'Europe, souhaite voir la France travailler, dans le même esprit, « à l'extension des

compétences de l'Assemblée [de Strasbourg] qui doit être systématiquement consultée avant décision et informée ensuite ; à l'adoption d'un statut de la fonction publique européenne ; à de nouvelles avancées dans les secteurs des droits de l'homme, de la charte sociale, des conventions, des pouvoirs locaux et régionaux, de la jeunesse et des relations extérieures ».

Un monde kafkaïen

Pour ce qui est des droits de l'homme, le rapport rejoint les préoccupations exprimées par de nombreuses délégations, lors de la première conférence organisée ce sujet par le Conseil de l'Europe au mois de mars à Vienne, en Autriche : édification à Strasbourg d'un Palais des droits de l'homme, renforcement des moyens de la Commission et de la Cour (le Monde du 20 mars).

Le sénateur du Territoire de Belfort n'est vraiment sévère qu'à l'égard de l'extraordinaire dispersion des efforts du Conseil de l'Europe en « 15 comités directeurs, 10 comités ad hoc, 40 comités d'experts, 22 comités restreints d'experts, 6 comités de sélection et 6 comités de convention » qui travaillent sur les sujets les plus variés. Il y a là un « labyrinthe » indéchiffrable pour le commun des mortels, un « monde kafkaïen », se plaint M. Dreyfus-Schmidt qui se demande « si toute cette activité est bien nécessaire de la part d'un organisme aux pouvoirs si peu marqués ».

BERTRAND LE GENDRE.

Cinq organisations demandent la réduction du nombre des détenus aux capacités d'accueil des prisons

« Il est impératif de réduire immédiatement le nombre des détenus », affirment dans un communiqué commun le Syndicat de la magistrature, les syndicats pénitentiaires CFTD, CPTC et CGT ainsi que le Syndicat autonome des personnels pénitentiaires affilié à la Fédération générale autonome des fonctionnaires. Ces cinq organisations estiment que le nombre de détenus doit être ramené « aux capacités d'accueil des établissements pénitentiaires » et « regrettent que les magistrats n'utilisent pas les solutions alternatives à l'emprisonnement (contrôle judiciaire, sursis avec mise à l'épreuve, travail d'intérêt général, semi-liberté), qui

sont les seules réponses adaptées à un certain type de délinquance ». Elles demandent que le gouvernement « dépose une loi programme [permettant] un fonctionnement du service public garantissant aux personnels des conditions de travail satisfaisantes et aux détenus des conditions de vie conformes à la dignité humaine ».

Ces cinq organisations « exigent » enfin « une démocratisation de l'administration pénitentiaire » qui, selon elles, passe notamment « par la coordination de l'action des personnels avec celle des intervenants extérieurs (étus, travailleurs sociaux...) ».

VENTES AUX ENCHERES A VERSAILLES

FLORALIES 1985

IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES

notamment par :
ANGRAND, BAUCHANT, DE BELAY, BERAUD, BOMBOIS, BOUDIN, BRIANCHON, BUFFET, CAMOIN, DUFY, DUNOYER DE SEIGNAZAC, D'ESPAGNAT, FANTIN-LATOUR, FRISSE, GALL, GEN PAUL, GERNEZ, GERVEX, GLEIZES, GOERG, GROMAIRE, GUILLAUME, HAMBourg, JONGKIND, KIKINE, KISLING, LABISSE, DE LA FRESNAYE, LANSKODY, LAPICQUE, LAURENCIN, LAURVAY, LEBASQUE, LEBLOUQU, LEPINE, LEPRI, LEWIS, LHOTE, LOISEAU, LORJO, LUCE, MACLET, MADELINE, MANGUIN, H. MARTIN, MATHEU, MATISSE, MAUFFRA, MONTEZIN, L. Ph. MORETTI, NEILLON, NEUQUELMAN, OLIVE, H. PETITJEAN, PICASSO, POLAKOFF, PUY, RAVIER, SERUSIER, SIGNAC, SOUTINE, A. STYKA, SURVAGE, TERECHKOVITCH, TOFFOLI, TROUBLEBERT, VALADON, VALLATTON, VALTAT, VILLON, VIVIN, VLAMINCK, ZELLER, ZINGG.

BRONZES par BEAUDIN et PINA
M^{re} GEORGES BLACHE, COMMISSAIRE PRISEUR
5, rue de Versailles
Tél. : (3) 950-55-06 +

EN SON HOTEL RAMEAU 5, rue Rameau - VERSAILLES

Le MERCREDI 12 JUNE 1985 EN SOIREE, à 21 heures

Expositions : les 7, 8, 9, 10 et 11 juin de 9 h à 12 h et 14 h à 18 h
EXPOSITION EN SOIREE : LE LUNDI 10 de 21 h à 23 h

Décès

— Rennes.
Le président de l'université Rennes-II- Haute-Bretagne, Les membres du conseil Et les enseignants de l'université, ont le douleur de faire part du décès de leur collègue

le professeur Edouard BENE, spécialiste de la littérature française du dix-huitième siècle.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 1^{er} juin, à 9 h 45, en l'église Saint-Etienne.

— M^{me} Françoise Charnet-Clairgeon, M^{me} Jacqueline Clairgeon, M^{me} Martine Alomar-Clairgeon, M^{me} Serge, Marc, Fabienne et Alexandre Alay, ont le douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M^{me} Pierre CLAIRGEON, née Marie-Louise Labadie, survenu le 1^{er} juin 1985, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 6 juin, à 11 heures, en l'église d'Ecône (Val-d'Aoste) dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 12, square Delambre, 75014 Paris.

— M^{me} et M^{me} André Cohen-Hadria, M^{me} et M^{me} Armand Cohen-Hadria, ses enfants, M^{me} et M^{me} Bernard Cohen-Hadria, M^{me} et M^{me} Michel Cohen-Hadria, M^{me} et M^{me} Yves Cohen-Hadria, ses petits-enfants, M^{me} Blanche Hagège, sa sœur, Les familles Hagège, Cohen-Hadria, de Paz, Dugué, Zerah, Sroussi, Parents et alliés, ont l'honneur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jacques COHEN-HADRIA, née Irma Hagège,

survenu le 3 juin à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Levée du corps jeudi 6 juin, à 15 heures, au 30, rue Joubert, Paris-9^e. Inhumation au cimetière de Pantin. Rendez-vous 16 heures, porte principale.

— Le conseil d'administration, La direction générale Et les membres du personnel de l'Institut de retraite et de prévoyance des salariés (IREPS), ont le douleur de faire part du décès de

M. Gérard FAUSSURIER, directeur à l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, officier de Mérite national,

survenu le dimanche 2 juin 1985. La cérémonie religieuse a été célébrée en la chapelle du Val-de-Grâce, le mardi 4 juin 1985, à 8 h 30.

— M^{me} Andrée Gamblin, Joël, David et Jacqueline, ont le douleur de faire part du décès de

M. Pierre GAMBLIN,

survenu le 4 juin 1985.

Ni fleurs ni couronnes. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

22, résidence des Saules, 93 Bondy.

— Le secrétaire perpétuel Et le bureau de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, ont le regret d'annoncer le décès de

M. Louis ROBERT,

ancien président de l'Académie, professeur honoraire au Collège de France, officier de la Légion d'honneur, docteur « honoris causa » des universités d'Athènes et de Louvain, membre des académies de Londres, Vienne, Berlin, Bruxelles, Rome, Boston, Athènes, Varsovie, survenu à Paris le 31 mai 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année. (Le Monde du 4 juin.)

— M^{me} Eugène Ségué, M^{me} et M^{me} Paul Ségué, M^{me} Marie-Rose Ségué, vous font part du décès de

M. Eugène SÉGUÉ,

professeur honoraire au Muséum national d'Histoire naturelle, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, officier de l'Ordre du Ouissam Alaouite chrétien,

survenu le 1^{er} juin 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 18, rue du Président-Wilson, 94250 Gentilly.

Remerciements

— M^{me} Jean Grossin et sa fille Sylvie,

dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie à l'occasion du décès de leur époux et père,

M. Jean GROSSIN,

remercient tous ceux qui ont pris part à leur grande peine.

COMMÉMORATION

Le centième anniversaire de la naissance de Georges Mandel

Un hommage a été rendu, mercredi 5 juin, à Georges Mandel à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de celui qui fut, notamment, collaborateur de Georges Clemenceau. M. Jacques Chirac devait participer, dans la matinée à Paris, à une cérémonie au cours de laquelle un message de M. François Mitterrand devait être lu par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Jean Lorrain.

Le ministre assassiné

Un personnage sévère comme son éternel costume noir, rigide comme son haut col amidonné. Un ministre à poigne dédaignant les attaques de la gauche comme de la droite. Un antinazi farouche interné par Vichy. Un homme de la droite comme de la gauche et par ce que la droite compte de partisans du compromis avec le nazisme.

En 1940, il est ministre de l'Intérieur du gouvernement Paul Reynaud. Il lutte pied à pied contre les partisans de l'armistice. Le 17 juin, à Bordeaux, Pétain arrive au pouvoir la veille la laisse arrêter. Il lui faut le relâcher avec des excuses écrites, que Mandel gardera sur lui jusqu'à sa mort.

Il gagna le Maroc. Nouvelle arrestation à son arrivée. Emprisonnement sans jugement. Au bout d'un an et demi, Pétain le condamne à l'internement au fort du Portalet.

1934. Chargé des PTT, fidèle à sa légende, il les réorganise sans faiblesse. Ministre des colonies, il prépare l'Empire à une guerre qu'il prévoit l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il est honni par la gauche et par ce que la droite compte de partisans du compromis avec le nazisme.

En 1940, il est ministre de l'Intérieur du gouvernement Paul Reynaud. Il lutte pied à pied contre les partisans de l'armistice. Le 17 juin, à Bordeaux, Pétain arrive au pouvoir la veille la laisse arrêter. Il lui faut le relâcher avec des excuses écrites, que Mandel gardera sur lui jusqu'à sa mort.

Il gagna le Maroc. Nouvelle arrestation à son arrivée. Emprisonnement sans jugement. Au bout d'un an et demi, Pétain le condamne à l'internement au fort du Portalet.

Les Allemands vendront y cueillir Mandel en novembre 1942. Déportation à Oranienbourg, puis à Buchenwald.

En juin 1944, la Gestapo et les miliciens s'avisent qu'ils détiennent un otage précieux. Ils le ramènent à Paris, l'offrent à Laval, qui refuse ce cadeau empoisonné. Max Knipping, chef de la Milice pour la zone nord fera liquider Mandel, devenu encombrant, par ses hommes de main.

JEAN PLANCHAIS.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

POLICE

APRÈS LES INCIDENTS AUX OBSEQUES DE DEUX GARDIENS DE LA PAIX

M. Pierre Joxe face à l'opposition policière

Les policiers liés à l'opposition déclarent la guerre à M. Pierre Joxe : c'en est fini de la relative neutralité dont avait bénéficié jusqu'ici le successeur, en juillet 1984, de M. Gaston Defferre au ministère de l'Intérieur.

Déstabilisée pendant un certain temps par les sanctions qui avaient suivi les manifestations policières du 3 juin 1983, puis prise de court par le profil de « grand flic », proche de son administration, sou-

cieux de sa modernisation, adopté par M. Joxe, l'opposition revient cette fois à la charge dans la police nationale.

Précédée, en novembre prochain, d'élections professionnelles paritaires dans la police en tenue, l'échéance électorale de 1986 approche, et le mélange, parfois explosif, de la police et de la politique reprend ses droits.

C'est du moins la leçon que l'on peut tirer de l'action symbolique organisée, mardi 4 juin, lors des obsèques de deux policiers à Paris, par l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC-police), proche de l'opposition, et des déclarations de ses responsables (le Monde du 5 juin). La radicalisation est à nouveau à l'ordre du jour, deux ans exactement après les défilés de quelques milliers de policiers sous les fenêtres des ministères de la justice puis de l'intérieur qui, le 3 juin 1983, avaient surpris le pouvoir. Cependant, il n'est pas certain que, cette fois, les syndicalistes de l'USC, dont plusieurs sont proches du RPR, aient la partie aussi facile, ni le même écho parmi les policiers.

Il y eut donc, mardi matin, ces tracts lancés à la fin des obsèques officielles des deux policiers parisiens tués, jeudi 30 mai, lors de l'attaque d'un fourgon de transport de fonds. Aux portes de la préfecture de police, devant une foule essentiellement policière mais passive, à l'exception de quelques braves quatre « révoqués » à la suite des manifestations de 1983 jetèrent à la volée des tracts s'en prenant à des « obstacles à huis clos », qui témoignaient d'une « défiance vis-à-vis des policiers », et assurant que de « véritables bandes de hards-à-l'œil pillent et assassinent aujourd'hui sans crainte de la justice ». Les quatre « agitateurs » furent immédiatement interpellés, puis très rapidement relâchés.

Ce fut symbolique pour une action publicitaire que celui de quatre anciens policiers, exclus de la police sous un gouvernement de gauche en raison d'une indiscipline jugée « factice ». Le plus connu d'entre eux est M. Rémy Halbwax, toujours secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) et secrétaire général adjoint, à ce titre, de l'USC-Police. Il était accompagné de M^{lle} Elyane Rouxelle et de M. Jacques Gausseus - tous deux remarqués pour leur violence lors des manifestations de 1983 - ainsi que M. Didier Gaudou, ancien président de la Fédération professionnelle indépendante de

la police (FPIP), une organisation classée à l'extrême droite. M. Gaudou et M. Gausseus sont aujourd'hui directeurs de la police municipale dans deux municipalités RPR de la banlieue parisienne, Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) pour le premier, Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) pour le second.

Un « nouveau 3 juin »

Le ton de la conférence de presse qui suivit cette action, au nom de l'USC-police, fut virulent. Non à « des moscarades de cérémonie funèbre dignes de ce qui se passe dans certains pays d'au-delà du rideau de fer », non à un « ministère dirigé à coups de favoritisme et de piston », lance M. Paul Florentz, secrétaire général de l'USC. Qui à l'« accélération » de la contestation contre un pouvoir qui « cherche à banaliser la mort ou l'assassinat de nos collègues », renchérit M. Ferdinand Le Dain, du Syndicat des gradés de la police nationale (SGPN), membre de l'USC.

Enfin, et surtout, M. Rémy Halbwax ne trouve pas de mots assez durs pour dénoncer le « sectarisme de Pierre Joxe » : « C'est quelqu'un d'effectivement dangereux, il fait passer la menace sur les policiers, il indispose beaucoup de monde... L'État de grâce, pour lui, c'est fini. Son sectarisme, on va le continuer ! Cela a commencé ce matin. Décidé à passer à la vitesse au-dessus », il promet un « nouveau 3 juin », une « cérémonie » de forme de défilé de rue lors d'éventuelles prochaines obsèques de policiers tués. « Nous serons réintégré », ajoute-t-il enfin, « demain, après-demain, en 1988, on n'est pas pressé, tout rentrera dans l'ordre ». L'agressivité du propos est à la mesure d'une double difficulté. D'une part, la démarche volontairement technicienne de M. Joxe, insistant sur les retards pris par le service public policier, n'est pas sans effet sur le moral des troupes. Forçant le paradoxe, M. Florentz est obligé de reconnaître, en démentant quelque peu M. Halbwax : « Aujourd'hui, la police n'est pas en

révolution. A l'heure actuelle, il n'y a pas de conflit avec le ministre de l'Intérieur (...). Nous en sommes au stade des promesses (mais) nous ne demandons qu'à voir ».

D'autre part, les syndicats policiers proches de l'opposition ont été fermement ébranlés après les sanctions publiques rares, difficiles à trouver le ton juste, face à un gouvernement qui proclame sa volonté de modernisation de la police... Cette situation plutôt défensive a amené certains responsables de ces organisations, qui dénoncent volontiers la « politisation » de la police sous la gauche, à afficher plus nettement leurs engagements.

M. Halbwax devait ainsi participer à des réunions électorales du RPR - par exemple à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) - à la veille des cantonales, tandis que son adjoint, M. Gérard Boyer était le candidat uni de l'opposition RPR-UDF dans le canton d'Aubervilliers-Est. Parallèlement s'affirmait l'association Sécurité et paix publique, groupant notamment d'anciens hauts fonctionnaires policiers en vue - explicitement - de l'alternance.

Le risque d'isolement existe, dans une police souvent corporatiste, soucieuse d'avantages catégoriels. Car, si ce cours moulin syndical et plus politique peut sembler payant en prévision d'un changement politique en 1986, il n'est pas certain qu'il soit rentable en vue des élections professionnelles, prévues dans la police en tenue au mois de novembre prochain, qui prépare déjà activement l'adversaire principal, la Fédération autonome des syndicats de police (FASPP), syndicat majoritaire, proche de la gauche. D'où, sans doute, cette volonté de faire monter les enchères pour rattraper le temps perdu. Quitte à encourir le reproche d'exploitation politique des morts de policiers, alors qu'il n'y a pas plus d'écatombe aujourd'hui qu'il y a quinze ans, quand, en 1970, quatre policiers tués en 1984, quatre depuis janvier 1985, soit autant que de janvier à mai 1984.

La paradoxe ultime est que cette attitude contestataire peut faire le jeu de M. Joxe, soucieux d'obtenir, ces jours-ci, une marge financière confortable pour la première année de la loi de programmation policière dont le contenu sera soumis à un très prochain conseil des ministres. La menace des troubles policiers ne peut qu'inciter le gouvernement à lui donner satisfaction.

EDWY PLENEL

URBANISME

Le droit de construction sur les anciennes fortifications parisiennes légalement reconnu

Examiné mardi 4 juin en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le projet de loi définissant les principes d'aménagement et leur mise en œuvre a été adopté par les seuls députés socialistes. Ceux du RPR et de l'UDF se sont abstenus, alors qu'ils avaient voté contre en première lecture ; ceux du PC ont eu la même attitude, alors qu'ils avaient approuvé une première fois ce texte ; c'était, il est vrai, avant leur départ du gouvernement.

Les divergences persistent entre les deux Chambres du Parlement (le Monde daté 16-17 décembre 1984 et 16 mai 1985) après l'échec de la commission mixte paritaire. L'Assemblée a donc rétabli la version qu'elle avait adoptée en deuxième lecture, notamment sur les critères de qualification de terrains à bâtir ; l'exercice du droit de préemption accordé à toutes les communes et non aux seules communes de 10 000 habitants, comme le souhaitaient les sénateurs ; la possibilité pour le préfet d'intervenir dans l'attribution des HLM quand les organisations de ces mêmes HLM ne respectent pas les règles d'attribution.

Les députés ont, en revanche, adopté sans difficulté une disposition introduite par les sénateurs à la demande du gouvernement, qui supprime l'interdiction d'ouvrir des

débits de boissons dans les cités HLM.

Après avoir refusé, en deuxième lecture, de lever les servitudes imposées à la Ville de Paris sur les emplacements des anciennes fortifications, les députés socialistes se sont finalement rangés à la position de M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et du transport.

Il a accepté de supprimer ces contraintes liées à la cession par l'Etat de ces fortifications à la Ville de Paris. Comme le Sénat, ils ont écarté cet avantage à Lille. Cependant, les députés ont rétabli la règle qui interdit de construire au-delà de 20 % de la superficie des zones concernées. Autres conditions ajoutées par le gouvernement et sa majorité : par dérogation au droit commun, lorsque les villes de Paris ou de Lille modifieront le POS (plan d'occupation des sols), le préfet devra organiser la consultation des communes limitrophes à la zone, qui émettront un avis.

En tout état de cause, si le vieux projet de « ceinture verte » autour de Paris, sur l'ancien emplacement des fortifications, était déjà abandonné dans les faits, il l'est maintenant avec l'accord du législateur (le Monde du 14 décembre 1984).

R. Sa.

(Publicité)

Anciens combattants de toutes générations qui avez à défendre des droits, à participer aux luttes pour l'indépendance de notre pays dans une Europe libre et pacifique, adhérez à

L'UNION FÉDÉRALE DES COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

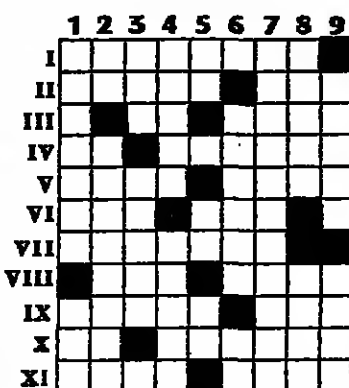
1, rue de Brissac - 75004 PARIS
(hauterue 12, bd Morland) - Permanence le samedi matin.

INFORMATIONS «SERVICES»

MOTS

CROISÉS

PROBLÈME N° 3981



HORIZONTALEMENT

I. Sont vraiment très meurtriers. - II. Est plus chaud qu'une bise. Souvent épaté quand on a bien dégusté. - III. Parfois au bout du compte. On y fait l'andouille. - IV. Un point sur la carte. Une grosse envie, parfois. - V. Dément quand ils sont petits. Pour en avoir, il faut attendre que le marchand du sable soit passé. - VI. Nom de mère. Bon à cueillir. - VII. Bien attrapées. - VIII. Qui expose donc tout. Peut-être mis dans le bain. - IX. A le bras long. Reste au fond de la pièce. - X. Adverbe. Mettre cartes sur table. - XI. Jadis consulté. Qui ne fonce donc pas.

VERTICALEMENT

1. Pour tenir, a besoin de nombreux piliers. Son dos fait une bosse. - 2. N'a pas un grand lit. Comme des femmes qui étaient leurs bagages. - 3. Abréviation qui permet de glisser. Qu'on a bien en main. - 4. Ne sont vraiment pas de bons « moyens ». Cachés. - 5. Préposition. Pronom. Pour lier. - 6. Comme des femmes à pois. Symbole pour un métal léger. - 7. Qui embrasse tout le monde. - 8. Se fait parfois traîner de. - 9. Une chose dont on ne donnerait pas cher. N'est pas là pour rien.

Solution du problème n° 3980

Horizontalement
I. Inculper. - II. No ; ri ; RAF. - III. Sixième. - IV. Preuve ; CV. - V. Râ ; mûre. - VI. Réel ; lieu. - VII. Ans ; ruer. - VIII. Te ; âge. - IX. Irradié ; Bab. - X. Ovin ; pia. - XI. Nécé ; etc.

Verticalement
1. Inspiration. - 2. Noir ; nerve. - 3. Xérés ; air. - 4. Urinal ; Adn. - 5. Lien ; Gê. - 6. Membre. - 7. Ere ; élu ; blé. - 8. Râ ; crénel. - 9. Faveur ; bac.

GUY BROUTY.

LOTO SPORTIF

Roland-Garros à pleine grille

De plus en plus compliqué. Pour le cinquième tirage du Loto sportif, consacré exclusivement aux internationaux de Roland-Garros, il faut faire un pari à la fois sur les finalistes, sur le vainqueur et sur le nombre de jeux. Des connaissances encyclopédiques en matière de tennis ne permettent pas de faire un pronostic sérieux tant les paramètres sont nombreux. La chance pure aura un rôle déterminant. Mais la complexité des questions risque, encore une fois, de décourager les parieurs. Pour le quatrième tirage consacré exclusivement à la Coupe de France de football, moins d'un million de bulletins seraient-ils validés, c'est-à-dire un chiffre sensiblement inférieur à celui du premier tirage. - A. G.

QUATRE FINALES POSSIBLES

Après la formule 1, le football et le rugby, c'est le tennis que les responsables du Loto sportif ont choisi comme support au cinquième tirage. Les parieurs devront trouver le vainqueur et l'autre finaliste des internationaux de Roland-Garros, ainsi que le nombre de jeux, set par set, du champion, et le total des jeux du vainqueur lors de la finale.

An moment de remplir les bulletins, jeudi 6 uniquement, il ne restera plus que quatre joueurs en lice pour les demi-finales, au lieu des huit encore en piste au moment des quarts de finale. Il y aura donc quatre finales possibles. Il faut savoir que les matches se disputent au meilleur des cinq sets sans tie-break dans l'ultime manche. C'est dire qu'un match peut être conclué au troisième, au quatrième ou au cinquième set. C'est dire encore que la manche décisive peut se gagner 6-6 (score de Noah face à l'Argentin Clere), mais aussi 11-9, voire 20-18. Les scores ont été extravagants lors des trois premiers tirages du Loto sportif.

Depuis 1974, cinq finales se sont jouées en trois manches : en 1975, Borg a battu Vilas 6-2, 6-3, 6-4 ; en 1977, Vilas a battu Gottfried 6-0, 6-3, 6-4 ; en 1978, Borg a battu Vilas 6-3, 6-1, 6-3 ; en 1980, Borg a battu Gerasimatis 6-4, 6-1, 6-2 ; en 1983, Noah a battu Wilander 6-2, 7-5, 7-6. Dans le même temps, il y a eu trois victoires en quatre manches : en 1976, Pasatta a battu Solomonov 6-1, 6-4, 4-6, 7-6 ; en 1979, Borg a battu Pecci 6-3, 6-1, 6-7, 6-4 ; en 1982, Wilander a battu Vilas 1-6, 7-6, 6-0, 6-4. Les trois victoires en cinq sets ont été obtenues par Borg contre Orantes en 1974 (2-6, 6-7, 6-0, 6-1, 6-1), par Borg contre Lendl en 1981 (6-1, 4-6, 6-2, 3-6, 6-1) et par Lendl contre McEnroe en 1984 (3-6, 2-6, 6-4, 7-5, 7-5). Les Américains, qui comptent le plus de joueurs parmi les vingt meilleurs mondiaux, ne se sont plus imposés depuis Trabert (en quatre sets) en 1955.

Les numéros des joueurs encore qualifiés sont les suivants, pour remplir les grilles 1 et 7 : 001 : McEnroe (E-U), 008 : Wilander (Sue), 015 : Edberg (Sue), 024 : Connors (E-U), 027 : Jajte (Arg), 032 : Lendl (Tch).

LOTO SPORTIF N° 005

Les bulletins devront être validés le jeudi 6 juin seulement, soit au lendemain des derniers quarts de finale et trois jours avant la finale.

BLOC 1

Grille 1 : Quel sera le vainqueur du simple messieurs ?
Grille 2 : Combien de jeux le vainqueur du simple messieurs gagnera-t-il au cours du premier set de la finale ?
Grille 3 : Combien de jeux le vainqueur du simple messieurs gagnera-t-il au cours du deuxième set de la finale ?
Grille 4 : Combien de jeux le vainqueur du simple messieurs gagnera-t-il au cours du troisième set de la finale ?
Grille 5 : Combien de jeux le vainqueur du simple messieurs gagnera-t-il au cours du quatrième set de la finale ?
Grille 6 : Combien de jeux le vainqueur du simple messieurs gagnera-t-il au cours du cinquième set de la finale ?

BLOC 2

Grille 7 : Quel sera le finaliste battu du simple messieurs ?
Grille 8 : Combien de jeux le finaliste battu du simple messieurs gagnera-t-il au cours de la finale ?

[Le parieur qui estime que la finale ne comprendra que quatre sets devra inscrire 000 dans la grille 5 ; s'il estime que la finale ne comprendra que trois sets, il inscrira 000 dans la grille 5 et dans la grille 6.]

VIE ASSOCIATIVE

L'opposition modifie le projet de loi pour les titres participatifs

L'opposition, majoritaire au Sénat, a approuvé, mardi 4 juin, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 24 avril) qui ouvre la possibilité aux associations d'émettre des obligations. En revanche, elle n'a pas retenu la possibilité pour ces dernières d'émettre des « titres associatifs », comme le prévoit le projet du gouvernement. Sur le texte ainsi modifié, les communistes se sont abstenus et les socialistes ont voté contre.

Pour M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, il s'agit, sans toucher à la loi de 1901, d'ouvrir les associations au monde économique et de leur permettre « d'échapper au monde de l'assistance dans lequel elles ont été trop longtemps confinées ». Sans mettre en cause la nécessité de répondre aux besoins financiers des associations, M. Yves Durand (non inscrit, Vendée), rapporteur de la

commission des finances, a défendu plusieurs amendements visant, selon lui, à « purger le texte » de « ses effets les plus nocifs ». Il a été appuyé en cela par M. Etienne Dailly (Centre dém., Seine-et-Marne), qui, se référant à une décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971, a fait voter une motion d'irrecevabilité sur l'article 2 du projet qui définit le régime juridique du « titre associatif ». D'autre part, la majorité a suivi la commission pour subordonner la possibilité d'émettre à l'existence effective d'au moins cinq ans, pour assurer l'inscription au registre du commerce et des sociétés, d'un contrôle juridictionnel préalable, pour interdire d'émettre aux associations excessivement endettées et pour soumettre les associations aux dispositions de la loi relative à la prévention des difficultés des entreprises.

A. Ch.

BREF

LE LIVRE DE « LA LIGNE BLEUE ». - A quel sert de guérir pour rester en dehors de la vie ? s'est demandé un jour Nadia Gomez, atteinte d'un cancer à l'âge de vingt-six ans. Elle crée alors la Ligne bleue, première association entièrement consacrée à l'aide et à la réinsertion des personnes cancéreuses. Un cahier de photos est maintenant édité dont le produit de la vente est destiné à l'aide matérielle des malades soutenus par l'association (participation minimale de 250 F pour un cahier d'une cinquantaine de pages).

★ La Ligne bleue, 46, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : 347-34-34.

UN SALON A DUNKERQUE. - L'Association pour le rayonnement dunkerquois organise, du 18 au 21 juin, un salon consacré à l'énergie : Energica 85. Il proposera une exposition de matériels et de technologies, un forum per-

manant portant, notamment, sur les techniques nouvelles en matière d'énergie électrique, de gaz, de charbon, ainsi que des visites techniques.

★ APRED, hôtel consulaire, 59383 Dunkerque Cedex 1. Tél. : (01) 563-17-27 (poste 251).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 5 juin :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 26 mars 1982 instituant une aide exceptionnelle aux quotidiens nationaux d'information générale et politique à faibles ressources publicitaires.

UN ARRÊTÉ

● Fixant le programme des épreuves de mathématiques du groupe S de la section des lettres des concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure et à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles organisés en 1985.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 7 JUIN

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, place des Vosges, statue Louis XIII.
« Le village de Choron restauré », 15 h, métro Alexandre-Dumas (M^{re} Leblanc).
« Montmartre de Renoir à Picasso », 15 h, marches de Sacré-Cœur (D. Bouchard).
« Un réfectoire digne du Mont-Saint-Michel, perle de l'abbaye Saint-Martin-des-Champs », 15 h, 292, rue Saint-Martin.
« L'Ecole des beaux-arts », 15 h, 17, quai Malaquais.
« Hôtels du Marais (nord), place des Vosges, de l'hôtel Soubise à l'hôtel de Sully », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (sortie rue Lohau).
« La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie », 14 h, 15, rue Daru (Marion Raguenan).
« L'hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou.
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles-du-Calvaire).
« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Eglises et jardins de Batignolles-Epiettes », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).
« Philippe Egalité, duc d'Orléans, père de Louis-Philippe, et les débuts de la Révolution ». L'influence de l'auteur des « Liaisons dangereuses », 15 h, métro Palais-Royal, grilles du Conseil d'Etat (C.A. Meser).

CONFÉRENCES

6, rue Villermé : 20 h, « Les langues minoritaires et les communautés européennes » (J. Dorandeu).
26, rue Bergère, 20 h : « Les états modifiés de conscience grâce au « vaisseau » d'isolation sensorielle » (Paul Gélard).
1, rue Victor-Cousin (Batignolles), 19 h 30 : « La tâche de l'éducateur, l'art de l'éducation : aller vers l'avenir à partir du passé » (René Quérido).
16 h 30, 6, place des Vosges : « Maison Victor-Hugo » (M. Brunfeld).
13 bis, rue Kappeler, 20 h 15 : « Le voyage astral : illusion ou réalité ? ». Institut musulman de la mosquée de Paris, place du Faubourg-d'Enfer : 18 h 15 : « Les arts islamiques, la calligraphie arabe à travers l'espace-temps ».

555 من الأصل

Land-Garros à pleine grille

Le tournoi de tennis de Roland-Garros, qui se déroule actuellement à Paris, est le plus important tournoi de tennis de France. Il est organisé par la Fédération Française de Tennis (FFT) et se déroule sur les courts de Roland-Garros, à Paris. Le tournoi est ouvert à tous les joueurs professionnels et amateurs. Les gagnants reçoivent un trophée et une somme d'argent. Le tournoi est l'un des plus importants événements sportifs de France.

Le tournoi de tennis de Roland-Garros, qui se déroule actuellement à Paris, est le plus important tournoi de tennis de France. Il est organisé par la Fédération Française de Tennis (FFT) et se déroule sur les courts de Roland-Garros, à Paris. Le tournoi est ouvert à tous les joueurs professionnels et amateurs. Les gagnants reçoivent un trophée et une somme d'argent. Le tournoi est l'un des plus importants événements sportifs de France.

SPORTIF N° 002

Le tournoi de tennis de Roland-Garros, qui se déroule actuellement à Paris, est le plus important tournoi de tennis de France. Il est organisé par la Fédération Française de Tennis (FFT) et se déroule sur les courts de Roland-Garros, à Paris. Le tournoi est ouvert à tous les joueurs professionnels et amateurs. Les gagnants reçoivent un trophée et une somme d'argent. Le tournoi est l'un des plus importants événements sportifs de France.

Le tournoi de tennis de Roland-Garros, qui se déroule actuellement à Paris, est le plus important tournoi de tennis de France. Il est organisé par la Fédération Française de Tennis (FFT) et se déroule sur les courts de Roland-Garros, à Paris. Le tournoi est ouvert à tous les joueurs professionnels et amateurs. Les gagnants reçoivent un trophée et une somme d'argent. Le tournoi est l'un des plus importants événements sportifs de France.

Le tournoi de tennis de Roland-Garros, qui se déroule actuellement à Paris, est le plus important tournoi de tennis de France. Il est organisé par la Fédération Française de Tennis (FFT) et se déroule sur les courts de Roland-Garros, à Paris. Le tournoi est ouvert à tous les joueurs professionnels et amateurs. Les gagnants reçoivent un trophée et une somme d'argent. Le tournoi est l'un des plus importants événements sportifs de France.

AUJOURD'HUI, POUR TROUVER UN TOIT, IL SUFFIT DE REMPLIR UN QUESTIONNAIRE



Offre réservée aux personnes recherchant un appartement ou une maison à l'ACHAT EXCLUSIVEMENT

1 Nature du bien recherché
☐ Appartement ☐ Maison ☐ Terrain
 (cochez la case correspondante)

2 Secteurs géographiques souhaités uniquement à Paris et en région parisienne:
 (Indiquer les noms des villes pour la banlieue ou les numéros d'arrondissements pour Paris).

3 Nombre de pièces:
☐ Studio ☐ 2 P. ☐ 3 P. ☐ 4 P. ☐ 5 P. et +
 ou surface : _____ m².

4 Montant approximatif du budget envisagé (apport personnel + crédit):
☐ moins de 200.000 F ☐ 200 à 300.000 F
☐ 300 à 400.000 F ☐ 400 à 500.000 F
☐ 500 à 700.000 F ☐ 700 à 900.000 F
☐ + de 900.000 F

Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Tél : _____



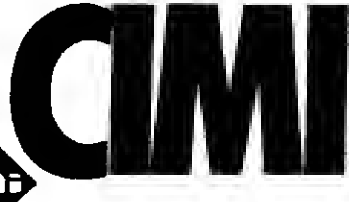
“ L'acquisition d'un logement, d'un pavillon ou de tout autre bien immobilier se révèle toujours une opération complexe, hasardeuse, mettant en jeu des sommes importantes et pouvant être lourde de conséquences. Il convient de s'engager en pleine connaissance de cause. En centralisant 20 000 biens à vendre, soigneusement sélectionnés, le CIMI (Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier), créé par la Chambre Syndicale des Professions Immobilières de Paris et de l'Ile-de-France (FNAIM), a voulu à la fois :

- offrir à l'acquéreur potentiel un éventail de biens inégalé, lui épargnant ainsi de longues, fastidieuses et pénibles recherches ;
- lui assurer la sécurité, les biens étant estimés à leur juste prix car proposés par des professionnels qualifiés parfaitement au courant de l'état du marché ;
- lui permettre de traiter, en toute quiétude, grâce aux conseils éclairés d'un professionnel compétent, assuré et couvert par la Caisse de Garantie de la FNAIM. Il serait imprudent, pour le candidat à l'acquisition d'un logement, d'ignorer les services que peut lui rendre le CIMI, services gratuits et efficaces qu'il pourra très difficilement trouver ailleurs. ”

Roger Sevilla, Président de la Chambre Syndicale FNAIM de Paris et de l'Ile-de-France

Stock des affaires à vendre disponibles en fichier.

Type de bien	Studio	2 P.	3 P.	4 P.	5 et 6 P.	Pavillons Maisons	Propriétés	Terrains
Paris	731	1 081	889	505	269	—	—	—
Ile-de-France	1.674	1.985	1.720	954	489	8.895	779	376



le plus grand fichier
informatique de l'immobilier
27 bis, avenue de Villiers - 75017 Paris - Tél.: 227.44.44

Chambre syndicale interdépartementale des professions immobilières de Paris et de l'Ile-de-France

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne/col*	La ligne/TTC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,57
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,18
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

la sécurité sociale

recrute par Concours

35 cadres

pour représentation et contrôle auprès des Entreprises de la Région Parisienne.

- Conditions :
- Titulaire de l'un des 3 certificats du DECS ou équivalent.
 - Agé de 23 ans minimum et avoir C.I.N.

Formation rémunérée sur 9 mois.

Pour tous renseignements, contactez
Le service des formations régionales
17-19, Place de l'Argonne - 75019 PARIS
(104 étage - Bureau 10015)
16 (1) 202.84.00

clôture des inscriptions le 17 Juin 1985

S.O.S.P.I.

Société de Services de Propriété Industrielle filiale de la Compagnie Générale d'Electricité recherche pour son Département des Brevets, un

INGENIEUR ELECTRONICIER (Télécommunications)

avant au moins 4 ans d'expérience en Propriété Industrielle.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel à notre Conseil ADEQUATION
62 64 av. Emile Zola, 75015 Paris

Adequation

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

VILLE DES HAUTS-DE-SEINE

recrute d'urgence

BRIGADIER CHEF DES GARDES URBAINS

Par voie de mutation d'agents

- Titulaires du grade de brigadier.
- Chef des services de la police municipale.
- Echelle brute de rémunération: 244, 344.

CHEF DU SERVICE DES GARDES URBAINS

Par voie contractuelle

Adresser candidature et C.V. sous n° 307-273 M, REGIE-PRESSE, 7, r. de Montreuil, 75007 Paris.

Recherche PROFESSEURS CERTIFIES MATH. FRANCAIS ANGLAIS, St-Michel, St-Mandé Téléphone: 374-79-52.

Constructeur informatique recherche

INGENIEUR LOGICIEL expérimenté bonnes connaissances PROCÉDURES DE TÉLÉCOM

Tél. pour R.V.: 784-74-52.

INGENIEUR ELECTRONICIER

2 ans expérience obligatoire. Tél. pour R.V.: 784-74-52.

AT2-AT3 ELECTRONIQUE

BTS ou BUT longue mission POINT 2-ET 271-71-71 51, rue de Turin, Paris-3.

PATRONNE CONSEIL

Agence Adm. Aesur, rech. NEGOCIATEURS. Tél.: 531-80-63.

ÉCOLE DES MINES SAINT-ETIENNE

INGENIEUR OU MAITRE ES SCIENCES

Métallurgie, matériaux, physique du solide, candidat français, pour préparer thèse en métallurgie.

Envoyer C.V. + P. LESBATS Ecole des Mines, 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX Téléphone: (77) 25-20-23.

Constructeur informatique recherche d'URGENCE 3 INGENIEURS REOACTEURS

- a) spécialistes procédures réacteurs.
- b) spécialistes maintenance, ci généralistes avec base électronique.

Expér. exigée 2 ans minimum. Tél. pr r.v.: 784-74-52.

L'APPEL MÉDICAL

N° 1 interné paramédical recherche pour JUIN - JUILLET ETUDIANTS(ES) EN MÉDECINE

6^e année monodisciplinaire pour SOINS A DOMICILE. PARIS et SECT. OUEST. Très haut salaire. Frais remboursés. Tél.: 747-87-10.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS

recherche pour son ÉQUIPE SYSTÈME

INFORMATICIEN DUT (H-F)

Expérience souhaitée en : - OPS 7 C. COS 7 - OPS 5 MOD 400 - RÉSALT

Lieu de travail : ST-DENIS (93). Des déplacements en province sont à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous pli fermé à LVM TROUVAY ASSOM, 31, bd Sonne-Neuve, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

RESPONSABLE DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Capable de prendre en compte la responsabilité globale de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et de la trésorerie de l'entreprise en France et de ses filiales à l'étranger. Capacité également d'assurer les relations avec les banques et les administrations, et d'encadrer une équipe de 4 personnes.

De bonnes connaissances en fiscalité et en anglais sont souhaitées.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe réf. 9123 à MEDIA SYSTEM, 2, rue de la Touche-Dames, 75009 PARIS, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

Étudiante anglaise, 19 ans, cherche emploi et logement en France pendant 2 mois. S'adresser à Tegen Jenkin, 140, Manchester Rd, Wilmslow, Cheshire, Angleterre.

ORGANISAT.-INFORMATIC. cherche poste direction dans groupement agréé pour la prévention des difficultés des entreprises. T.: (1) 686-49-51. Etr. 3/et 2044 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CONSULTANT FORMATEUR. - F. 37 ans, 2^e cycle sciences humaines + CES en méthodologie. 10 ans expérience en expression communication. Connaissance de la formation : évaluation des besoins, bilan de sessions, mise en place d'actions, recrutement des participants. Compétences pour l'élaboration de programmes d'études et de documents pédagogiques, pour la rédaction de notes de synthèses et rapports. Qualités d'organisation et de négociation pour la promotion d'un climat facilitateur.

PROPOSE : à toute entreprise privée ou publique désirant adjoindre une collaboratrice polyvalente à sa direction formation. Adaptabilité. Bonne disponibilité. Paris. Déplacements acceptés. (Section BCO/JCB 677.)

CADRE LOGISTICIEN TRANSPORTS. - 44 ans. Diplômé DESS logistique Chambre de Commerce. 15 ans expérience France, étranger.

RECHERCHE : direction agence de transports ou département logistique et distribution, entrepôts, service après-vente. Libre immédiatement. Paris, R.P. (Section BCO/JCB 678.)

F. 32 ans. - DEA sociologie + formation marketing. 5 ans expérience commerciale marketing et à sa direction formation. Adaptabilité. Bonne disponibilité. Paris. Déplacements acceptés. (Section BCO/JCB 679.)

RECHERCHE : collaboration avec toute entreprise désireuse améliorer sa politique commerciale. Paris, R.P. (Section BCO/JCB 680.)

ARCHITECTE D'INTÉRIEUR. - 33 ans. Décorateur diplômé à l'Académie des Beaux-Arts de Varsovie. 7 ans expérience dans travaux d'aménagement, rénovation et transformation en style d'époque Louis XV et Louis XVI.

RECHERCHE : situation auprès de toute entreprise désireuse profiter expérience et s'adjoindre un collaborateur pour s'occuper des problèmes d'aménagement ou autres. Paris, R.P. (Section BCO/JCB 681.)

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél.: 285-44-40, postes 33 et 34.

ANPE



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

(et départements d'Outre-Mer)

DOW CHEMICAL SEEKS CHEMISTS, CHEMICAL ENGINEERS AND MATERIAL SCIENTISTS.

THIS IS THE COMPANY

The Dow Chemical Company is one of the world's leading chemical companies, manufacturing and selling bulk and specialty chemicals including plastics, agricultural and pharmaceutical products. In Europe, Africa and the Middle East, Dow Chemical Europe S.A. has more than 20 manufacturing sites and over 60 sales offices. Dow employs 50,000 persons throughout the world. Dow Chemical (Nederland) BV, Dow's Dutch subsidiary, is located in Terneuzen on the south bank of the Westerschelde river, near the Dutch-Belgian border. The Terneuzen site is Dow's second largest production location. It comprises more than 20 production plants, employs some 2,500 people and utilizes the most advanced technology to manufacture a wide range of chemical products. Terneuzen can be reached by car within one hour from Lille, France, two hours from Aachen, West Germany, one hour from Brussels or 40 minutes from Antwerp, Belgium.

THIS IS THE DEPARTMENT

One of the four European Research & Development groups located in Terneuzen is the Organic Chemicals and Urethane Research Department. It maintains close contact with the corresponding Technical Service & Development (TS&D) groups, which are mainly located in Horgen, Switzerland. Other Dow European Research & Development groups are based in Switzerland, France, Italy, Spain, the United Kingdom and West Germany.

THIS IS THE JOB

The successful candidates for Organic Chemicals research will be involved with alkaline oxide derivatives, surfactants, oil treatment chemicals and ethylene amine derivatives for performance related functional products. Since the work will be directed towards product and process research, all applicants should have experience in synthetic organic chemistry and technology. Requirements within the Urethane Research group include a working knowledge of related physical or polymer chemistry, or material science. The work will encompass all aspects of urethane technology. Polyurethane experience is desirable, but not essential.

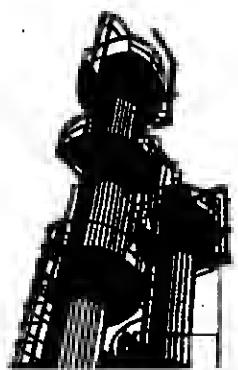
IS THIS YOU?

Dow Chemical is looking for enthusiastic, practical people with comprehensive scientific qualifications equal to at least university level. In addition to their native language, candidates should have a good working knowledge of English. Career advancement within the R&D function requires a willingness to relocate to other Dow Chemical R&D centers and to travel within the Dow Chemical Europe area. You will join a young and dynamic research team.

If you qualify and are interested in these challenging opportunities, please write or call for an application form to:

Dow Chemical (Nederland) BV, Mrs. A. van den Berg, P.O. Box 48, 4530 AA Terneuzen, The Netherlands. Telephone: 31 1150 73065.

DOW DOW CHEMICAL (NEDERLAND) BV



DIRECTEUR ADJOINT DU CRÉDIT

Important établissement bancaire exerçant son activité en République du Cameroun recherche pour ses services centraux à Yaoundé un candidat au poste de Directeur Adjoint du Crédit. Placé sous l'autorité du Directeur central du crédit dont il est le plus proche collaborateur, le Directeur Adjoint du Crédit a pour mission d'étudier les demandes de crédit présentées par le clientèle, d'assurer la surveillance et le contrôle des engagements, d'apprécier les garanties proposées, etc.

Le candidat à ce poste devra justifier d'une solide expérience professionnelle dans le domaine de l'analyse financière au sein d'un établissement financier et être capable de coordonner et d'animer le travail de plusieurs analystes dont il assurera par ailleurs la formation et la perfectionnement.

Les candidats doivent en outre remplir les conditions suivantes : être titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur délivré par l'Université, les grandes écoles commerciales ou scientifiques, etc.

La rémunération et les avantages sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Adresser C.V. sous référence LNU à :

CAMEROUN PUBLIC EXPANSION S.P. 1389

YAOULING

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN qui transmettra.

emplois régionaux

GROUPE

ECCO

recherche pour ses filiales SPER - JUREF spécialisées en GESTION RISQUES CLIENTS

DEUX DIRECTEURS

pour créer les Bureaux de LILLE et STRASBOURG.

Vous êtes dynamique.

Vous possédez une expérience de « crédit manager » de 3 ou 4 ans. Diplômé de l'enseignement supérieur de gestion, vous avez la goût du succès, une imagination créative, des qualités de rigueur et d'organisation et bien sûr l'esprit d'entreprise.

Nous vous offrons le management d'une équipe et la responsabilité d'un centre de profit.

Rémunération motivante liée pour partie aux résultats.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

Mme BOURGEOISE - ECCO

7, rue L. Guérin 69100 VILLEURBANNE.

capitaux propositions commerciales

Pour achat fonds hôtel classé Paris, en S.A., rech. capitaux même modestes. Bon placement. Ec. 4/et 1767 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propositions diverses

L'Euro offre des emplois stables, bien rémunérés à tous les Français. Hommes et Femmes. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (n° 151) B.P. 402.09 PARIS.

Pour connaître les emplois offerts OUTRE-MER, ÉTRANGER demandez une documentation (sans engagement) sur la revue spécialisée MIGRATIONS 16 281 3, rue Monroy 75429 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Vende Renault 5, bordeaux, 1981, 55.000 km, bon état, radio, 20.000 F. Tél.: 298-25-05.

de 12 à 18 C.V.

604 Tl 51, bleue métal, 41.500 km, 39.000 F. Tél.: 778-90-69.

55 من الأصل

	à l'heure	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	89,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	Le mm/cot	Le mm/TC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOI	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

DOW CHEMICAL SEEKS TECHNICAL SERVICE & DEVELOPMENT CHEMIST FOR OILFIELD CHEMICALS GROUP.

THIS IS THE COMPANY

The Dow Chemical Company is one of the world's leading chemical companies, manufacturing and selling bulk and specialty chemicals including plastics, agricultural and pharmaceutical products. In Europe, Africa and the Middle East, Dow Chemical Europe S.A. has more than 20 manufacturing sites and over 60 sales offices. Dow employs 50,000 persons throughout the world. Dow Chemical (Nederland) BV, Dow's Dutch subsidiary, is located in Terneuzen on the south bank of the Westerschelde river, near the Dutch-Belgian border. The Terneuzen site is Dow's second largest production location. It comprises more than 20 production plants, employs some 2,500 people and utilizes the most advanced technology to manufacture a wide range of chemical products.

Terneuzen can be reached by car within one hour from Lille, France, two hours from Aachen, West Germany, one hour from Brussels or 40 minutes from Antwerp, Belgium.

THIS IS THE DEPARTMENT

The Oilfield Chemicals Technical Service & Development group is part of Dow's European Research & Development organization and one of the TS&D groups located in Terneuzen. The working area for the oilfield chemist covers Europe, Africa and the Middle East with occasional assistance in the Far East and Latin America. The TS&D group maintains close contact with our Organic Chemicals research group also located in Terneuzen.

THIS IS THE JOB

The successful candidate will be mainly involved with demulsifiers and/or corrosion inhibitors. The job requires working in the laboratories in Terneuzen as well as in the field. It demands personal initiative and the ability to work on your own. The creation of a good working relationship with customers or potential customers will be an important aspect of the job.

IS THIS YOU?

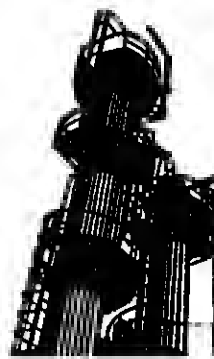
We are looking for a practical person with good relevant university qualifications who has had considerable working experience with oilfield chemicals. The candidate should be willing to travel about 25% of the time and have at least a working knowledge of English.

If you qualify and are interested in this challenging opportunity, please write or call for an application form to:

Dow Chemical (Nederland) BV,
Mrs. A. van den Berg, P.O. Box 48, 4530 AA
Terneuzen, the Netherlands. Telephone:
31 150 73065.

DOW

DOW CHEMICAL (NEDERLAND) BV



L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
LES HALLES - ST-HONDRÉ
DANS IMM. RENOV. ASC.
MAGNIFIQUE DSBLE SEJOUR
+ 3 CHAMBRES, 130 m²
GARBI. 587-22-88.

4^e arrdt

MATIMO 272-33-25
SÉLECTION RÉNOVATIONS
studio, 200.000 F à 360.000 F.
2 P. 270.000 F à 550.000 F.
LOTS à rénover de
8.000 F à 10.000 F le m².

5^e arrdt

RUE LACEPEDE
CONTRESCARPE, 84, 3 chbres
vue, soleil, parking, état
1.250.000 F. Tél. 705-31-13.

7^e arrdt

ME SEUR, 32, R. PERIGNON
LUXUEUX 2 P. 820.000 F.
S/pl. mardi, jeudi 13-18 h.
URGENT. 294-11-33.

8^e arrdt

ÉTOILE (PRÈS)
Beau séjour + chbre et ch
réf. neuf, 720.000 F.
SEUR, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

9^e arrdt

9^e arrdt, studio 35 m² rénové,
entrée, porte blindée, cuisine,
de bns, w.-c., séjour, clair et
serein, 4^e ét. asc., faibles
charges
260.000 F
Téléphone : 602-08-47
jusqu'à 10 heures le soir.

10^e arrdt

HOPITAL SAINT-LOUIS, près
de l'imm. pierre de L., tapis
et 3 P. 850.000 F.
bns, ref. neuf, 634-13-18.

11^e arrdt

PI. REPUBLICQUE, 80 VOLTAIRE
Imm. pierre de L., tapis esc.,
2^e ét., balc. 6 P., tt ct. à rénover
poss. 7 P. Tél. : 834-13-18.

QUARTIER BASTILLE

BELLES SURFACES À RÉNOVER
20 à 150 m² sur grande cour
clair et calme. 328-68-66.

13^e arrdt

Surface à aménager, r.-de-ch.
sur cour, clair, calme, mezza-
tina, Finitions personnalisées.
Prêt conventionné possible.
Direct. ppriétaire. 329-58-66.

14^e arrdt

Place d'Italie, part. vend
studio, standing, balcon
parking. Tél. 544-75-53.

15^e arrdt

MONTPARNAASSE, direct
poteau, 3 P., entrée, 2 chbrs,
confort, à rafraîchir, poss.
triplex, chaque
390.000 F. 294-94-64.

UNESCO

entrée, cuis, agencée, livr., 2 f.
nêtres, 1 chbre, salle de bns +
w.-c., chf. cano, gar. indiv.
4^e ét. sans ascenseur, soleil.
Téléphone : 387-71-66.

VOULVE

5 P., balc. sur jardin, parking
réaménagé, tout, 1.750.000 F.
BRANCON SARL. 575-73-84.

16^e arrdt

RUE DE LA FAISANDERIE
Très beau studio, 50 m²
COTÉ SEIN, rénové dble liv.
TT CONFORT, plan soléil
480.000 F. Tél. 322-61-35.

17^e arrdt

18^e PORTE ST-CLOUD
COTÉ SEIN, rénové dble liv.
TT CONFORT, plan soléil
480.000 F. Tél. 322-61-35.

18^e arrdt

AU PIED DE LA BUTTE
bel imm., poterie vd beau 4 P.
rénové, 850.000 F. 294-94-64.

2^e PCES. 117.000 F.

RUE MARCADET
entrée, cuis, w.-c., 4^e ét. e/rue
IMMO MARCADET. 262-01-62.

MAIRIE XVII^e

Imm. p. de t. 3 P., entrée,
cuis., w.-c., salle d'aau,
chambre, carrelage
IMMO MARCADET. 262-01-62.

92

Hauts-de-Seine

FONTENAY-AUX-ROSES
4 pces, esord., dans petit im-
meuble avec jardin, 3^e ét., avec
asc., 80 m² + 10 m² balcon
orienté N-S, 3 chbres, w.-c.,
pendentes, séjour, entrée, salle
de bns claire, w.-c., cuis.
aménagée, bux fermé et cave.
Prix 700.000 F. H.B.
960-52-01 ou 831-08-84.
scd.

appartements achats

Recherche 1 à 2 P. PARIS
préf. 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e,
16^e, avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez notaire
873-20-67, même le soir.

EMBAISSY-SERVICE

6, avenue de Médecine
75006 PARIS
Pour clientèle française
étrangère et diplomates
APPTS HAUT DE GAMME
et hôtels particuliers
562-16-40.

MICHEL BERNARD

42, av. Victor-Hugo, Paris-16^e
Téléphone : 802-13-43
recherche imm. de bureaux ou
commerciaux, bons locataires.

ACHÈTE COMPTANT

Logement avec ou sans ct.
Paris intra-muros. 252-01-82.

locations non meublées

Paris

ÉLISA-LEMONNIER
Bel imm. moderne, 5^e ét., asc.,
studio, ct. 2.100 F + ch.
Tél. métro SECOG. 522-69-82.

Province

NANTES 144 cherche à partir
du 1^{er} juil. 3 ou 4 q. quartier
Jules-Vernes ou Guescl' hau
Tél. le soir (1) 785-73-88.

locations non meublées

demandes

Paris

Etude cherche pour CADRES
villas ttoe bnl., loyer garanti
(1) 889-89-66 - 283-57-02.

PROPRIÉTAIRE

pour employés et dirigeants
établissement bancaire
rech. appts rtes catégories
villas Paris, banlieue, loyer
direct excepté. 504-04-45.

URGENT

Collaboratrice du journal
recherche studio
dans le 14^e ou très proche
Ecr. s/r 8.788 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations meublées

demandes

Paris

EMBAISSY SERVICE
rech. appts pour CLIENTÈLE
ÉTRANGÈRE et appts de
STAND. pour DIPLOMATES
ou MULTINATIONALES
Téléphone : 562-78-88.

SERVICE AMBASSADE

pour cadres mutés Paris
rech. du STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par Sésa
ou Ambassades. 285-11-08.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL A PARIS
bureau ou domiciliation
+ services (1) 346-00-66.
Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Loc. bureaux, secrét., télé.
CONSTITUTION STES
ou création ttes entreprises
ASPAC 293-60-50 +

COOPIATION, 8, 2^e

Secrétariat, tél., télex.
Location bure. ttes démarches
pour constitution de société
ACTE 359-77-55.

CHAMPS-ÉLYSÉES

Loué direct. 1 bureau ou
2 bureaux, stand. 563-17-27.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DÉMARCHES CONSTITUTION
sans frais d'honoraires
possibilité de stationnement
AGECO. 294-95-28.

TÉLÉPHONE APPEL

PREND LES MESSAGES
260-18-95.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Constitution de sociétés et
tous services. 356-17-50.

immobilier information

ANCIENS RÉCENTS

DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORIONATEUR
Appeler ou écrire
FNAIM de Paris/Île-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers
75017 PARIS. 227-44-44.

immeubles

MICHEL BERNARD

42, av. Victor-Hugo, Paris-16^e
Téléphone : 802-13-43
recherche imm. de bureaux ou
commerciaux, bons locataires.

pavillons

PAVILLONS

JUSQU'À 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORIONATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris/Île-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers
75017 PARIS. 227-44-44.

villas

MORSANG-SUR-ORGE

20 km de Paris, ville 1978, sur
3 niveaux, construction tradi-
tionnelle, près RER, A5, école,
commerces, quartier résid.
1^{er} niveau : s./sal. gar. 3 vol.,
boudoir, cave.
2^e niveau : entrée, bur., séll.,
dble, 2 chbres, s. de bns,
w.-c., cuisine équipée.
3^e niveau : 3 chbres, s. de bns,
w.-c., nombreux placards.
Prix : 960.000 F
Tél. 778-14-41
p. 481 ou vis. t.j. de 14 h à
20 h, 5, rue Victor-Hugo
91380 Morsang-sur-Orge.

maisons de campagne

Sud Ardèche, vde superbe
mus. carcénaire, 8 pces + cave
voûte, 10 km Vallon Pont-
d'Arc, village 12^e s., alle
classée. Ecr. avec n^o 41, à
M. PALMERD 29, rue Florent-
Everard, 42100 St-Etienne.

propriétés

Propriété 70 km Ouest de
Paris. Très belle maison,
255 m² + s./sol, dépendances,
terrain 2.600 m². Visite sur
place les 9, 15 et 16 juin
ou sur R.V. M. CROIS
LES MOYNAIS, 26080 ANET
Tél. (37) 51-25-74 ou
(1) 577-82-80.

châteaux

Anjou sur colline, tt petit châ-
teau, rdc, 5 chbrs, w.-c.,
pisc. 6 ha, 41 30-21-1, mai.

viagers

17^e living double + 2 chbres
tt ct. imm. pierre. 150.000
+ 2.400 F, occ femme 76 ans
Cuz. 5, rue La Boétie, 75008.

F. CRUZ. 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-8^e
Consult. 47 ans d'expérience
Px rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète.

l'agenda du Monde

Particuliers

(offres)

Vende 2 colliers, petites perles
de culture de très belle qualité,
espèces jointes, neuves, jamais
portées, prix exceptionnel.
Long. 78 cm : 5.000 F.
Long. 42 cm : 2.500 F.
Tél. 622-29-75, jusqu'à 14 h
et à partir de 18 h.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
ne choisissent chez GILLET 19,
rue d'Artois, 4. 354-00-83
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT
Métro : Cité du Hôtel-de-Ville
Vente : la médaille M.O. de Paris.

ACHAT OR

BIJOUX ANCIENS
MODERNES - BRILLANTS
ARGENTÈRE - VIEL OR
PERSONNEL Joutiers-Orfèvres à
Toulon, 4, Chausée-d'Artois :
Ensis, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes, Occasions, Echanges.

Cours

ASSOCIATION recherche
DANSEURS (DANSEUSES)
qualifiés pour cours
+ spectacles. Tél. 951-79-06.

INTERLANG

Est, choix, cours d'anglais Sou-
thampton, cours de anglais,
1 h Londres, 14 ans plus, 2-
4 semaines en famille, séjour,
excursions, sport, prix mo-
diérés. Tél. : 473-45-37 plus
cours par correspondance.

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND

Sur bord de la mer, 100 km de Londres
résidence de 100 chambres de
appartement moderne et, séjour dans la maison bâtie en 1800
Avec cuisine vous accueillant
Maison fondée en 1957 et reconnue par le British Council.
£17.00 par jour (jeune, repas et logement compris) 8000 et 10000.

25% RÉDUCTION

pour un séjour de 30 jours ou plus
cours de anglais et
cours de anglais et cours de anglais.

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

Remington, Kent, Angleterre. Tél. 043-512-12. Tél. 043-512-12.
ou Miss Boulton, 4 rue de la République, Eauboune 95.
Tél. (33) 69-25-33 (Paris)
pour de anglais d'âge - pour de anglais d'âge - pour de anglais d'âge.

Accessoires autos

PIÈCES AUTO

Accessoires, pièces, pièces
galerie, rot, batters, alarme
pièces détachées ttes marques
entasse, am-
ouverture, musique
AUTOTEC

Matériel

Vds : mach. écrit. 800 sphère,
2.800 F. mach. compt. 800 con-
posé, offert. 891-20-07.

Séjours linguistiques

10 à 17 ans

10 à 17 ans (Angleterre)
Allemagne, Espagne
U.S.A. - Fennia (13 à 21 ans)
U.S.A. - Campus (17 à 24 ans)
Téléphone : (1) 322-85-14.

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÉDRES
Tourisme repos, retraite
reçoit toutes personnes
tous âges, valides, semi-
valides, handicapés. Soins pa-
sionnés. Petits animaux familiers
acceptés. 33, av. Louis-
Arson, 84000 VILLEURF.
M

économie

REPÈRES

Dollar : le raffermissement se poursuit à 9,31 F

Sur des marchés des changes absolument calmes, où les opérateurs ne savent plus très bien quelle attitude adopter, le dollar a poursuivi, mercredi 5 juin, son raffermissement amorcé la veille. Il s'est élevé de 3,04 DM à 3,0550 DM et de 9,28 F à plus de 9,31 F. Les taux d'intérêt continuent de baisser aux Etats-Unis, revenant à 7 5/8 % pour l'eurodollar à six mois.

Bourse : réforme du Stock Exchange de Londres

Au vu des premiers résultats du vote entrepris, le 4 juin, sur l'important projet de réforme des statuts de la Bourse de Londres (3 022 suffrages exprimés pour l'instant sur 4 495 votants), une forte majorité (79,3 % au lieu des 75 % minimum requis) des membres du London Stock Exchange s'est prononcée en faveur d'une « dérégulation » du marché. La principale disposition nouvelle — outre l'abolition de la distinction existant actuellement entre « brokers » (agents de change) et « jobbers » (contrepartistes) — consisterait à faire sauter le verrou qui empêchait, jusqu'à présent, les courtiers étrangers et les banques internationales de détenir une participation supérieure à 29,9 % dans les charges londoniennes.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$ E.-U.	9,3280 9,3300	+ 190 + 205	+ 390 + 420	+ 1 100 + 1 200
\$ can.	6,8125 6,8175	+ 19 + 39	+ 50 + 86	+ 191 + 287
Yen (100)	3,7440 3,7480	+ 119 + 129	+ 229 + 248	+ 697 + 746
D.M.	3,0475 3,0495	+ 111 + 122	+ 227 + 243	+ 682 + 726
Florin	2,7035 2,7065	+ 72 + 79	+ 144 + 157	+ 454 + 491
F.R. (100)	15,1325 15,1375	+ 157 + 206	+ 298 + 396	+ 818 + 1 079
S.S.	3,6240 3,6280	+ 154 + 169	+ 302 + 323	+ 887 + 950
L. (1 000)	4,7750 4,7800	+ 163 + 184	+ 292 + 326	+ 774 + 891
F. franc	11,8550 11,8600	+ 271 + 284	+ 474 + 498	+ 1 087 + 1 205

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 5/8	7 7/8	7 1/2	7 5/8	11 1/2	7 5/8	7 5/8	7 3/4
\$ E.-U.	9,3280	9,3300	5 1/2	5 5/8	5 1/3	5 5/8	5 1/2	5 5/8
\$ can.	6,8125	6,8175	6 3/4	6 7/8	6 11/16	6 13/16	6 9/16	6 11/16
Florin	2,7035	2,7065	8 1/2	8 7/8	8 13/16	9 1/16	8 7/8	9 1/8
F.R. (100)	15,1325	15,1375	14 1/4	14 3/4	14 1/2	14 3/4	14 1/2	14 3/4
S.S.	3,6240	3,6280	12 3/4	12 7/8	12 9/16	12 1/2	12 1/4	12 1/2
L. (1 000)	4,7750	4,7800	12 3/4	12 7/8	12 9/16	12 1/2	12 1/4	12 1/2
F. franc	11,8550	11,8600	18 1/4	18 1/2	18 1/4	18 1/2	18 1/4	18 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

SOCIAL

ACCORD SUR LES TARIFS MÉDICAUX

Les caisses nationales d'assurance-maladie et la Confédération des syndicats médicaux (CSMF) se sont mises d'accord, mardi 4 juin, sur la « maquette » de tarifs acceptée par l'assemblée générale de la CSMF, dimanche 2 juin (le Monde du 4 juin). La consultation du généraliste passerait à 75 F (+ 5 F), celle du spécialiste à 110 F (+ 7 F), celle du psychiatre à 175 F (+ 10 F), le Kc (actes chirurgicaux) à 12,35 F (+ 0,35 F). Les actes radiologiques en Z à 9,70 F (+ 0,30 F), 8,85 F et 7,60 F selon les spécialistes, les indemnités kilométriques de déplacement des médecins ruraux à 2,50 F en plaine et 3,50 F en montagne, dès que le ministère des affaires sociales aura donné son agrément.

D'autre part, les caisses vont, par un échange de lettres, promettre d'examiner favorablement les demandes de la CSMF pour une augmentation du Z (actes radiologiques) et des indemnités forfaitaires de déplacement (ID) en janvier 1986. En ce qui concerne les actes diagnostiques en K, l'augmentation s'accompagnerait d'un suivi statistique du nombre des actes.

La FMF, qui aurait souhaité une revalorisation plus importante des actes chirurgicaux, a simplement « pris acte » de l'accord : elle prendra sa décision définitive lors de sa réunion du dimanche 9 juin.

(Publicité)
IBM AT
Discounts - Direct U.S.A.
Large quantité
Livraison immédiate
Sys 36/38 - DEC PDP 11 - ATT
All IBM Mainframes - All IC
OSS Int'l
San Francisco U.S.A.
Tél. : 4942212
Tél. : 415 751 7033

Violents affrontements à l'usine SKF d'Ivry

(Suite de la première page.)

Au même moment, des renforts de CRS, arrivés de la fête africaine du Bourget — « On a attendu bruyamment », soufflait un gradé, — prenaient les manifestants à rebours et dégageaient la place Gambetta au cours d'une brève charge. Les manifestants se regroupaient alors 200 mètres plus loin, et le harcèlement reprenait. « On verra quand tu seras au chômage ! », lançait un manifestant aux CRS. « Ça, mon pote, c'est pas près d'arriver ! », ripostait un CRS. Alors que le face-à-face se poursuivait, la manifestation s'écroulait à l'international dans les rangs des manifestants.

Les heurts ont fait plusieurs blessés de part et d'autre. En fin de matinée, le bilan exact n'était pas connu et la situation dans l'usine restait confuse. On sait, néanmoins, qu'un des manifestants a été blessé au bras par une balle en caoutchouc. Un photographe de FR 3, porteur de son brassard de presse, a été gravement blessé à la main par les gardiens de la paix, et ses pellicules ont

été confisquées. « Je n'ai dû mon salut qu'aux CRS », raconte-t-il.

De source officielle on faisait état de trois blessés graves, alors que le bâtiment principal était réoccupé par les forces de l'ordre. Deux bâtiments annexes étaient encore aux mains des manifestants mais en voie d'évacuation.

Soigneusement préparée, effectuée avec une soutise logistique importante des municipalités communistes du Val-de-Marne, cette opération démontre la volonté du PCF et de la CGT de durcir le ton dans le conflit SKF et de ne faire aucun cadeau au gouvernement. La présence de M. Georges Marchais dans la manifestation du 28 mai, après l'éviction des ouvriers, était également un signe de la volonté du PCF d'engager l'épreuve de force avec le gouvernement.

« Ce qui arrive est de la faute de Fabius », déclarait le secrétaire général du PCF. « On occupait l'usine légalement, ils n'avaient

aucune raison de nous virer », lui répondait en écho un manifestant de mercredi matin, tandis que le slogan « Sociéto-salaud », était repris en chœur.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

« M. Debarge (PS) : négociateur rapidement... » M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du Parti socialiste, chargé des relations extérieures, reconnaît la « motivation à caractère social » qui intervient dans le conflit SKF d'Ivry, et souhaite rapidement « des négociations entre toutes les parties concernées » afin de trouver une solution, notamment au niveau d'un autre site. Mais, pour M. Debarge, qui souhaite aussi que « les forces de l'ordre gardent leur sang-froid », si « des incidents comme ceux de cette nuit devaient se renouveler, le problème ne deviendrait plus social, mais essentiellement politique. Les travailleurs répondent fort d'être manipulés par la direction du PCF ».

LA CGT PROTESTE CONTRE LES « ATTEINTES AUX LIBERTÉS » SYNDICALES

La CGT a protesté, le 4 juin, au cours d'une conférence de presse contre les atteintes aux libertés dont sont victimes, selon elle, les syndicalistes et, en particulier ses militants, dans les entreprises. Se référant à « une analyse de plus de 1 000 dossiers », M. Gérard Gaumé, secrétaire de la CGT, a dénoncé des « sanctions, brimades, discriminations » à l'encontre de plus de 3 000 militants, confinant parfois à une « véritable persécution » de délégués, des « licenciements disciplinaires », frappant plus de 1 000 délégués et menaçant 400 autres. Le recours à des licenciements économiques allait jusqu'à des réorganisations d'entreprises pour éliminer les syndicalistes.

Selon M. Gaumé, les entreprises publiques et les administrations recourent aussi parfois à des pressions et à des sanctions arbitraires. Pratiques qui, a-t-il dit, « Interpellent » le ministère du travail, de même que « la remise en cause de décisions positives des inspecteurs du travail » et l'intervention « grave », « inacceptable » de la police dans des conflits de travail, comme à SKF.

« Nous sommes pour la défense des libertés dans le monde, mais chez nous avant tout », a déclaré, pour sa part, M. Krasucki, secrétaire général de la CGT, répondant manifestement au colloque sur les libertés organisé par le gouvernement. Se demandant si le ministre du travail allait « devenir le détenteur du record des licenciements contre des délégués », il a lancé un appel à l'opinion, à tous les « démocrates », et, d'autre part, invité les travailleurs à « se dresser » et « à frapper très fort » pour « se faire respecter ».

Echec au Voleur OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.600 F TTC
Pese et dépl. compris
PARIS-BANLIEUE
Facilités de paiement
Matériel GARANTI 5 ANS
1 serrure de sécurité PICARD-BRICARD ou KESO (5 points de fermeture)
+ 1 blindage EZ en 15/10
+ 3 cornières antipince en acier (avec vis rappel à l'intérieur)
+ Renforcement du bâti bois par une cornière en L
+ 4 goujons anti-dégondage
+ 1 bar de porte
HABITAT PROTECTION
106, rue de l'Assé Groult 75016 PARIS
T. 530.12.35
(lignes groupées)

UN « CATALOGUE DES RIGIDITÉS »

Les « provocations » du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise

Quand d'autres aiment à répéter les mêmes discours, le CJD (Centre des jeunes dirigeants d'entreprise) se fait, lui, une spécialité de la provocation correlative. Il l'a encore démontré, le 4 juin, en présentant à la presse son « catalogue des rigidités », rebaptisé cactus de changement.

« Ce catalogue », que tous les adhérents de ce mouvement patronal (trois mille environ) ont élaboré des mois durant et qui a été exposé récemment au président de la République. Sur tous les thèmes ou presque, le CJD prend le contrepied des opinions communément admises. Qu'en on juge : — La disparition des entreprises ? « Dans 70 % des cas, elle est due à l'incompétence de son dirigeant », affirme M. Philippe Guilhaume, le secrétaire général du CJD, qui reproche à ses confrères de ne pas savoir s'adapter ; — Les seuls sociaux et fiscaux ? Pour supprimer les effets de seuils dont chacun se plaint au passage de 9 à 10 salariés, de 10 à 11 ou encore de 49 à 50, le plus simple serait d'assujettir toutes les entreprises aux mêmes cotisations sociales (logement, transport, formation). Et pourquoi attendre d'avoir un certain effectif pour ouvrir un dialogue social ? « Après tout, dit M. Guy Jeanjean, le président du CJD, il faut introduire une représentation adaptée dans toute entreprise » ; — L'abaissement du SMIC ? « Les ouvriers que je paie le moins sont ceux qui me coûtent le plus cher », rétorque M. Jeanjean, pour qui le vrai drame c'est l'absence de formation. « On peut s'interroger sur la validité économique d'une entreprise qui

ne peut payer le SMIC », complète M. Guilhaume.

— Les délais de licenciement ? « Quand on veut licencier plusieurs centaines de personnes, il est normal que ce soit difficile », dit M. Jeanjean, qui ajoute : « Il est logique qu'il y ait une règle, mais il faut que la décision soit prise rapidement ».

Et de citer une anecdote : le même inspecteur du travail avait retardé de six mois l'autorisation de licenciement pour un chef d'entreprise quand il l'accordait en huit jours à un autre. Renseignements pris, le premier employeur avait envoyé une simple lettre ; le deuxième était venu expliquer son cas...

Pour établir leur « catalogue », les adhérents du CJD ont « cédé comme tout le monde à la tentation positiviste, dans un premier temps », déclare M. Jeanjean. « Il fallait d'abord se débarrasser », poursuit M. Guilhaume, qui constate que, très vite, l'accusation est passée des rigidités externes, « trop commodes », aux rigidités internes dont chacun est responsable.

Dans le document final, bien éloigné des thèses du CNPF, trois revendications importantes sont soulignées : la possibilité de créer une entreprise en vingt-quatre heures, l'exonération d'impôt pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices à l'occasion d'un plan de développement et, enfin, la création d'une commission nationale pour définir les mesures susceptibles d'amener l'Etat à se comporter en bon payeur. A aucun moment il n'est question de déréglementation...

ALIN LEBEAUE.

• Baisse du chômage en R.F.A. — Le chômage en Allemagne fédérale a baissé de 5 % en mai en données brutes, soit 2 192 600 demandeurs d'emploi au lieu de 2 304 600 en avril, annonce l'Office fédéral du travail. Il avait déjà enregistré un fort recul — toujours en données brutes — au mois d'avril, où il avait baissé de 7 %.

Le taux des demandeurs d'emploi par rapport à la population active salariée est redescendu à 8,8 % en mai. Il avait atteint 10,6 % en janvier. — (AFP.)

VACANCES D'ÉTÉ

LE PLUS ANCIEN SPECIALISTE DES SEJOURS LINGUISTIQUES

O.S.F.B. depuis 1928

accueille les jeunes, en

- Grande-Bretagne • Allemagne
- Espagne • Etats-Unis

PENDANT TOUTE L'ANNEE

SESSIONS INTENSIVES POUR ADULTES

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

RICHARD ORGANIZATION OSFB

7 rue de l'Eperon 75006 PARIS - Tél. (1) 329.76.31 RP ODEON

RICHARD ORGANIZATION

FINI LES BIBLIOTHEQUES « STANDARDS »

MAF vous fournit des bibliothèques sur mesure pour le prix de bibliothèques « standard ». Communiquez-nous vos dimensions 24 heures sur 24. Nous vous indiquons VOTRE PRIX.

MAF 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris
Tél. : 261-65-79 et 261-65-89

Cannes ça continue

au Palais des Festivals avec le 1er forum de la psychologie

19-20 JUIN

10 000 VISITEURS

1000 PROFESSIONNELS

CONFERENCES EXPOSITIONS ouvertes au public

et le 3^e Forum Professionnel des Psychologues

CANNES (Palais des Festivals), 21-22-23 JUIN 1985

Ouverture par M^{me} Georgina Dufolx ministre des Affaires sociales

Tous les détails dans le numéro exceptionnel de juin du

LE JOURNAL DES PSYCHOLOGUES

DANS TOUS LES KIOSQUES

Documentation - Spécimen au JOURNAL DES PSYCHOLOGUES
51 rue Mark-Dorroy, 13004 Marseille Tél. (91) 49 24 23

AU SOMMAIRE

- Programme détaillé des deux manifestations.
- DOSSIER : L'ENFANT et le DIVORCE
- Psychologie et culture. Entretien avec Jack Lang.

CONJONCTURE

Le franc est-il surévalué ?

Un débat difficile

Le franc est-il surévalué, et, en ce cas faut-il le dévaluer ? Le vieux débat revient à la surface ces temps-ci, notamment à la suite de la dernière étude de l'INSEE, l'Institut de conjoncture du patronat. Selon cette étude (le Monde du 22 mai), un réajustement des parités au sein du système monétaire européen, avec dévaluation du franc, se produirait au deuxième trimestre 1986, si le dollar restait cher, et pourrait même intervenir dès cette année si le dollar baissait. La dévaluation du franc par rapport au mark allemand serait de 9 % dans le premier cas et de 7,5 % dans le second. Pour justifier son opinion, l'INSEE invoque l'écart de taux d'inflation au profit de l'Allemagne et la persistance d'un assez lourd déficit du commerce extérieur.

M. Bérégovoy rejette absolument cette analyse, en s'appuyant sur deux facteurs. Le premier est la très bonne tenue actuelle du franc par rapport au mark, tenue si excellente que notre monnaie s'est trouvée dévaluée de 3 à 5 % depuis sa dernière dévaluation de mars 1983. Ce phénomène, on le sait, est dû en grande partie au niveau élevé des taux d'intérêt sur le marché français, qui attire les capitaux (le Monde du 8 mai 1985).

Le deuxième facteur est la propre analyse, faite par la Rueda Rivoli, du déficit commercial français vis-à-vis de l'Allemagne, toujours important à 25 milliards de francs, et qui serait d'ordre structurel. Une dévaluation du franc ne saurait pas changer rien dans ce domaine mais aurait même des effets négatifs.

La ministre ne manque pas d'accuser les milieux patronaux de réclamer, comme toujours, une dévaluation, pour exporter plus facilement tout en ne déployant pas suffisamment d'efforts pour améliorer leur productivité.

Le débat est d'autant plus difficile que la situation varie selon les industries, et même les entreprises. Il est indéniable que les coûts de production français augmentent plus vite que les coûts allemands et que sur les marchés d'outre-Rhin, nos industriels n'ont souvent peu ou pas de marges bénéficiaires. C'est l'effet imparable d'une inflation plus forte. Combien de temps cela pourra-t-il durer sans ajustement ? Tout dépendra du climat politique et psychologique, dont la dégradation pourrait effrayer les détenteurs de capitaux.

F. R.

MM. Bérégovoy et Nallet face aux revendications des députés socialistes

Cocoyer l'art du possible avec les rêves du souhaitable ! L'exercice n'est pas facile, même s'il a été tenté de tous temps. Plus les élections législatives approchent, plus les députés socialistes sont tentés, en s'y livrant, de faire pencher le fléau de la balance du côté du souhaitable. Mais ils n'en continueront pas moins à se heurter aux dures réalités du possible. S'ils l'avaient oublié, la réunion hebdomadaire de leur groupe, le mardi 4 juin, le leur aurait rappelé.

M. Pierre Bérégovoy est en effet venu présenter un premier état de la préparation du budget pour 1986. Le ministre de l'économie, des finances et du budget n'a pas caché la difficulté de la tâche. Il a souligné qu'il n'y ait pas de dérapage budgétaire tant dans l'exécution du budget de 1985 que dans la préparation de celui de 1986, et donc que, dans les deux cas, le déficit reste limité à 3 % du produit intérieur brut. Or, dans le même temps, M. Bérégovoy a confirmé qu'en 1986 la tendance à la baisse des prélèvements obligatoires se poursuivait.

Cela ne laisse guère d'argent pour des opérations nouvelles. Pourtant, le gouvernement en a déjà annoncé, comme le développement de l'enseignement technique, dont le ministre de l'économie a assuré que les premières conséquences financières seraient tirées dès le prochain budget. Les députés socialistes eux-mêmes souligneraient voir surgir quelques-unes de leurs demandes comme le minimum social garanti, dont ils avaient parlé la semaine passée (le Monde du 2-3 juin). Ils doivent revoir M. Bérégovoy avant la fin du mois pour faire le point avec lui.

Le ministre des finances a profité de cette occasion pour critiquer durement ceux qui font actuellement courir des bruits sur une éventuelle dévaluation du franc. Il a accusé certains milieux patronaux, ou de la droite, d'en être à l'origine. Pour lui, au contraire, il y a de très bonnes raisons de ne pas dévaluer : la bonne tenue du franc et de nos réserves monétaires permet même actuellement de réajuster nos dettes : une dévaluation, à court terme, des effets négatifs ; elle ne changerait rien à notre déficit commercial avec l'Allemagne fédérale, qui est d'ordre structurel.

L'audition d'un autre ministre, celui de l'agriculture et de la pêche, a confirmé que les députés socialistes amèneraient que soit donnée satisfaction avant le fin de l'année à quelques anciennes revendications. M. Henri Nallet fut en effet particulièrement applaudi lorsqu'il annonça que, dans les jours qui viennent, il allait proposer au premier ministre un programme pour que les agriculteurs puissent rapidement profiter eux aussi de la retraite à soixante ans. Or, chacun sait que le seul obstacle à cette décision était d'ordre financier. M. Nallet, qui a fait manifestement bonne impression aux députés socialistes, a profité de sa première audition devant leur groupe pour présenter les grandes lignes de sa politique. Il a ainsi annoncé que, dans le budget pour 1986, l'accent serait mis sur l'enseignement agricole, sur les industries agricoles et agro-alimentaires, particulièrement performantes à l'exportation, et sur la préparation de l'élargissement du Marché commun, notamment à travers les « programmes intégrés méditerranéens », d'un fonctionnement devant être prochainement nommé pour les suivre.

Enfin, le ministre de l'agriculture a précisé qu'un projet spécifique sur le statut juridique de l'exploitation agricole serait déposé lors de la session d'automne.

THIERRY BRÉHIER.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

Les Etats-Unis vendent 1 million de tonnes de blé tendre à l'Algérie. - Cette vente subventionnée de 1 million de tonnes de blé fait partie du nouveau programme d'aide aux exportations agricoles de 2 milliards de dollars annoncé le 15 mai dernier. Il s'agit aussi, selon M. Block, secrétaire d'Etat à l'agriculture, d'une étape indispensable « pour encourager la CEE à accepter le principe d'une vaste négociation internationale en matière de commerce agricole international ».

L'Algérie, a précisé M. Block, est un des pays où les agriculteurs américains ont perdu une part importante du marché (passé de 41 % à 16 % en cinq ans), à cause des ventes subventionnées pratiquées par les pays européens, et notamment la France. - (AFP.)

Au GATT, accord sur la baisse des prix des produits laitiers. - Un nouvel accord au sein du Comité international laitier du GATT révisant en baisse les prix minima à l'exportation de certains produits laitiers entre en vigueur le 5 juin. Aux termes de cet accord, le prix du lait entier en poudre passe de 950 dollars la tonne à 830 dollars, celui du beurre de 1 200 dollars la tonne à 1 000 dollars, et celui des matières grasses laitières de 1 440 dollars la tonne à 1 200 dollars. - (AFP.)

Près de 60 000 hectares de plus des Landes victimes de gel de l'hiver. - Près de 60 000 hectares de plus maritimes ont été touchés par le gel l'hiver dernier dans les Landes et 2 millions de mètres cubes de bois ont dû être rasés, selon le Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest. Deux raisons d'inquiétude pour les sylviculteurs : une raison économique, car ces quantités de bois vont peser sur le marché du bois de papeterie ; une raison phytosanitaire, parce que ces bois gélés sont atteints de parasites et deviennent, pour les bois sains, des foyers de contamination.

La Côte-d'Or et ses vins sinistrés. - Quarante-quatre communes viticoles de la Côte-d'Or, dont beaucoup représentent des vins célèbres, ont été déclarées sinistrées à la suite de fortes gelées enregistrées fin janvier et début février. Selon la profession viticole, 500 hectares sur les six mille que compte le vignoble ont été atteints par le gel. Dans la vallée de la Saône, vingt-quatre autres communes ont été également reconnues sinistrées, après les inondations qui se sont produites juste après les semis de printemps.

Près de 60 000 hectares de plus des Landes victimes de gel de l'hiver. - Près de 60 000 hectares de plus maritimes ont été touchés par le gel l'hiver dernier dans les Landes et 2 millions de mètres cubes de bois ont dû être rasés, selon le Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest. Deux raisons d'inquiétude pour les sylviculteurs : une raison économique, car ces quantités de bois vont peser sur le marché du bois de papeterie ; une raison phytosanitaire, parce que ces bois gélés sont atteints de parasites et deviennent, pour les bois sains, des foyers de contamination.

Glissement des prix pétroliers après la réunion de l'OPEP. - De nouvelles baisses de prix ont été enregistrées le 4 juin sur les marchés pétroliers après la réunion de neuf ministres de l'OPEP à Taïf (le Monde du 5 juin). L'arabe léger soudien a ainsi perdu 10 cents à 26,70 dollars le baril, et le pétrole de la mer du Nord 20 à 25 cents à 26,35 dollars pour le baril de Brent. - (AFP.)

Energie

Glissement des prix pétroliers après la réunion de l'OPEP. - De nouvelles baisses de prix ont été enregistrées le 4 juin sur les marchés pétroliers après la réunion de neuf ministres de l'OPEP à Taïf (le Monde du 5 juin). L'arabe léger soudien a ainsi perdu 10 cents à 26,70 dollars le baril, et le pétrole de la mer du Nord 20 à 25 cents à 26,35 dollars pour le baril de Brent. - (AFP.)

Baisse de la production industrielle en avril. - La production industrielle ouest-allemande a baissé de 0,5 % en avril (en données corrigées des variations saisonnières), selon des chiffres provisoires de l'Office fédéral de statistiques. Calculée sur une période de deux mois (mars-avril par rapport à janvier-février), la production industrielle a augmenté de 0,5 %. Par rapport au même mois de l'année précédente, la production a augmenté de 4,5 %. Pour les experts du ministère, la légère baisse du mois d'avril est due à l'hiver extrêmement rigoureux. Sur le long terme, l'économie allemande est sur une pente ascendante. Depuis le creux de la récession à l'automne 1982, les commandes des industries de transformation ont augmenté de 20 % et la production industrielle de 11 %. - (AFP.)

Etranger

Baisse de la production industrielle en avril. - La production industrielle ouest-allemande a baissé de 0,5 % en avril (en données corrigées des variations saisonnières), selon des chiffres provisoires de l'Office fédéral de statistiques. Calculée sur une période de deux mois (mars-avril par rapport à janvier-février), la production industrielle a augmenté de 0,5 %. Par rapport au même mois de l'année précédente, la production a augmenté de 4,5 %. Pour les experts du ministère, la légère baisse du mois d'avril est due à l'hiver extrêmement rigoureux. Sur le long terme, l'économie allemande est sur une pente ascendante. Depuis le creux de la récession à l'automne 1982, les commandes des industries de transformation ont augmenté de 20 % et la production industrielle de 11 %. - (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration des établissements Darty et Filis S.A., réuni sous la présidence de M. Bernard Darty, a arrêté les comptes de l'exercice 1984/1985, clos le 28 février 1985.

Les principaux chiffres consolidés caractérisant l'exercice figurent dans le tableau ci-dessous exprimés en millions de francs :

	1984-1985	1983-1984	Évolution
Chiffre d'affaires (hors TVA)	4 306,3	4 006,3	+ 7,5 %
Résultat d'exploitation	149,1	131,9	+ 13,0 %
Résultat courant	280,2	240,0	+ 16,7 %
Bénéfice net avant participation des salariés	147,2	127,6	+ 15,4 %
Bénéfice net après déduction de la participation des salariés	131,4	112,1	+ 17,2 %
Marge brute d'autofinancement	213,7	183,8	+ 16,3 %

Les comptes consolidés de l'exercice 1984/1985 ont été établis en conformité avec les règles du nouveau plan comptable. De même, les comptes 1983/1984 ont été révisés pour les rendre homogènes et comparables à ceux de cet exercice. Ainsi, la participation des salariés, qui était dotée lors de l'affectation des résultats au cours des précédents exercices, a été comptabilisée en charges selon les prescriptions du nouveau plan comptable.

BÉNÉFICE CONSOLIDÉ

Le bénéfice consolidé avant déduction de la participation des salariés passé de 127,6 millions de francs à 147,2 millions de francs (+ 15,4 %).

Les résultats d'exploitation et courant progressent plus rapidement que le chiffre d'affaires, traduisant une amélioration de la capacité bénéficiaire du groupe.

INVESTISSEMENTS

Les investissements de l'exercice 1984/1985 se sont élevés à 87,7 millions de francs et les frais d'établissement à 5,9 millions de francs, formant un emploi total de 93,6 millions de francs.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration propose à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 26 juillet 1985, la distribution d'un dividende total de 60 198 224,50 francs, contre 52 495 134 francs au titre du précédent exercice (+ 14,7 %).

Le dividende se répartit de la manière suivante entre les deux catégories d'actions composant le capital social :

1. - le dividende par action ordinaire passera de 30 F à 34,50 F (+ 15 %), auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 17,25 F, formant un revenu global de 51,75 F ;
2. - le dividende par action à dividende prioritaire sera supérieur de 6 F à celui versé aux actions ordinaires. Son montant sera de 40,50 F auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 20,25 F, formant un revenu global de 60,75 F.

En conséquence, le dividende attribué aux actions à dividende prioritaire sera supérieur de 17,4 % à celui des actions ordinaires.

PLANS D'OPTION DE SOUSCRIPTION

Le conseil d'administration sollicite à l'assemblée générale extraordinaire des détenteurs d'actions ordinaires et à l'assemblée spéciale des propriétaires d'actions à dividende prioritaire, qui se réunira le 26 juillet, l'autorisation de consentir des plans d'option de souscription d'actions nouvelles au bénéfice des salariés du groupe Darty.

GROUPE PSA

Etats financiers consolidés de l'exercice 1984

1. Compte de résultat
Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1984 s'est élevé à 91 111 millions et marque ainsi une augmentation de 6,9 % sur celui de 1983, qui avait été de 85 207 millions. Il a été réalisé à concurrence de 46,8 % en France, de 37,4 % sur les autres marchés européens et de 15,8 % hors d'Europe.

Simultanément, la hausse des frais opérationnels a pu être limitée à un peu moins de 6 %.

En conséquence, la marge opérationnelle, qui avait été de 2 392 millions en 1983, a progressé de 40 % pour atteindre 3 348 millions en 1984.

Les résultats de l'exercice 1984 font en outre ressortir une légère diminution des frais de rationalisation des structures (coût des réductions d'effectifs et des fermetures d'établissements), une forte progression de la part du groupe dans les résultats avant impôts des sociétés consolidées par mise en équivalence et une stabilisation de la masse globale des frais financiers nets et des pertes et profits de change sur emprunts et crédits financiers.

Après impôts courants et différés, d'une part, et prise en compte des intérêts minoritaires, d'autre part, le résultat net de l'exercice 1984 s'est traduit par une perte de 1 116 millions, en diminution de 57 % par rapport à celle de l'exercice précédent, qui avait été de 2 590 millions et à laquelle elle est directement comparable ; mais le mécanisme du report en arrière des déficits (carry-back), nouvellement introduit dans la législation fiscale française, a eu pour effet d'apporter un profit exceptionnel de 775 millions et, en définitive, de ramener ainsi la perte nette de l'exercice 1984 à 341 millions.

2. Financement
Les investissements en immobilisations corporelles ont amorcé en 1984

une progression qui les a portés à 422 millions, contre 3 673 millions en 1983 ; cette évolution s'explique notamment par la mise en œuvre de programmes de modernisation et de développement de nouveaux équipements.

Les besoins totaux en actif immobilisé se sont établis en léger excédent sur ceux de l'exercice précédent. De leur côté, l'ensemble des ressources permanentes a augmenté de 45 % ; en particulier, la marge brute d'autofinancement a plus que doublé, pour atteindre 2 213 millions contre 1 066 millions l'année précédente, et les emprunts nets à long terme effectués pour consolider l'endettement et renforcer les capitaux permanents se sont élevés à 1 769 millions, au lieu de 1 188 millions en 1983. Au total, le prélevement sur le fonds de roulement a pu être réduit à 845 millions, soit à moins du tiers de ce qu'il avait été en 1983.

An niveau de l'exploitation, l'augmentation des stocks a pu être limitée à 1,3 % et celle du total de l'actif circulant à 6,6 % inférieure de 146 millions à la hausse du passif circulant.

En conséquence, l'alourdissement de l'endettement financier net à court terme (y compris la variation de la partie à moins d'un an de l'endettement à long et moyen terme) n'a pas dépassé 699 millions ou 4,6 % et a été presque entièrement compensé par la réduction du montant des effets escomptés et non échus en circulation.

3. Bilan
Au 31 décembre 1984, l'endettement à long et moyen terme apparaît pour 17 045 millions, en hausse de 10,6 % par rapport à l'année précédente.

De son côté, l'endettement financier net à court terme, y compris la partie à moins d'un an de l'endettement à long et moyen terme, s'est établi à 16 012 millions, en augmentation de 699 millions ou de 4,6 % sur son montant à fin 1983. Enfin, dans les engagements donnés hors bilan, les effets escomptés et non échus en circulation reviennent de 1 261 millions au 31 décembre 1983 à 683 millions au 31 décembre 1984, en diminution de 578 millions.

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 31 mai 1985 sous la présidence de M. Jean-Pierre Lacoste, a décidé la mise en paiement, au titre de l'exercice 1984, d'un dividende de 21,62 francs, contre 19 francs pour l'exercice 1983. Le coupon n° 13 sera détaché le 10 juin.

Le conseil d'administration, tenu le même jour, et présidé par le président M. Dominique Noeuvet en remplacement de M. Jean-Pierre Lacoste, nommé vice-président.

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

Le conseil d'administration réuni le 10 mai 1985 a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 15 692 MF, soit + 12,19 % par rapport à 1983.

Le bénéfice net après impôt et provi-

sions s'est établi à 431,7 MF, contre 393,8 MF en 1983.

Compte tenu de ces résultats, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire annuelle la distribution d'un dividende de 27,60 F par action (soit 41,40 F, après fiscalité comprise).

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Juin 1985

EMPRUNT D'ÉTAT

Deux formules

TAUX FIXE

Nominal 10%

Taux actuariel : 10,75 %
Prix d'émission : 95 %
Durée 15 ans

TAUX RÉVISABLE

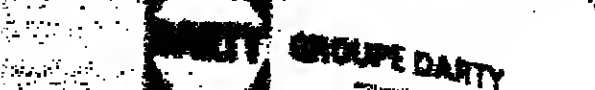
Taux la première année : 10 %
Emission au pair
Durée 15 ans et 3 mois

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs
- Titres cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

550 من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

Le Groupe Darty, par l'intermédiaire de ses filiales, a décidé de verser à ses actionnaires une somme de 100 millions de francs en 1985.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 juin

Très résistant

Des ventes bénéficiaires se sont encore produites mardi à la Bourse de Paris. Mais elles n'ont pas vraiment enlevé les forces vives du marché, qui les a encore mieux absorbées que la veille. En recul de 0,11 % à l'ouverture, l'indice instantané s'est établi en clôture au voisinage immédiat de son niveau précédent (-0,03 %).

Les baisses, ou ce qu'il en restait après le passage des investisseurs à l'effet de toutes les bonnes occasions d'achat, ont, d'une façon générale, revêtu une assez faible ampleur. Moins d'une dizaine ont dépassé 2 % (Poliet, Primagas, Nord-Est, Chargeurs).

D'autre part, d'assez nombreux points de fermeté ont émaillé la cote comme BIC (+3,7 %), Schneider (+2,7 %), CSF (+1,8 %), L'Oréal (+1,4 %), Pernod (+1 %).

Des professionnels étaient catégoriques : « Les ajustements de positions observés sont les derniers de cette série. Il n'y a plus d'ajustement », déclarent-ils.

Les liquidités sont en effet toujours très abondantes. Selon des évaluateurs bancaires, en juin, 20 milliards de francs en coupons et dividendes vont se trouver disponibles et tout cet argent va bien devoir se replacer quelque part.

Les actions Virbac étaient introduites ce jour sur le second marché au prix d'offre de 250 F.

Plus de 10 millions de titres ont été demandés quand 70 000 étaient présentés. Il a fallu baisser de 6 % des demandes entre 375 F et 399 F et offrir un cours de 375 F à des investisseurs.

La devise-titre est restée ferme et s'est échangée entre 9,93 F et 9,96 F (contre 9,82 F/9,96 F).

L'or à Londres s'est un peu tassé : 316,25 dollars l'once (-1,85 dollar).

À Paris, le lingot a regagné 450 F à 94 500 F, mais le napoléon a perdu 1 F à 550 F.

NEW-YORK

Reprise de dernière heure

Grâce à une bouffée de hausse, une heure avant la fin de la séance, l'indice Dow Jones a égalé son record de 1 315,41, établi à la veille du week-end dernier, reprenant 4,60 points.

Le marché est tiraillé entre des sentiments contradictoires. D'un côté, il continue à nourrir l'espoir d'une nouvelle détente des taux d'intérêt et d'une baisse supplémentaire des prix du pétrole. De l'autre, il redonne toujours le ralentissement de l'économie, qui pourrait se prolonger au deuxième et même au troisième trimestre, selon les experts.

Le marché a été actif, avec 115 millions de titres échangés, contre 125 millions la veille.

Parmi les hausses, on relève celles de Reynolds Industries, de General Electric et de Coca-Cola. Vif recul, en revanche, de Bank of America, qui annonce une chute de ses bénéfices pour le second trimestre 1985, les provisions à constituer ayant été plus fortes que prévu.

VALEURS	Cours du 3 juin	Cours du 4 juin
Alcoa	31 3/4	31 7/8
Amstar	28 1/2	28 3/4
Boeing	66 3/8	66 1/2
Chrysler	59 1/2	59 3/4
Du Pont de Nemours	44 1/2	44 1/4
Eastman Kodak	52 3/4	52 3/4
Exxon	52 1/2	52 1/2
General Electric	58 1/2	58 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
Goodyear	28 1/2	28 1/2
IBM	161 1/2	161 1/2
ITT	31 1/2	31 1/2
McDonald	30 1/2	30 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Texas	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	40 1/4	40 1/4
U.S. Steel	28 1/2	28 1/2
Westinghouse	30 1/2	30 1/2
Xerox Corp.	50	50 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BIC - L'action a progressé de 3,6 % le 4 juin à la Bourse de Paris, au lendemain des déclarations du président sur la nouvelle politique du groupe. BIC, qui s'est diversifié « à toute vitesse » dans les bijoux et rasoirs jetables, les collants (DIM, Chesterfield), les soutiens-gorge (Roya), le porte-porteur (Guy Laroche), les cravates (Conté) et les planches de ski, a été « provisionnellement » sa diversification pour pouvoir la « digérer », a expliqué son président, M. Marcel Bich. Commentant les résultats de son groupe pour 1984, dont le bénéfice net a augmenté de 51 % en 1984, à 406 millions de francs, et le chiffre d'affaires consolidé à 6,38 milliards de francs (plus 18 % sur 1983), M. Bich s'est plaint de ne pas avoir pu bénéficier davan-

tage de liberté (de licenciement, des prix et de vente), estimant que le contrôle des changes constituait un obstacle « pour faire des affaires dans la planète ». Interrogé sur le secteur des planches à voile, qui a perdu 30 millions de francs en 1984, le président a exclu tout abandon éventuel de cette activité.

LOGABAX - Contrôlée à 65 % par Olivetti et 35 % par Bull, la société a enregistré un nouveau recul de ses résultats en 1984, avec un bénéfice net de 4 millions de francs, contre 11,4 millions en 1983 et 15,8 millions en 1982, indique Logabax, qui avait dit déposer son bilan en juin 1981. Cette moins bonne performance s'explique par les importants investissements engagés pour moderniser l'appareil de production, notamment l'usine de Mieux, au nord-est de Paris, qui a entamé ses derniers mois de production en série de terminaux informatisés pour le commerce, de micro-ordinateurs compatibles IBM et d'imprimantes rapides. Les investissements ont atteint 40 millions de francs sur près de trois ans, dont 25 millions sur la seule année 1984, ajoute la société, qui emploie neuf cent quarante personnes. Logabax, dont le carnet de commandes a atteint 300 millions de francs (contre 300 millions à la fin 1983), a enregistré un chiffre d'affaires de 531 millions de francs en 1984, en augmentation de 15 % environ sur l'année précédente.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 à 28 déc. 1984)

Valeurs françaises : 107,5

Cote des AGENTS de Change (base 100 à 31 déc. 1981)

Indice général : 232,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés de 5 jours : 10,14 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yens) : 249,10

1 dollar (en francs) : 249,75

BOURSE DE PARIS Comptant

4 JUIN

VALEURS	% de nom.	% de coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 030		France (Ch. ext.)	480	450
5 %	47 05	1 688	Fond. (Ch. ext.)	221	220
9 %	2 532		France (Ch. ext.)	200	200
Emp. 7 % 1973	8340	189	France (Ch. ext.)	201	200
Emp. 8,50 % 77	118 40	0 313	France (Ch. ext.)	201	200
8,50 % 78/84	97 85	0 218	France (Ch. ext.)	201	200
9,00 % 78/84	98 86	0 218	France (Ch. ext.)	201	200
10,00 % 78/84	106 28	0 073	France (Ch. ext.)	201	200
12,50 % 80/87	108 60	0 772	France (Ch. ext.)	201	200
13,80 % 81/88	106 47	0 531	France (Ch. ext.)	201	200
16,75 % 81/87	112 26	1 296	France (Ch. ext.)	201	200
16,20 % 82/90	118 25	2 347	France (Ch. ext.)	201	200
18 % 83/85	118 90	15 828	France (Ch. ext.)	201	200
E.D.F. 14,5 % 80-82	107 50	5 583	France (Ch. ext.)	201	200
E.D.F. 14,5 % 80-82	142 10	0 250	France (Ch. ext.)	201	200
Ch. France 3 %	102 80	0 082	France (Ch. ext.)	201	200
Ch. France 3 %	102 80	0 082	France (Ch. ext.)	201	200
Ch. France 3 %	102 80	0 082	France (Ch. ext.)	201	200
Ch. France 3 %	102 80	0 082	France (Ch. ext.)	201	200

VALEURS	Cours	Dernier cours
Hydro-Energie	320 80	320 80
Hydro-Energie	320 80	320 80
Hydro-Energie	320 80	320 80
Hydro-Energie	320 80	320 80
Hydro-Energie	320 80	320 80

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours
Adia Pagnon	145 80	151 40
Adia Pagnon	145 80	151 40
Adia Pagnon	145 80	151 40
Adia Pagnon	145 80	151 40
Adia Pagnon	145 80	151 40

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours
A.E.P.-R.D.	1880	1884
A.E.P.-R.D.	1880	1884
A.E.P.-R.D.	1880	1884
A.E.P.-R.D.	1880	1884
A.E.P.-R.D.	1880	1884

Hors-cote

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alor	257	257
Alor	257	257
Alor	257	257
Alor	257	257
Alor	257	257

SICAV 4/6

VALEURS	Cours	Dernier cours
Activa France	295 57	282 17
Activa France	295 57	282 17
Activa France	295 57	282 17
Activa France	295 57	282 17
Activa France	295 57	282 17

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Dernier cours
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier cours
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier cours
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier cours
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630
1630	4,5 % 1973	1630

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. IMMIGRÉS : « La France d'abord », par Roger Holsinger ; « La longue marche des droits civiques », par Adil Jézouli.

ÉTRANGER

3. EUROPE
- RFA : la chute de popularité de M. Kohl.
4. ASIE
4. PROCHE-ORIENT
- La situation au Liban.
5. AMÉRIQUES
5. AFRIQUE

POLITIQUE

6. Le débat au sein de l'opposition.
7. Les travaux du Parlement.

SOCIÉTÉ

8. ÉDUCATION : M. Chevènement face à trois objectifs pour les collèges.
9. Un entretien avec M^{me} Georgina Dufour.
20. POLICE.
- URBANISME.

CFM

da 18 h 45 à 19 h 20
Allô « le Monde »
à Paris (89 MHz)
720-52-97 et 232-14-14

à Bordeaux
(101,2 MHz)
(56) 45-88-56

MERCREDI 6 JUI
Les écopés de l'assurance-chômage

avec ALAIN LEBEAUE
et GUY HERZLICH
Débat conduit
par FRANÇOIS KOCH

JEUDI 6 JUI
Allô « le Monde »
aura pour sujet

à propos d'un débat
au Parlement :

**La France
et ses immigrés**

avec ROBERT SOLÉ
et M. GÉRARD FUCHS
président de l'Office
national de l'immigration

SPORTS

10. TENNIS : les Internationaux de France.
10. FOOTBALL : Monaco et PSG en Coupe de France.

LE MONDE ARTS ET SPECTACLES

11. Gustav Leonhardt dirige le Couronnement de Poppée.
- Réédition de l'As de pique, de Miles Forman.
12. La Festival de théâtre de Berlin.
13. Photo-reportages de Diane Arbus.
- Assoiffé, un film de Guru Dutt.
14. Sélection.
- Programmes des expositions.
19. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

24. SOCIAL : vers un accord sur les tarifs médicaux.
- Un « Catalogue des rigidités » : les provocations du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises.
25. MARCHÉ COMMUN : les Dix confirment leur volonté de pratiquer une stratégie commune dans les télécommunications.
- AFFAIRES : une « embelle » pour Peugeot.
- ÉTRANGER.
26. CONJONCTURE : le franc est-il survallué ?

RADIO-TÉLÉVISION (18)
INFORMATIONS
« SERVICES » (26) :
« La mode » ; Mots croisés ;
« Journal officiel » ; Loto sportif.

Annouces classées (22-23) ;
Carnet (19) ; Programmes des spectacles (15 à 17) ; Marchés financiers (27).

Le Monde Infos Spectacles
sur Minitel
615.91.77 + ISLM

A B C D F G

La première visite en brousse du successeur de M. Pisani

« Mon objectif : préparer la Nouvelle-Calédonie à l'accès à l'indépendance » déclare M. Fernand Wibaux

De notre correspondant

Pouébo. — Pour sa première sortie en brousse, le nouveau député du gouvernement, haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wibaux, avait choisi, mercredi 5 juin, de se rendre dans deux localités assez éloignées de Nouméa, sur la côte ouest, bourg calédonien par excellence, et Pouébo, village canaque de 1 500 habitants perché à 500 kilomètres au nord-est du chef-lieu.

Après avoir passé la matinée à discuter d'économie rurale avec les éleveurs de la côte ouest, M. Wibaux est entré en plein-pied dans le politique en débarquant à Pouébo, qui resta l'un des principaux fiefs du PALIKA (Parti de libération kanak) de la Nouvelle-Calédonie, la tendance la plus radicale du FLNKS.

Face au haut commissaire, dans la mairie délabrée du village, se trouvaient le maire, M. Jean-Baptiste Bouguiga, et ses adjoints. D'entrée de jeu, le député du gouvernement a joué la franchise et l'humilité : « Je veux connaître ce pays avant de donner des avis définitifs. Je vais vous parler avec une grande franchise. Ce que je souhaite avant tout, c'est obtenir votre confiance. »

M. Wibaux tient aux élus indépendantistes de Pouébo un discours très politique. Sur les propos du diplomate plane l'ombre de son prédécesseur, M. Edgar Pisani. « Mon objectif, dit-il, est de préparer la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance. L'indépendance est un droit, je le comprends ; le peuple canaque a droit à une existence légitime (...). Ce que je cherche, c'est la façon de franchir tranquillement les étapes qu'il reste à franchir. »

S'appuyant sur le projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, voté vingt-quatre heures auparavant à l'Assemblée nationale, M. Wibaux estime que les obstacles à l'émancipation de la Nouvelle-Calédonie seront surmontés par le développement économique et le réajustement du territoire. « Car, remarque-t-il, l'indépendance est un mot, mais qu'y a-t-il derrière ? Une fois l'indépendance acquise, les difficultés naissent. C'est pourquoi je dois m'appliquer à établir de véritables entités économiques et sociales. C'est le sens des régions, qui sont une sorte d'indépendance par l'économie. »

Au cours de cette réunion à la mairie de Pouébo, M. Wibaux n'a pu empêcher d'évoquer son expérience de diplomate au Liban. L'ancien ambassadeur de France à Beyrouth estime qu'au Liban comme à Nouméa ce ne sont pas tant les divergences politiques ou religieuses qui opposent les communautés, mais leur inaptitude à communiquer entre elles. Or, ce qu'il entend réaliser le nouveau député du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, c'est précisément restaurer les liens entre les différents groupes politiques qui ont, selon lui, « la volonté de construire quelque chose. »

« Partout, dit-il, j'ai trouvé des gens compréhensifs. Mais autant que chez vous, n'est-ce pas, il y a chez eux [les anti-indépendantistes] des jusqu'au-boutistes qui, à mon avis, ont tort. Il faut les amener à la raison et pour vous c'est votre travail. » « De son côté, a assuré M. Wibaux, le maire de Nouméa, M. Roger Laroque, m'a fait la promesse de calmer ses gens. »

Les élus du PALIKA ont apprécié la franchise et la clarté de ce discours. « Ce que je retiens surtout, note M. Alexis Emmanuel, maire-adjoint, c'est la volonté d'une unité de langage. On en a assez des gens qui disent ceci sur la côte ouest et là sur la côte est. » Paut-être un premier pas réussi pour M. Wibaux, venu faire à Pouébo « ami, ami », selon sa propre expression.

FREDERIC FILLOUX.

LES SUJETS DE PHILOSOPHIE AU BACCALAURÉAT

La mort, le bonheur, l'enfance...

Les épreuves du baccalauréat 1985 ont commencé, mercredi 5 juin, sur l'ensemble de la France métropolitaine, par celle de philosophie, la plus longue à corriger. Pour préserver au maximum la durée du troisième trimestre, les autres auront lieu les 17 et 18 juin pour le bac de technique, les 20 et 21 juin pour le bac général.

Le nombre de candidats a baissé. Ils sont 387 305 contre 404 433 en 1984. Le baccalauréat de philosophie, victime de ce reflux depuis 1983, voit le nombre de ses candidats passer de 268 673 en 1984 à 258 938 en 1985. Le baccalauréat de technique attire moins, pour la première fois depuis sa création en 1969. La tendance à la baisse se confirme en séries C (mathématiques et sciences physiques) et D (mathématiques et sciences de la nature).

Alors que le nombre d'élèves dans les lycées augmente, cette baisse des inscriptions au baccalauréat tient à l'annulation du libre passage de première en terminale, expérimenté en 1983 et abandonné en 1984. Le taux de redoublement en première est passé de 9,6 % en 1982-1983 à 12,89 % en 1983-1984.

Voici les sujets de philosophie proposés dans les académies de Paris, Versailles et Créteil. Chaque série comporte trois sujets au choix :

SÉRIE A

- 1) La mort ajoutée-elle à la valeur de la vie ?
- 2) Peut-on parler de bonheur d'une communauté ?
- 3) Dégagez l'intérêt philosophique d'un texte de Leibniz.

SÉRIE B

- 1) Nos pensées sont-elles en notre pouvoir ?
- 2) Le droit se fonde-t-il sur la réciprocité ?
- 3) Dégagez l'intérêt philosophique d'un texte de Descartes.

SÉRIE C et D

- 1) L'enfance est-elle le sommet de la raison ?
- 2) Suffit-il de changer pour avoir une histoire ?
- 3) Dégagez l'intérêt philosophique d'un texte d'Aristote.

La guerre du Golfe

LES BOMBARDEMENTS DE TÉHÉRAN DEVIENNENT QUOTIDIENS

Téhéran, (AFP). — Téhéran a été une nouvelle fois bombardée mercredi 5 juin à l'aube par l'aviation iranienne. Six explosions correspondant à des bombes ou des roquettes ont été entendues par le correspondant de l'AFP. A aucun moment, les canons de la défense anti-aérienne ne sont entrés en action. Durant la nuit de lundi à mardi, un missile sol-air avait été tiré contre les avions irakiens au-dessus de Téhéran.

L'inaction de la DCA a provoqué de nombreuses interrogations parmi la population et la radio a fourni des explications techniques. Elle a souligné que les canons ne pouvaient atteindre des avions attaquant à haute altitude et que « d'autres moyens » étaient employés sans préciser lesquels.

Les avions irakiens changent leurs manœuvres d'attaque, variant leur niveau d'altitude ou leur route de vol. Lors du bombardement de lundi soir, le correspondant de l'AFP a pu remarquer que les appareils volaient dans des directions différentes alors que d'habitude ils se suivaient à quelques minutes d'intervalle. Il en a aperçu deux, dont l'un a fait demi-tour sur Téhéran, lâchant ses bombes au second passage.

Quatre explosions ont été entendues. Les roquettes sont tombées dans deux quartiers de la capitale, certaines dans des zones inhabitées. D'autres ont touché des maisons, allumant des incendies à proximité du quartier touché dans la nuit de dimanche au cours de ce qui avait été le raid le plus violent subi depuis la reprise de la « guerre des villes », il y a dix jours.

Aucun bilan final du nombre des victimes n'a été diffusé. De très nombreuses personnes ont été tuées, selon tous les témoignages.

Par ailleurs, on apprend, mardi à Téhéran, que le terminal de Kharg, attaqué à nouveau lundi matin, fonctionnait, toujours normalement. Les deux dernières attaques ne sont pas parvenues à interrompre les envois de pétrole, déclarait-on de sources spécialisées étrangères, sans toutefois donner une estimation des dégâts.

« Réunion de la Ligue arabe. — Le Conseil de la Ligue arabe se réunira, vendredi 7 juin à Tunis en session extraordinaire à la demande de l'OIP, pour examiner la situation des camps palestiniens de Beyrouth, a confirmé mardi le secrétariat général de l'Organisation. Cette réunion se tiendra malgré les réticences du Liban, qui a fait savoir qu'il n'y participerait pas. La demande de convocation de l'OIP, présentée le 20 mai au secrétaire général de la Ligue, M. Chadii Kilbi, s'était d'abord part jusqu'à présenter heurtée à l'opposition de la Syrie, qui refusait l'évocation d'une « affaire intérieure libanaise ». — (AFP).

Le numéro du « Monde » daté 5 juin 1985 a été tiré à 435 370 exemplaires

Les sommaires de juin

• LE MONDE DIPLOMATIQUE : Le triangle allemand

En termes très forts, Graham Greene exprime dans le Monde diplomatique de juin sa constante volonté de « parler pour les victimes », tandis que M. Jean-Pierre Cot réfléchit sur la responsabilité de ceux qu'il appelle les « nantis des droits de l'homme » : comment les démocraties peuvent-elles aider ceux qui sont privés de leur liberté et de leur dignité ?

Les droits fondamentaux sont sacrifiés aux ambitions de puissance. Ainsi au Nicaragua : Ignacio Ramonet, Sylvie E. Crane et Françoise Berthiémy montrent comment M. Reagan fait preuve, à l'égard des sandinistes, d'une hostilité croissante, qui contraste avec l'extraordinaire complaisance de Washington pour les dictatures de Pinochet ou de Stroessner, comme naguère pour celle des Somoza. Autre exam-

ple : les Palestiniens, dont un reportage d'Alain Gresh décrit le « double épreuve », pendant que Nadine Picoudou examine les rivalités historiques qui pèsent sur l'option jordanienne.

Après le sommet de Bonn et la rencontre entre MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, Claude Julien, dans le triangle allemand, exprime ses inquiétudes sur l'avenir de l'Europe si la République fédérale permet à la tentation atlantiste de l'emporter sur les intérêts et la solidarité des pays du Vieux Continent.

Un grand dossier de six pages fait le point sur une question d'avenir : les biotechnologies peuvent-elles changer la société ?

* Le numéro : 11,50 F.

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Apprendre à lire

Qu'est-ce que « bien lire » ?

Déchiffrer ou comprendre ? De plus en plus souvent, chercheurs et pédagogues opposent ces deux termes. Les méthodes utilisées à l'école apprennent un point commun : elles n'apprennent pas à lire, mais seulement à déchiffrer. Les méthodes nouvelles sont-elles responsables de l'échec en lecture, principale cause de l'échec scolaire ? Non, explique Christine Garin, dans le dossier du Monde de l'éducation consacré à « Apprendre à lire », car l'innovation, dans le domaine de la lecture, n'a jamais fait de véritable percée. Et la méthode « globale », souvent chargée de tous les maux, ne s'est jamais imposée dans la pratique. Que révèle l'état des lieux ? Lire est une alchimie complexe qui ne se

résume pas au cadre scolaire. Que faire quand des difficultés surviennent ? La famille a un rôle à jouer. Des solutions existent.

Dans ce numéro, trois autres dossiers. « Que prépare l'opposition pour son retour aux affaires ? » Après avoir présenté en mai la malaise de la gauche, le Monde de l'éducation expose les projets de la droite ; peu de bouleversements. L'heure est au réalisme et à la prudence. « Le sursaut de la Lorraine », pour sortir de la crise, cette région mobilise son appareil éducatif. L'avenir passe par la formation. Enfin, pour les fanatiques : plus de « Cent stages informatiques pour les jeunes » ont été présentés. Avec prix et adresses.

* Le numéro : 11,50 F.

• DOSSIERS ET DOCUMENTS : La guerre Iran-Irak — Le FMI

Le 22 septembre 1980, l'Irak attaqua l'Iran. M. Saddam Hussein croyait venir à bout en quelques semaines du régime de l'imam Khomeiny. Cinq ans après, la guerre fait toujours rage et les victimes se comptent par centaines de milliers. Ni la tentative de Bagdad de perturber les approvisionnements en pétrole de l'Occident en attaquant les navires dans le golfe, ni la guerre des villes, qui vient de reprendre, n'ont permis à l'un des deux adversaires de prendre le dessus.

Alain Duret, professeur d'histoire et de géographie au lycée Voltaire, retrace, avec le concours du service étranger du Monde, ces cinq années de guerre. Un conflit qui met en cau-

vre des armements sophistiqués fournis par les grandes puissances mais qui est aussi, avec la croisade chiite, une véritable guerre sainte.

Responsable pour les uns des « émeutes de la faim », loupé par d'autres pour ses méthodes rigides, le Fonds monétaire international (FMI) est au centre d'une polémique qui n'a cessé de se développer ces dernières années. Un dossier difficile rassemblé par Chantal Thévenin, professeur de sciences économiques, et présenté par Paul Fabra, qui démonte les mécanismes des interventions du Fonds dans les pays surchargés de dettes.

* Le numéro : 5,80 F.

• LE MONDE DE LA MUSIQUE : Une discothèque lyrique idéale

Parmi les centaines d'enregistrements d'opéra disponibles, comment choisir la meilleure Cernon ou le meilleur Don Juan ? Le Monde de la musique a fait le tri, et propose dans son numéro de juin 1985 les enregistrements indispensables, les grandes premières, les plus beaux récitals et quelques extravagances.

Egalement au sommaire, trois interprètes qui seront à Paris en juin : le violoniste Gidon Kremer, l'éminent du grand Oistrakh, le pianiste Jorge Bolet, représentant d'une illustre tradition de

virtuosos, et Gwyneth Jones, qui fut Brünnhilde dans la légendaire production de la Tétralogie Chéreau — Boulez à Bayreuth. Un portrait d'Alexander von Zemlinsky, l'ami de Mahler, le professeur de Schoenberg, l'un des créateurs les plus originaux de la Vienne du tournant du siècle.

Enfin, les souvenirs de Gerhard Lehner, le directeur artistique des studios Barclay, qui enregistre les premiers disques de rock et de twist en France. Et les programmes des festivals de juin en France et à l'étranger.

* Le numéro : 20 F.

NOUVELLES BRÈVES

• M^{me} Berlioux quitte la direction du CIO. — M^{me} Monique Berlioux a annoncé, mercredi 5 juin, à Berlin-Est, son départ du Comité international olympique (CIO), où elle occupait le poste de directeur depuis 1971. Pour expliquer cette décision, M^{me} Berlioux a avancé « des divergences avec la commission exécutive ». Son contrat expirait normalement en 1988.

• Baisse du prix du fuel domestique. — Le prix du fuel domestique, qui est le seul à être encore déterminé par la formule, baissera encore de 11,1 centimes par litre le 12 juin prochain, après avoir déjà baissé de 14,9 centimes le 14 mai. La baisse des cours sur les marchés libres et un léger retrait du dollar expliquent cette évolution.

(Publicité)

Trotteurs FEMME, EN CUIR 249 francs !

Semelles cuir et doublées peau comme les mocassins homme à 199 F ou les « collés » enfant à 169 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entreprise H.E.T. a des rapports privilégiés avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Quatre points de vente : 24, rue de la Verrerie, derrière le B.H.V. ; 18, rue J.-Léon-Tessier (10^e), M^{me} Goncourt ; 6, rue Haxo (20^e), M^{me} Saint-Fargeau ; 42, rue Claude-Terrasse (18^e), Métro Porte-St-Cloud. De 11 h à 19 h 30, lundi au samedi. 238-10-01.

55 من الأصل